

La Gueule ouverte



Combat Non-violent
Hebdomadaire d'Ecologie Politique et de Désobéissance Civile

LE TERRORISTE SHELL ASSASSINE



Photo G.O. CNY Chel

LA BRETAGNE

UNE semaine tout juste après l'a-résultat des élections, écologistes et révoltés reçoivent une insolente claqué: le tueur de l'Isère, un certain Janin, préfet, est fait Commandeur de la Légion d'Honneur, haute et rare distinction. Message reçu cinq sur cinq...

En Bretagne, le plan Polmar démontre son incapacité à sauver quoi que ce soit, qui que ce soit, bêtes, choses ou gens. Mais le barrage policier, lui, est au point et donne un aperçu de sa force en cas de plan Orsec-Rad autrement plus inquiétant et d'une efficacité de protection réelle certainement tout aussi dérisoire. Depuis Seveso, on connaît l'incapacité de la technologie avancée à se protéger d'elle-même. Mais on sait que partout le cordon est vite en place pour préserver les vilains secrets: l'horreur des agonies, des plaies, des destructions massives doit rester ignorée d'une population dont le devoir élémentaire est de se croire la plus heureuse dans le meilleur des mondes libéraux. Les contrevenants (contaminés sortant ou curieux entrant dans la zone cernée) seraient-ils abattus comme des petits lapins mixomateux, sur l'ordre d'un Janin ou l'autre? Nulle raison d'en douter.

Le désespoir sera in cette année. Soit qu'il conduise à des actes de révolte violente à la germano-italienne, soit qu'il donne lieu à des écrits sceptiques d'une qualité littéraire incontestable. Gageons qu'en France, où l'on répugne encore à l'extrême violence dans les milieux militants, c'est la deuxième éventualité qui prévaudra.

Pourtant, il y aurait encore une autre solution avant de baisser les bras ou de se suicider spectaculairement. **L'éloge de la fuite** (ô Laborit). La désobéissance, le boycott... Le scepticisme éclairé, c'est bien beau. Mais quelle que soit l'élégance de l'attitude adoptée sur le papier ou devant les micros des tribunes, pendant ce temps, on vit, on bouffe, on habite, on circule... Dans chacun de ces gestes, on s'engage pour Shell, pour Giscard, pour Empain, pour Janin. Ou bien on dit non et on s'organise de façon à se donner les moyens, dans le quotidien, de refuser. Révolution culturelle imparable si elle était le fait d'une masse.

Il est grand temps de faire ressortir en lettres rouges le sous-titre de notre hebdomadaire: **non violence et désobéissance civile.**

Isabelle Cabut

LIBRAIRIE

Technique de la non-violence Lanza del Vasto.....	11,00 F
Le Guide du Militant Denis Langlois.....	12,50 F
Survivre à Seveso Scientifiques, militants, journalistes Italiens.....	25,00 F
Bien naître Michel Odent.....	27,00 F
Pour une naissance sans violence F. Leboyer.....	25,00 F
Agriculture biologique en France Lepape & Cadlou.....	30,00 F
L'objection de conscience Cattelain (Que sais-je ?).....	9,00 F
L'Héritage J.M. Muller (CNV 1977).....	4,00 F
Signification de la non-violence J.M. Muller (CNV 1974).....	4,00 F
Une non-violence politique M.A.N.....	8,00 F
Aspects technique, écologique, économique et politique de l'énergie nucléaire Y. Le Hénaff.....	8,00 F
Psychanalyse culturelle Claude Bastien.....	10,00 F
Armements mondiaux la menace nucléaire S.I.P.R.I.....	5,00 F

Les grévistes de la guerre Jean Toulat.....	25,00 F
Les trafics d'armes de la France C.L.I.C.A.N.....	20,00 F
La France Militarisée Brachet, Pons, Tachon.....	11,00 F
La Bombe ou la Vie Jean Toulat.....	25,00 F
Soumission à l'autorité Stanley Milgram.....	35,00 F
César Chavez, un combat non-violent J.M. Muller.....	48,00 F
Gandhi et la non-violence Suzanne Lasserre.....	14,00 F
Les Quatre Fléaux Lanza del Vasto (2 vol.).....	27,00 F
La Force d'Almer Martin Luther King.....	25,00 F
Creys-Malville, le dernier mot Conseil général de l'Isère.....	30,00 F

Toutes les commandes sont à adresser à :
GO CNV (service librairie) BP 26. 71 800 La Clayette.
Participation aux frais d'envois selon possibilités.

Le pouvoir, l'argent, le sexe
ce dont vous rêvez
les héros de Betsy
le vivent.



Lettre ouverte aux vieux gamins de la politique

Dans la cour de récréation électorale, les vieux gamins de la politique viennent encore une fois de se dépenser sans compter. Ils se sont bien chamailés et égratignés, ils se sont lancé toutes sortes d'invectives très méchantes, noircissant à qui mieux mieux jusqu'aux parents et amis du camp adverse: «Ton copain, il est même pas de gauche!» «Oui, mais chez toi, ils ont même pas de programme commun!» Et puis le grand jour des examens est arrivé, la veille de ce grand soir remis perpétuellement à après-demain et dont pourtant le seul spectre poussiéreux, agité en temps utile, suffit à faire trembler la droite bien-pensante au point d'en ralentir le commerce, d'en faire chavirer la Bourse et fuir les capitaux «bien français» à l'étranger. C'est d'ailleurs toujours ainsi en fin de récréation, les esprits s'échauffent, et tandis que les éternels agités parmi les élèves échangent des horions, ceux qui sont nés raisonnables, ou qui ont fait le «bon choix» très tôt dans leur existence, eux, après avoir mis leur cartable à l'abri de l'autre côté du mur se sont regroupés du côté des professeurs. Alors, et comme par enchantement, Monsieur le Surveillant Général apparaît dans l'embrasement du petit écran, toujours aussi ponctuel au rendez-vous du dernier quart d'heure - se peut-il qu'il surprenne néanmoins chaque fois les mêmes élèves?... et les mauvais seront punis sous l'oeil approbateur des enfants sages qui sont du côté de l'ordre et ne manquent jamais une occasion de réitérer leur promesse. Ainsi rassurée quant à la perpétuité de son avenir libéral - lequel vaut toujours mieux que le Goulag - la masse des adolescents perpétuels, bons ou mauvais tous ensemble rassemblés sagement à la queue-leu-leu, chacun à son tour va aller s'isoler dans d'étroits édifices au fond de la cour, pour exprimer, non plus à l'aide de graffiti mais avec une petite lettre anonyme, un choix qu'on lui a donné à faire: «le changement dans la continuité», ou bien «la continuité du non changement». Choisissez un de ces deux sujets, mais surtout ne commentez pas...

Je les ai bien reconnus, dans le show des variétés non stop, réveillon traditionnel de chaque nuit électorale. Ils étaient à peu près tous présents, les vieux gamins de la politique, fraternellement réunis autour de leurs vastes tables rondes, convenablement harrassés par leur tour de France des vélodromes, encore humides de leurs innombrables bains de foule. Un peu vieillies depuis la dernière fois, un peu déflumés, mais tout aussi préemptoires et définitifs, aucun n'avait omis de mettre une cravate et cela choquait d'ailleurs avec leurs culottes courtes...

Encore une resucée d'une semaine, et dimanche prochain ce sera enfin la remise des prix. Ce jour-là il n'y aura pas de surprise: la France de la raison sait faire taire ses disputes lorsqu'on lui

demande avec raison d'être raisonnable. Les leaders sont d'ores et déjà rassurés. Ils pourront continuer à jouer aux billes le destin d'une civilisation moribonde.

Rien n'a donc changé, depuis les dernières représentations électorales. Rien ne changera dans la léthargie de ce pays

Pourtant il y a peu de temps, quelque chose de neuf était apparu, quelque chose de si inattendu que les petits chefs en étaient tout déboussolés: des pâquerettes avaient poussé sur le béton de la politique... Cela s'appelait l'Écologie. Un nouvel humanisme, non plus tourné vers l'aspect des choses comme feu l'Environnement, mais réaliste, lui, car issu de notre propre milieu vital. Amour des choses de la terre, mais amour lucide enfin débarrassé du grossier complexe d'infériorité emprunté à un christianisme falsifié. Vent fou de justice, venu de 68, mais mûri par quelques années de résistance à un pouvoir mercantile implacable. Une jeune révolution, pourtant déjà fondamentale parce que révolution culturelle. Unique alternative au développement maniaque des capitalistes et des productivistes, et qui dégonflait les mythes et les interdits du faux progrès et autres libéralisme.

Souvenez-vous, le Larzac. Pour la première fois dans l'histoire de ce pays, des paysans soutenus par ceux qu'ils font bouffer!.. Marckolsheim! La détermination inébranlable et victorieuse d'une population... ailleurs qu'à Paris! Et Malville! L'élan de Malville! Une manifestation telle que jamais parti politique n'en a pu réunir. Des milliers et des milliers, des dizaines de milliers de femmes et d'hommes serpentant à perte de vue, jusqu'à l'horizon, en pleine nature et sous la pluie. Pélerinage et acte de foi d'une ampleur que n'a peut-être jamais connue Saint Jacques de Compostelle. Mais pélerinage pour la vie et pour la non violence à la vie. Enfin Malville, pour moi: cette jeune femme assise raide dans sa chaise d'infirme, visage à ce point tendu vers le but qu'elle portait en elle, qu'elle n'en remarquait pas le jeu de ses mains, l'ardeur fébrile de ses pauvres mains qui poussaient aux roues de son véhicule, en se cramponnant inlassablement, pour avancer avec nous, pour participer à tout prix.

Alors maintenant, vieux gamins de la politique, je vous pose une question: qu'avez-vous fait aujourd'hui de l'Écologie? Qu'en avez-vous fait avec vos magouilles et vos tentatives sordides de récupération? Vous n'avez donc rien compris...

Et si l'Écologie était la dernière chance de survie offerte à l'Occident? La dernière avant notre mort par asphyxie d'égoïsme...

Maurice Bardet

Détournement de mineurs

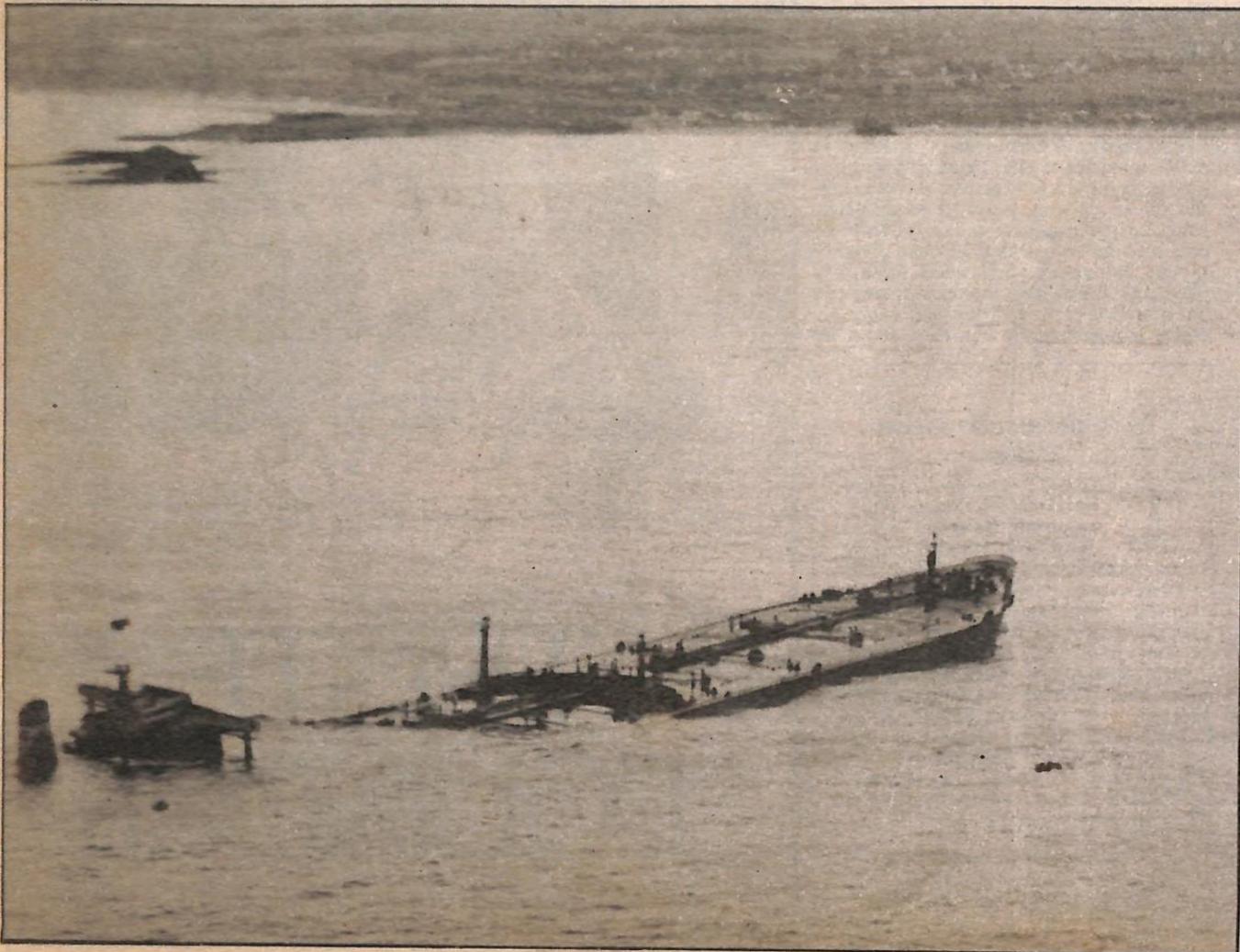
Si je vous écris, c'est parce que j'ai assisté à une opération de propagande de l'EDF qui montre l'habileté de ce sympathique organisme. Le mercredi 15 mars, nous étions une cinquantaine de lycéens (seconde et première), avec trois profs, à aller dans le Val de Loire. Le morceau de résistance de la journée était la visite de la centrale nucléaire de Saint Laurent des Eaux. Un film nous y a tout d'abord été proposé: au début, des centrales au mazout et au charbon, avec fumées, paysage enlaidi et j'en passe; ensuite, le nucléaire, et nous voyons apparaître une centrale flambant neuf, sans trace de fumée ou de quoi que ce soit. Suivent des explications techniques. Après cette mise en conditions, le «chargé des relations publiques», sur le ton décontracté (ça plaît aux jeunes), répond à nos questions. Nous apprenons ainsi qu'à La Hague, les ouvriers sont des fumistes qui ne font pas l'effort de porter leurs combinaisons de sécurité; quelques morceaux d'humour douteux sur les écologistes locaux, une engueulade avec un mec qui ne voulait pas se laisser convaincre. Curieusement, quand quelqu'un a demandé les différences entre les centrales classiques et celles de

type PWR (on en construit une à côté de la première de St Laurent), le type lui a demandé quelques minutes, le temps de finir le précédent sujet, et finalement n'en a pas parlé, donnant l'impression qu'il n'existe qu'un type de centrales nucléaires (on nous montrait le premier, le moins dangereux). Après une visite de la centrale, avec passage devant une caméra (et encore, nous a dit notre guide, vous êtes passés devant trois détecteurs cachés dont je ne vous dirai pas l'emplacement), observation de zones entourées de barbelés, on nous a remis un nombre confortable de brochures de l'EDF, en nous assurant qu'on pouvait écrire pour demander tout renseignement. L'opération a bien marché: sur les cinquante que nous étions, seuls quelques uns ont gardé des doutes.

Ce genre de propagande a le double mérite de montrer qu'on n'a rien à cacher et d'influencer les jeunes qui sont souvent les plus sensibles aux arguments anti-nucléaires, parce que concernés par l'avenir. Enfin, la lutte contre l'électro-fascisme sera longue!..
Anti-nucléairement vôtre
T.

SHELL TUE, LA BRETAGNE MEURT,

Photo : Klein



Sur la côte nord de la Bretagne, l'épave de l'Amoco Cadiz achève de déverser sa sinistre cargaison. Opération de routine. Ce n'est jamais que la quatrième fois en onze ans que les oiseaux de mer et les bretons essuient le mazout.

La région est morte, mais la colère est résignée. La marée noire est la rançon payée à l'or noir, ça ne se discute pas.

Au delà des nécessaires réglementations qui verront forcément le jour, et avant que les CRS de la mer ne sillonnent le littoral, il est urgent de promouvoir une autre société.

On y réhabiliterait, par exemple, la marine à voile et on irait attaquer les tankers de la Shell aux sabres d'abordage...

L'ETAT FOURNIT LES CERCUEILS

S I après une affaire comme celle-là les bretons ne font pas la révolution, ils ne la feront jamais» avait dit Arthur en apprenant l'échouage de l'Amoco Cadiz.

J'ai bien peur qu'à l'ouest du Mont Saint Michel la révolution ne soit reportée à un siècle ultérieur. Mis à part l'explosion d'une centrale nucléaire, on ne voit pas bien ce qui pourrait arriver de pire à la Bretagne. Pourtant la population locale est loin de tirer les conclusions qui s'imposent d'un désastre sans précédent par son ampleur.

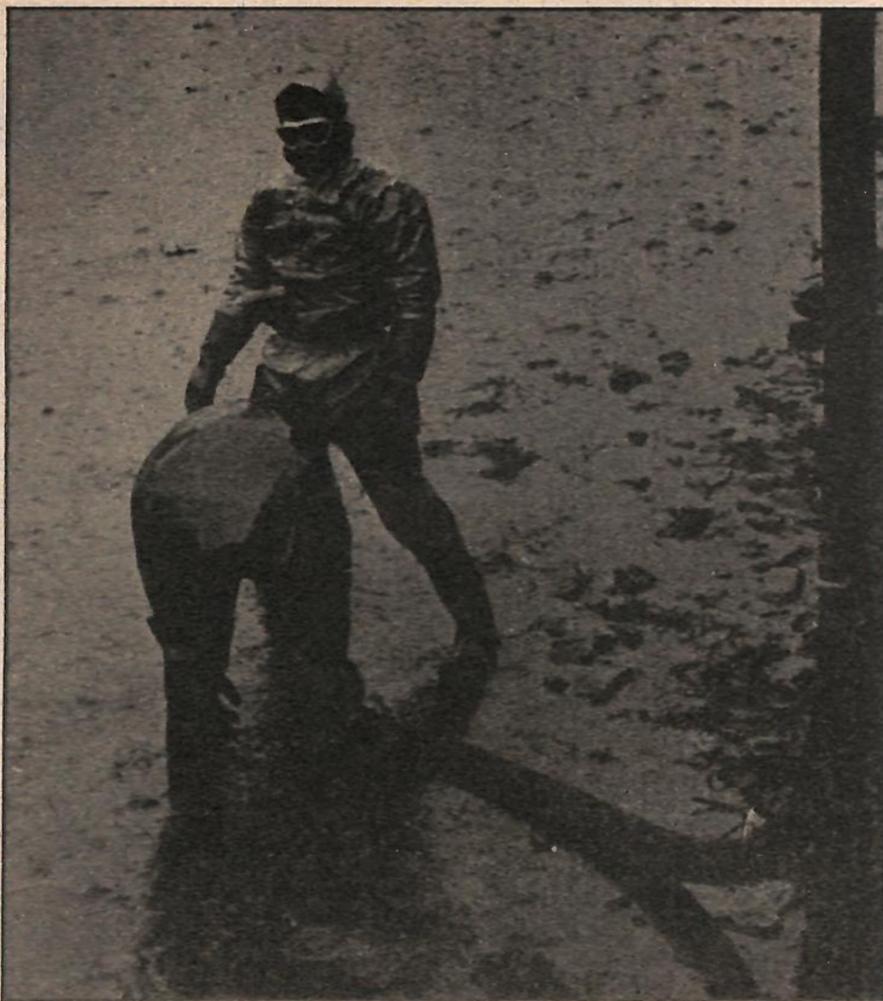
«Dans l'immédiat la critique est déplacée, m'a dit un habitant de Portsall, le petit port près duquel le pétrolier s'est abîmé, on sait très bien que, vue la catastrophe, des mesures vont être prises».

Atterrissant quand on se souvient qu'Edouard Bonnefous avait déclaré au Sénat: «Cet accident devrait avoir au moins un avantage: faire mettre un terme à la pollution des mers par les hydrocarbures». C'était il y a onze ans et le Torrey Canyon venait de créer une mode.

Mais rien à faire, la peur des rouges est trop ancrée dans la région pour que la Bretagne profonde se décide à contester radicalement ceux qui l'assassinent. «Les gens du coin ont été choqués par ceux qui cherchent à exploiter politiquement la marée noire, ai-je entendu. On enterre pas les morts avec l'Internationale par ici.»

Décidément, Barre peut jouer sur du velours.

C'est la leçon la plus terrible que nous devons tirer de cette catastrophe. La pollution ne se limite pas aux plages de la Bretagne, elle s'étend aux esprits. Quelle que soit l'ampleur du désastre, quels que soient ceux qui ne manqueront pas de s'abattre à nouveau sur elles, les populations semblent à ce point conditionnées qu'elles pourraient se faire hacher menu



sans pour autant y trouver à redire. Au fait, qui chantait: «Que l'on touche à la liberté et Paris se met en colère?»

Polmar, Bellemare, même baratin

A notre décharge, il faut avouer que le processus de bourrage de crâne est bien au point. D'Europe 1 où le clown Bellemare embouche les grandes orgues de *Carmina Burana* pour faire son numéro de grand guignol jusqu'à l'Aurore où Jean Laborde se pose la question: «Des deux monstres, pollution ou terrorisme, lequel est le plus redoutable?» le scénario est merveilleusement mis au point.

Cette fois-ci, c'est à grand renfort de fatalité, de bénévolat et de solidarité que les radios et journaux à la botte, ont dilué les responsabilités de la Shell Petroleum et de la société du profit réunies.

«Sans rien ignorer de cette fatalité, des volontaires civils et soldats, portant le même uniforme jaune maculé de noir (...) luttent contre le mal.» (Pierre Merindol dans *Le Progrès* du 27/3).

«Monsieur Becam, secrétaire d'Etat aux collectivités locales (...) a indiqué que la solidarité nationale jouera immédiatement.» (le *Télégramme* de Brest)

«Les bretons à qui je m'adresse savent que l'on ne s'élève pas contre les éléments.» (Jacques Coulondres, préfet maritime)

«Les auditeurs d'Europe 1 ont amorcé la pompe, les pouvoirs publics vont pouvoir prendre la relève.» (Pierre Bellemare).

Le but de ce formidable bluff: dédouaner l'Etat et les grandes compagnies pétrolières de leur écrasante responsabilité. Ce n'est pourtant pas la mise à l'index de quelques boucs émissaires (le commandant de l'Amoco Cadiz et le capitaine «flibustier» du remorqueur allemand) qui nous feront perdre de vue que cette catastrophe est «naturelle» dès lors que la société capitaliste se fout éperduement du sort de notre planète comme de celui de ceux qui l'habitent. *Ein reich, le profit; ein volk, le profit; ein führer, le profit.*

Ah les belles âmes qui dénoncent le marchandage sordide auquel se sont livrés les deux capitaines pour savoir quel serait le prix du remorquage. Ils oublient qu'après tout les deux hommes n'ont fait qu'appliquer la loi de leurs maîtres et qu'ils ne font qu'imiter les requins qui les dirigent, qui nous dirigent.

«Il existait autrefois une compagnie de remorqueurs Abeille à Brest. Ils auraient été bien utiles à l'Amoco Cadiz, m'a dit un ancien commandant à la retraite. Mais les Abeilles ont dû arrêter car ils n'étaient pas rentables et se faisaient piquer toutes les proies par un Hollandais stationné à Douarnenez qui pouvait appareiller très rapidement».

Voilà pourquoi la côte nord de la Bretagne est aujourd'hui défigurée. La libre concurrence, mon cher, la libre concurrence... Vous n'allez tout de même pas toucher aux dogmes.

Après l'intox

Face au formidable pouvoir des appareils d'Etat, seuls quelques individus surnagent. La plupart du temps on les recrute dans des milieux pas encore trop pollués, comme les facs et les lycées. C'est de là que peut jaillir l'espoir, car qu'attendre d'une gauche qui vilipende les gros monopoles capitalistes mais réclame une troisième forme de radoub à Brest pour y construire des pétroliers géants de cinq cent mille tonnes! La défense de l'emploi, camarade, la défense de l'emploi... tu ne vas tout de même pas toucher aux dogmes.

La jeunesse bretonne ne fait pas exception à la règle. Elle a pigé, elle, où étaient les responsables et comment il fallait les combattre. Elle a pigé et, de Brest à Morlaix, elle est descendue dans la rue à la grande fureur du préfet maritime: «... je tiens aussi à dire combien déplacée a été l'action des manifestants irresponsables qui, sous couleur d'écologie, ont pénétré dans la préfecture maritime et ont empêché -un temps si court soit-il- le travail de ceux qui consacrent leur temps et leurs efforts à mener la lutte contre la pollution de nos rivages et de nos eaux. La solidarité de la Marine et des Bretons s'appuie heureusement sur d'autres réalités».

Quand le bourrage de crâne ne fonctionne plus, il reste le matraquage; et si le plan Polmar s'est révélé n'être que poudre aux yeux, les CRS et gardes mobiles, eux, sont parfaitement opérationnels.

On s'en est rendu compte une fois de plus à Brest quand, sans sommation, les flics ont tiré à la grenade sur les deux ou trois mille manifestants qui balançaient des oiseaux mazoutés dans la cour de la préfecture. Il faut dire qu'en criant: «Mazoutés aujourd'

hui, Radioactifs demain», on mettait le doigt sur l'essentiel.

Pourtant, quelle extraordinaire spontanéité chez ces lycéens et étudiants matraqués qui, la veille, plus nombreux encore, faisaient renaître un humour que l'on aurait pu croire en voie de disparition:

«Poulets, pingouins, solidarité!»

«Noir, noir, noir, le printemps sera noir!»

«Nous voulons des petites cuillères»

«On a du pétrole... mais on n'a plus d'idées»

«Abas, l'Etat, des flics et du goudron!»

Et à l'intention de feu l'union de la gauche:

«Union, action, ...contre la pollution»

Amen !

Dimanche, sur le chemin du retour, nous avons pu assister à la scène finale de cette tragi-comédie: des centaines de barrages de police quadrillant une région entière pour «barrer la route à la vague des curieux» qui, soit dit en passant, n'avait rien de déferlante. Ce que les médias se sont abstenus de dire, c'est qu'entre Ploudalmezeau et Saint-Brieuc, la concentration de CRS armés jusqu'aux dents était impressionnante. Et pas question pour ces vaillants guerriers d'aller manier la pelle afin de soulager les

Nouvelle manifestation à Brest

Lundi 27, répondant à l'appel de 17 organisations, syndicales politiques et autres (beaucoup d'écologistes dans le tas) 15000 bretons ont exprimé leur colère contre l'Etat. Après la dislocation, un cortège de cinq à dix mille personnes s'est formé aux cris de «Supprimons les Préfets». Précédés de la banderole «politise tes inquiétudes, tu inquiéteras tes politiciens», les manifestants se sont dirigés vers la Préfecture Maritime. Derrière les remparts, les CRS ont riposté aux jets des pierres par des tirs de lacrymogènes. Spectacle habituel d'une répression qui désormais semble au point.

Que faudra-t-il que la Bretagne, que la France fassent pour désengluer les espérances ternies? Cette marée n'est que la partie visible d'un iceberg qui guette ce monde: la nausée sans pareille d'une vie de mort-vivant. Bretons et gens d'ailleurs, courez à Trébeurden, à Loquerec, voyez le déchet qui vous fera mourir. Et s'il est encore temps, lutttez. Asselin

quelques malheureux bidasses pataugeant dans la glue marine pour marquer l'«extraordinaire élan de solidarité national envers les victimes de la pollution». Pourtant, avec leurs casques, ils auraient pu en recueillir des mètres cubes de mazout les chameaux. Mais notre monde est ainsi fait: aux humbles les tâches ingrates mais méritoires; aux autres l'exaltante responsabilité de maintenir l'Ordre Républicain contre la racaille écologiste et probablement apatride. Ite missa est!

Jean-Louis Soulié



Photo GO/CNV Civil

TRISTE EQUINOXE

Mort des oiseaux, mort de la mer, mort de l'homme : c'est le bilan des ravages de l'Amoco Cadiz.

L'air sent bon le sel, les embruns s'envolent au dessus du môle, le vent souffle en rafales, les mouettes rieuses crient leur joie. Les marées d'équinoxe sont arrivées et la côte chasse, d'une ultime tempête, le souvenir de l'hiver. La mer est belle ces jours là, blanche, furieuse, vivace.

Cette année et pour quelques années encore, la côte de Léon, ne connaîtra pas la souveraine renaissance des flots. Le capitalisme gaspilleur a jeté sur les récifs du Finistère, l'Amoco Cadiz et 230000 tonnes de mazout. L'air empesté le fuel, les embruns sont restés prisonniers d'une étendue glauque et brunâtre, le vent pousse sur les plages une émulsion fétide de pétrole et d'écume, les mouettes rieuses pleurent. Cette année, l'équinoxe est noir et laid. La mer n'est pas polluée, elle est morte.

Mort le goémon sur lequel s'accrochait à marée descendante les rayons du soleil. La douce bave qui le faisait échapper de mes doigts tentant de faire éclater ses petits flotteurs luisants est remplacée par le mazout visqueux. On arrête pas le progrès. 90% du goémon étaient justement exploités dans les champs marins au large de Portsall. 212 inscrits maritimes vivaient de cette récolte qui venait de commencer. Un chercheur du CNEXO a expliqué: «que le mazout bloque la photosynthèse et par conséquent arrête totalement la croissance des algues.» Dans l'eau le pétrole brut s'étale jusqu'à ce que sa couche atteigne l'épaisseur d'une molécule. Le voile qu'il forme à la surface empêche les réactions dont dépend la vie sous-marine.

Si les crustacés et certains poissons semblent avoir fui, leurs œufs et leurs larves sont totalement condamnés. Au fond des eaux, le mazout lourd contamine la nourriture des poissons adultes. Les vers et les mollusques, enfouis dans la vase, sont empoisonnés. Les crabes et les araignées, population sédentaire, sont morts sur place au creux des rochers.

Morts les oiseaux qui fleurissaient le ciel de leur vol ensorcelant. Morts, collés au mazout, leurs fragiles empennage définitivement rompus.

A la «clinique» des oiseaux, à Brest, tout le monde est fort affairé. A la date du 24 mars, elle avait reçu près de 500 mazoutés; 52 vivaient encore. La pièce qui les accueille s'est transformée en charnier. Les cadavres souillés et raidis jonchent le sol et il ne reste malheureusement plus qu'à les recenser et les répertorier: goelands argentés, mouettes rieuses, petits pingouins, guillemots, macareux, plongeurs, fous de Bassan, fulmars, cormorans...

La Société d'Etudes et de Protection de la Nature en Bretagne (SEPNB) qui connaît précisément le nombre des oiseaux qui vivent et nichent dans les réserves et sur les côtes pourra dans quelques mois faire le bilan du génocide et dire quelles espèces, dont patiemment elles favorisaient et surveillaient le repeuplement, ont disparu de nos rivages.

Face à la marée noire, les oiseaux ne quittent pas spontanément leur territoire et actuellement, toutes les espèces nicheuses sont en activité. Chassés par des moyens artificiels, elles reviendraient automatiquement. La Fac de sciences a bien pensé faire fuir la bernache, à grands coups de pétards. Mais où serait elle allée? Au large où l'on annonçait la découverte de pétrole à la dérive?

En fait, l'on sait déjà que tous les oiseaux touchés sont condamnés à mort. Hormis les mouettes et les goelands qui savent aussi se nourrir sur la terre, les autres oiseaux sont obligés de plonger pour attraper leur nourriture. «Voir nappe et mourir» disait sans cynisme un slogan de la grande manifestation lycéenne de Brest, jeudi dernier! Le fou de Bassan lui-même, qui pourtant plonge à vue lorsqu'il a repéré sa

En vue de faire un reportage diapo sur la catastrophe pétrolière de Bretagne, nous recherchons diapos, photographies, tracts, affiches et autres documents. Celui-ci sera diffusé dans les M.J.C. parisiennes. Contact, Claude Bellenger HLM Bat 1, esc. B, rue du Colonel Fabien, 94380 Bonneuil sur Marne.



Photo: Klein



Photo GO/CNV Civel



Photo : Klein

proie, s'est laissé prendre. En... mazoutés, les oiseaux périssent rapidement. La sécrétion des corps gras qui les protègent du froid ne se fait pas et leur plumage n'est plus étanche. Brusquement leur température baisse de 40 degrés à 20 degrés. Ceux qui arrivent vivants dans les cliniques ouvertes à Perros Guirec, Portsall, Roscoff et Brest sont lavés avec de l'eau à 40 degrés additionnée d'1% de napol. Un seul de ces shampooings, suffit à débarrasser l'oiseau du mazout. Le détergent, utilisé à faible dose, a été préféré à des méthodes plus douces mais plus longues. En effet, la période de manipulation de l'oiseau malade entre en ligne de compte dans le calcul de l'espérance de survie. Déjà fortement stressé par son naufrage, l'oiseau sauvage est effrayé par la présence des hommes qui s'agitent autour de lui, et de nombreux accidents cardiaques concluent les opérations de nettoyage. S'il a traversé tous ces obstacles, l'oiseau convalescent, maintenu en volière, risque alors l'aspergilose, un champignon qui se développe dans les voies respiratoires. Quelquefois il refuse même de s'alimenter et il faut alors le gaver.

Sur 10% d'oiseaux arrivés vivants dans les cliniques, 1% seront relâchés. Ces derniers seront devenus pour la plupart incapables de se réadapter à leur milieu. Rejetés de tous, ils se retrouveront au bas de «l'échelle sociale» de leur colonie et se laisseront mourir. Pas de place pour les anciens mazoutés qui ont fréquenté les hommes. Si néanmoins ils survivaient, les scientifiques considèrent qu'un oiseau est sauvé lorsqu'il est capable de participer à une période de reproduction, c'est à dire s'accoupler et assurer sa descendance... Ce qui est pour le moins aléatoire. On le voit, la survie frise le zéro absolu.

Après la catastrophe du Torrey Canyon, en 67, qui avait provoqué un pareil massacre, il a fallu dix ans pour repeupler les réserves. Dix sept espèces réintroduites se remettaient à vivre. L'Amoco Cadiz a ruiné, l'espace d'une marée, le minutieux travail des ornithologues.

La liste des méfaits du pétrole est longue, le bilan écologique, inséparable du bilan économique, impossible à dresser. Il faudrait citer les coquilles St Jacques - que la Shell, ironie du sort, a choisi pour emblème - et les huîtres retirées précipitamment de leurs parcs ; les phoques gris et les dauphins, les flotilles de pêche condamnées à rester au port, les choux fleurs et les artichauts du Léon, eux-mêmes, recouverts d'une fine pellicule de mazout apportée par les vents. Mais fait-on le bilan de la mort ?

La faune et la flore marine sont englués dans les hydrocarbures, les pouvoirs publics inefficaces aussi. Les hommes, déjà prisonniers du mythe de la consommation et pris dans les filets des indemnités, le seront bientôt.

Morts, victimes de la Marée Noire. Huitième plaie d'Egypte, fatalité implacable, - on dit Marée Noire, comme on dit Bête du Gévaudan -. En la désignant bouc émissaire en refusant de l'exorciser, les vrais responsables, ceux pour qui la mer n'est qu'un plan d'eau sur lequel circulent et éventuellement s'échouent des super tankers, ont encore gagné. Ils ont tué la mer, ils tueront l'homme.

Yves-Bruno Civel

POUR INTERVENIR

SEPNB, faculté des sciences de Brest. Tél : 03-16-94, postes 781, 430,436.

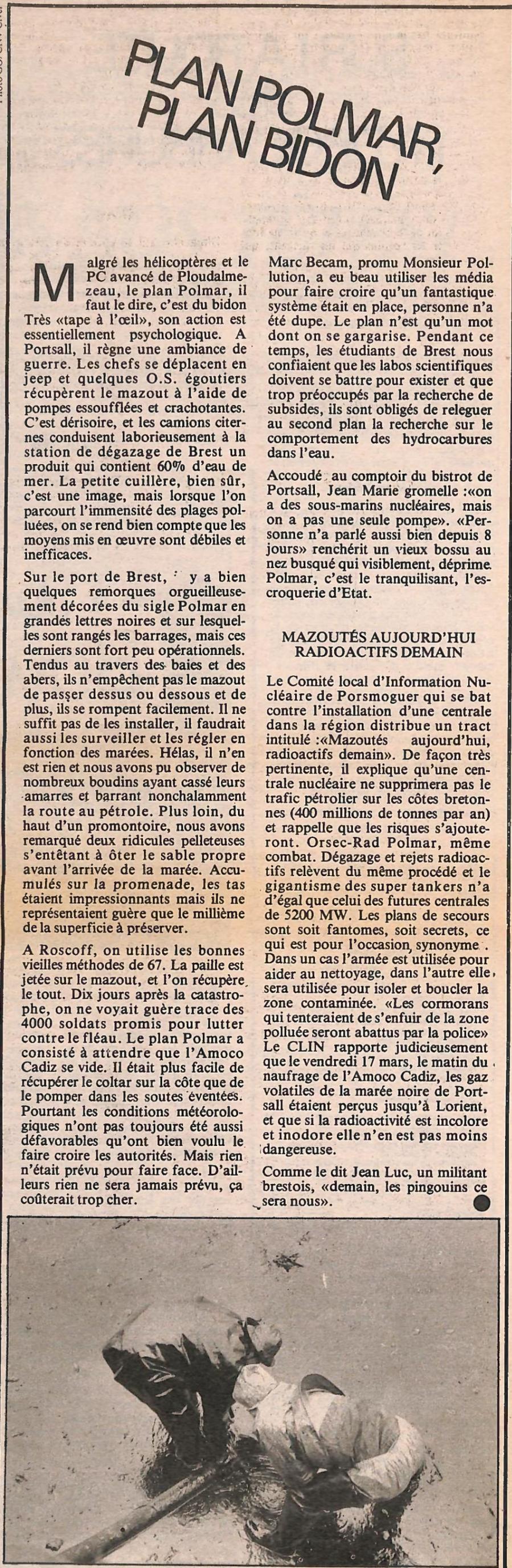
LPO (Ligue pour la Protection des oiseaux), 57, rue Cuvier, 75007 Paris. Tél : 707-31-95.

Centre de la LPO de Perros-Guirec, Tél : 23-07-99.

Direction de la protection de la nature, service des réserves, à Neuilly. Tél : 758-12-12.

Mairie de Brest, 29279 Brest Cedex, en indiquant : «Solidarité contre la pollution Amoco Cadiz.»

Photo GO/CNV Civel



PLAN POLMAR, PLAN BIDON

Malgré les hélicoptères et le PC avancé de Ploudalmézeau, le plan Polmar, il faut le dire, c'est du bidon. Très «tape à l'œil», son action est essentiellement psychologique. A Portsall, il règne une ambiance de guerre. Les chefs se déplacent en jeep et quelques O.S. égoutiers récupèrent le mazout à l'aide de pompes essouffées et crachotantes. C'est dérisoire, et les camions citernes conduisent laborieusement à la station de dégazage de Brest un produit qui contient 60% d'eau de mer. La petite cuillère, bien sûr, c'est une image, mais lorsque l'on parcourt l'immensité des plages polluées, on se rend bien compte que les moyens mis en œuvre sont débiles et inefficaces.

Sur le port de Brest, y a bien quelques remorques orgueilleusement décorées du sigle Polmar en grandes lettres noires et sur lesquelles sont rangés les barrages, mais ces derniers sont fort peu opérationnels. Tendus au travers des baies et des abers, ils n'empêchent pas le mazout de passer dessus ou dessous et de plus, ils se rompent facilement. Il ne suffit pas de les installer, il faudrait aussi les surveiller et les régler en fonction des marées. Hélas, il n'en est rien et nous avons pu observer de nombreux boudins ayant cassé leurs amarres et barrant nonchalamment la route au pétrole. Plus loin, du haut d'un promontoire, nous avons remarqué deux ridicules pelleteuses s'entêtant à ôter le sable propre avant l'arrivée de la marée. Accumulés sur la promenade, les tas étaient impressionnants mais ils ne représentaient guère que le millième de la superficie à préserver.

A Roscoff, on utilise les bonnes vieilles méthodes de 67. La paille est jetée sur le mazout, et l'on récupère le tout. Dix jours après la catastrophe, on ne voyait guère trace des 4000 soldats promis pour lutter contre le fléau. Le plan Polmar a consisté à attendre que l'Amoco Cadiz se vide. Il était plus facile de récupérer le coltar sur la côte que de le pomper dans les soutes éventées. Pourtant les conditions météorologiques n'ont pas toujours été aussi défavorables qu'ont bien voulu le faire croire les autorités. Mais rien n'était prévu pour faire face. D'ailleurs rien ne sera jamais prévu, ça coûterait trop cher.

Marc Becam, promu Monsieur Pollution, a eu beau utiliser les médias pour faire croire qu'un fantastique système était en place, personne n'a été dupe. Le plan n'est qu'un mot dont on se gargarise. Pendant ce temps, les étudiants de Brest nous confiaient que les labos scientifiques doivent se battre pour exister et que trop préoccupés par la recherche de subsides, ils sont obligés de releguer au second plan la recherche sur le comportement des hydrocarbures dans l'eau.

Accoudé au comptoir du bistrot de Portsall, Jean Marie gromelle : «on a des sous-marins nucléaires, mais on a pas une seule pompe». «Personne n'a parlé aussi bien depuis 8 jours» renchérit un vieux bossu au nez busqué qui visiblement, déprime. Polmar, c'est le tranquilisant, l'escroquerie d'Etat.

MAZOUTÉS AUJOURD'HUI RADIOACTIFS DEMAIN

Le Comité local d'Information Nucléaire de Porsmoguer qui se bat contre l'installation d'une centrale dans la région distribue un tract intitulé : «Mazoutés aujourd'hui, radioactifs demain». De façon très pertinente, il explique qu'une centrale nucléaire ne supprimera pas le trafic pétrolier sur les côtes bretonnes (400 millions de tonnes par an) et rappelle que les risques s'ajouteront. Orsec-Rad Polmar, même combat. Dégazage et rejets radioactifs relèvent du même procédé et le gigantisme des super tankers n'a d'égal que celui des futures centrales de 5200 MW. Les plans de secours sont soit fantômes, soit secrets, ce qui est pour l'occasion, synonyme. Dans un cas l'armée est utilisée pour aider au nettoyage, dans l'autre elle sera utilisée pour isoler et boucler la zone contaminée. «Les cormorans qui tenteraient de s'enfuir de la zone polluée seront abattus par la police» Le CLIN rapporte judicieusement que le vendredi 17 mars, le matin du naufrage de l'Amoco Cadiz, les gaz volatiles de la marée noire de Portsall étaient perçus jusqu'à Lorient, et que si la radioactivité est incolore et inodore elle n'en est pas moins dangereuse.

Comme le dit Jean Luc, un militant brestois, «demain, les pingouins ce sera nous».

SUR LA ROUTE DES HYDROCARBURES

Photo : Gallocher DR



Bon, mal an, mille cinq cents millions de tonnes d'hydrocarbures transitent par les océans. Bon an, mal an, six millions de tonnes des mêmes substances sont rejetées en mer. C'est ce qui a incité l'Organisation Intergouvernementale Consultative de la Navigation Maritime (OMCI) à tenir une conférence sur la sécurité des navires citernes.

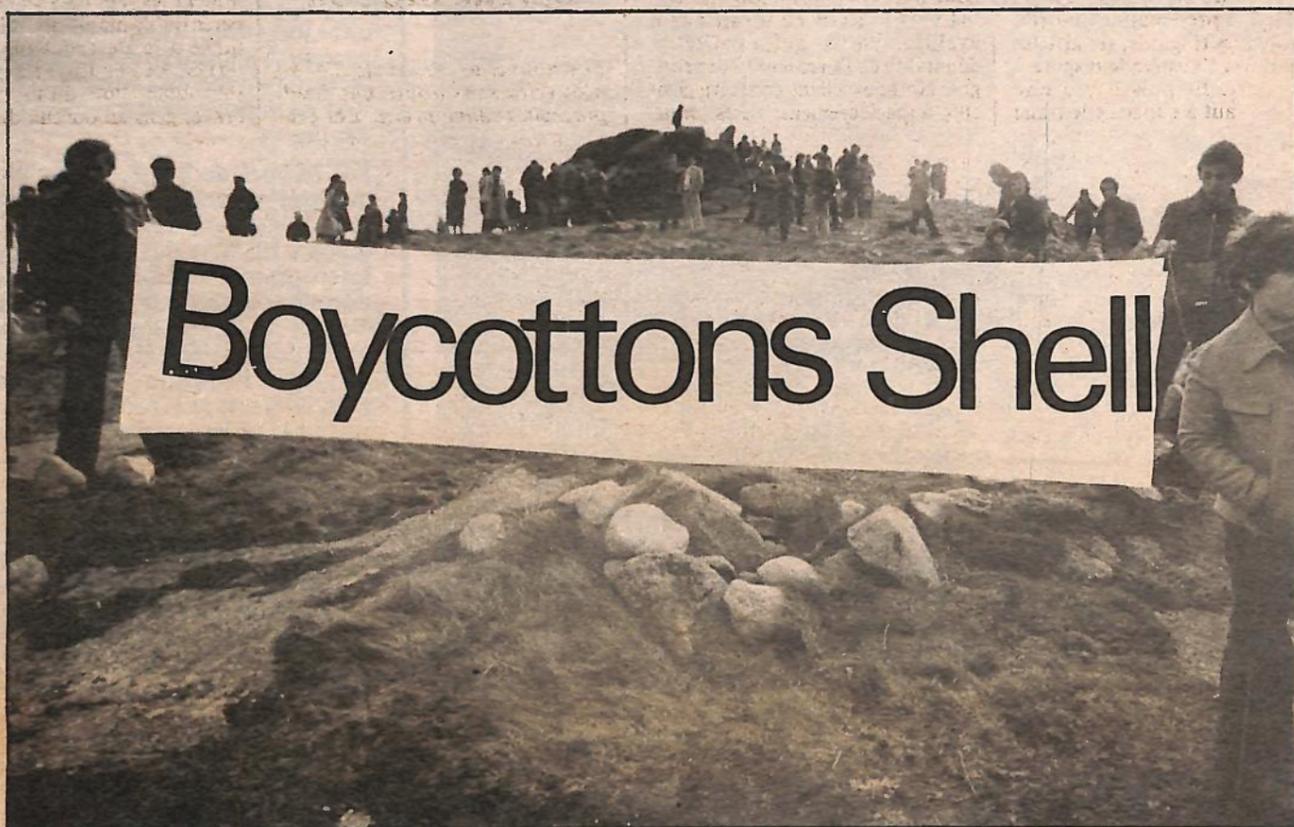
Réunis pour étudier l'adoption éventuelle de tout un ensemble de mesures destinées à prévenir la pollution des eaux de la mer par les hydrocarbures, les pays membres de l'OMCI ont examiné un certain nombre de propositions. Ces dernières ne font guère l'affaire des compagnies pétrolières, mais les USA qui sont subis eux aussi des marées noires de moyenne importance semblent déterminés et prêts à les appliquer.

L'une des propositions consisterait à doter les pétroliers nouveaux ou existants, au dessus d'un certain tonnage, d'un système de citernes à cargaison séparée par des ballasts (CBS) permettant de réduire sensiblement les rejets opérationnels d'hydrocarbures, c'est à dire les pollutions intentionnelles, celles que l'on oppose aux pollutions accidentelles. Schématiquement, un tiers de la capacité des super tankers serait réservée à l'eau des ballasts, augmentant ainsi la manoeuvrabilité du navire et l'immersion des hélices.

D'autres dispositions préconisent d'équiper les pétroliers de plus de vingt mille tonnes de dispositifs à gaz inerte empêchant la formation de gaz explosifs dans le vide des citernes ; ainsi que l'installation de deux radars séparés permettant de réduire les conséquences d'erreurs humaines de navigation.

se répandre plus de 100 000 tonnes de pétrole vers la Bretagne et la Cornouaille. Pour les experts, les risques d'accident plus grave étaient probables. L'Amoco Cadiz leur a donné tristement raison.

D'après Forum du Développement (ONU)



Transport mondial d'hydrocarbures par mer (en millions de tonnes)

Année	Brut	Produits	Total
1954	150	100	250
1960	305	144	449
1965	566,5	180,5	747
1970	1033	230	1263
1974	1386,8	269	1655,8
1975	1272,9	234,7	1507,6

(Source : OMCI)

Pollution marine

Rejets annuels d'hydrocarbures en mer, 1973 (en mio. de tonnes)

Source	Rejets annuels d'hydrocarbures en mer, 1973 (en mio. de tonnes)
Transport maritime :	
Navires-citernes (LOT)	0,31
Navires-citernes (non-LOT)	0,77
Mise en cale sèche	0,25
Opérations terminales	0,003
Combustibles des bouchains	0,5
Accidents de transporteurs	0,2
Autres accidents	0,1
Sous-total	(2,133)
Production pétrolière offshore	
Pollution des raffineries côtières	0,2
Rejets industriels	0,3
Déchets urbains	0,3
Tout-à-l'égout	0,3
Déversements des cours d'eau (incluant la pollution des bateaux de plaisance)	1,6
Écoulements naturels	0,8
Précipitations atmosphériques	0,6
TOTAL	6,113

Source : USNAS

La proposition CBS, inquiète particulièrement les états majors pétroliers (Shell est la deuxième compagnie mondiale par ordre de chiffre d'affaire - 172 milliard en 76 -) qui devraient changer les normes de leurs bateaux et investir 600 000 dollars par navire dans les réaménagements. Par contre, une telle obligation résoudrait spontanément le problème du surtonnage de la flotte mondiale par l'envoi des vieilles unités à la ferraille. La France et le Royaume Uni, ne sont guère favorables à ces mesures qui les prendraient financièrement à la gorge et menacent de compromettre les initiatives de l'OMCI (dépendant de l'ONU) qui a déjà fort à faire pour amener les parties en cause à régler leurs différends pour le bien maritime commun.

Point de considérations écologiques dans ces débats au sommet, pourtant à la conférence de l'OMCI la mesure de référence pour traiter les accidents était l'étalon Torrey Canyon qui avait laissé

Le naufrage de l'Amoco Cadiz a pris les dimensions d'une catastrophe écologique. Les retombées de ce drame sont incalculables. Les Amis de la Terre proposent aux européens de réagir massivement et de sanctionner les responsables. Inutile d'en appeler aux Etats, incapables comme d'habitude de protéger la vie. C'est aux citoyens de prendre directement l'initiative.

Au delà des carences de la réglementation, de l'imprévoyance des autorités, nous désignons la compagnie Shell, propriétaire de la cargaison de l'Amoco Cadiz, comme moralement responsable du désastre. Cette puissante compagnie pétrolière n'a pas - semble-t-il - violé la loi. Mais lorsque celle-ci est insuffisante, il faut la devancer et combler ses lacunes. Il faut prendre de soi-même toutes les précautions utiles pour éviter les marées noires.

Nous appelons donc à la constitution d'un comité international de boycott de la compagnie Shell et nous invitons dès maintenant les français à ne pas acheter les produits pétroliers qu'elle met en vente. Ce boycott devra également s'appliquer à toutes les filiales de la Shell dont la liste sera bientôt publiée.

L'Etat, les élus, les compagnies pétrolières, le droit de la mer sont mis en accusation. Il serait injuste de ne pas incriminer également notre mode de vie, le gaspillage et les risques qui résultent de notre fringale d'énergie. Nous faisons le pari que la population comprendra sa propre responsabilité et que les automobilistes accepteront d'éviter les stations service marquées du coquillage marin comme une première étape vers la remise en cause d'une société fondée sur la destruction des ressources naturelles.

Un vaste élan populaire de solidarité se développe en Europe. Du matériel est collecté. Des volontaires affluent, des groupes organisent eux-mêmes le sauvetage des oiseaux qui peuvent encore l'être. Ce mouvement révèle l'incapacité de l'Etat et des compagnies pétrolières à guérir - et à fortiori prévenir - de telles catastrophes.

Pour le renforcer nous appelons les groupes écologiques, associations, syndicats, partis à se joindre à nous pour organiser ce boycott et imposer les mesures suivantes :

● **Surveillance et protection des côtes :**
- création d'un corps de garde-côtes et de pilotes hauturiers.
- installation d'un service pu-

blic de remorqueurs puissants habilités à intervenir sur le champ.

- contrôle du trafic maritime, système radar et visites de sécurité.

- droit de passage.

● **Droit de la mer**

- ratification immédiate et mise en œuvre accélérée des conventions internationales de 1973 à 1978.

- proposition par la France à la conférence des droits de la mer d'une extension des droits des Etats côtiers par rapport aux Etats Maritimes (en cas de désaccord, renforcement unilatéral des droits de la France sur les navires croisant au large de ses côtes dans la zone des 200 milles).

- extension du droit social et des règlements de la CEE aux navires battant pavillon de complaisance (action concertée des pays membres pour refuser l'entrée de leurs ports aux navires contrevenants et refuser l'entrée dans la CEE de la Grèce elle-même, paradis de complaisance, si elle n'assainit pas sa flotte).

● **Technologie**

- limitation du tonnage des tankers.
- doublement des normes de sécurité (hélice, coque, compartimentage des ballasts).

● **Ecologie**

- renforcement des mesures

antipollution (biodégradation accélérée des nappes de pétrole), participation des biologistes, écologistes, associations de protection de la nature, représentants de la population côtière et des professionnels de la mer aux instances de lutte antipollution, évaluation des risques écologiques de tous les transports maritimes (notamment produits chimiques et radioactifs).

Créons partout en France et en Europe des comités locaux, trouvons des formes de lutte pour lancer un vaste mouvement de résistance civile (boycott de la Shell et de ses filiales, journées villes mortes, manifestations, blocage des ports pétroliers, campagnes d'été auprès des vacanciers, explication des risques créés par la croissance de la consommation d'énergie, etc.). Que la coquille marine, symbole de la Shell, rejoigne ses victimes dans les poubelles de la société contre nature, que la Bretagne ne soit plus la poubelle des pétroliers, que la Normandie ne soit pas celle de l'industrie nucléaire.

Amis de la Terre

autocollants, affiches, tracts disponibles aux Amis de la Terre de Paris, 3 rue de la Bûcherie, 75005 Paris. Tel 325 91 37.



C'ETAIT MARQUÉ SUR LE JOURNAL

Retranchée dans la cuisine, Isabelle est occupée à recuire Les derniers fonds de sauce de son pouvoir maternel. C'est donc Catherine qui, cette semaine, insuffle sa bonne santé à la revue de presse.

Je ne sais pas si vous êtes comme moi, mais j'aime sa présentation désuète, ses caractères ringards, ses articles profonds où l'austère se dispute à l'exhaustif. Et puis il y a une chose qui vaut à elle seule le franc soixante qu'on investit quotidiennement, c'est la contemplation des titres. Ah! Les titres... Des chefs d'œuvre d'euphémisme! Pas un qui accroche, pas un qui raccroche le lecteur, tous sur un mode feutré qui fait cohabiter sur la même page «*La marée noire s'étend*», «*Monsieur Giscard d'Estaing va s'efforcer de détendre ses relations avec les dirigeants de l'opposition*», «*Faut-il des livres pour enfants?*». Chère gazette, que dit-elle cette semaine?

morganatique sans enfant

«*La fécondité, c'est à dire le nombre moyen d'enfants par femme en âge de procréer, a continué de baisser en 1977 dans la presque totalité des pays industrialisés.*» (Le Monde du 24 mars) Les salopes! Il faudrait qu'elles fassent 2,10 enfants chacune rien que pour assurer le remplacement des générations, depuis trois ans, elles en font 1,83 ou 1,87... Une misère. Trop feignasses pour en faire deux entiers.

Au premier semestre 1977, pourtant, elles avaient fait un effort

qui laissait espérer un mieux; au deuxième semestre, relâchement complet. Une collusion entre le MLF et le KGB ne serait pas à exclure, car à qui profite la dénatalité de l'occident? Aux rouges. Notre excellent confrère conclut audacieusement: «*Les mouvements oscillatoires constatés depuis deux ans ne permettent donc pas de dégager une tendance claire.*»

Ce qui est clair, c'est qu'il y a eu en 1977 seulement 745 000 berceaux sur lesquels les cercles de famille ont pu applaudir à grands cris les doux regards qui brillent. Les allemandes ont fait pire encore: 580 000 petits Hans et Frieda.

Quand la conjugalité boit, la natalité trinque: le nombre des mariages est passé de 400 000 en 1973 à 365 000 en 1977. En revanche, on note une «*extension de la cohabitation juvénile entre dix-neuf et vingt-cinq ans.*» Mais c'est que Dieu ne bénit pas si facilement ces unions passagères et coupables (socialement): «*La fécondité en dehors du mariage reste en effet très faible, de l'ordre de 10% des naissances.*»

Si l'on exclut l'intervention divine, une autre explication s'impose de cet intéressant phénomène: les gens poussent l'audace jusqu'à s'unir à la barbe du maire et sans la bénédiction du curé, mais dès qu'il s'agit de faire des gosses, tout le monde rentre dans les rangs des matrimoniaux. Ah! Elle est chouette, l'émancipation! Comme quoi, la démographie, ça en dit long.

Larzac nippon

«*Le nouvel aéroport de Tokyo n'ouvrira sans doute pas jeudi prochain comme prévu. Les écologistes, les paysans de la région relayés par les extrémistes de gauche s'y sont employés. Ces derniers, armés jusqu'aux dents, ont réussi à introduire cinq hommes dans la tour de contrôle qu'ils ont dévastée.*» (Le Matin du 27)

Pollution d'air, pollution de mer, même combat. Ouiche! pas pour tout le monde. Les mêmes journaux qui pleurent à gros sanglots sur la Bretagne dévastée par la marée noire et

soutiennent de leur plume indignée la juste colère des bretons, traitent les japonais de «*casseurs*» parce qu'ils manifestent leur résistance à la destruction de leurs terres. Les écolos, les paysans, sont aimés tant qu'ils restent de braves gens amoureux du bocage; quand on s'énerve, voici ce qu'on dit d'eux: «*On connaissait déjà l'organisation toute militaire et la sophistication de l'équipement de ces combattants de la qualité de la vie. Mais ce week-end, ils ont franchi un échelon supplémentaire.*» (Le même Matin du 27 mars)

Forcément, ils étaient six mille contre quatorze mille policiers. Chef, ils étaient deux, on était seuls.

CARNET MONDAIN

Nous avons le plaisir de vous annoncer que le baron Empain vient d'être rendu à l'affection des siens et pourra continuer à œuvrer en faveur de la guerre nucléaire en fabriquant les cuves Creusot-Loire des centrales
Félicitations et vœux!

LA VIE EST AILLEURS

«*La France entière a suivi avec attention le développement de la catastrophe qui touche la Bretagne après l'échouage du pétrolier libérien «Amoco-Cadiz» au large du port de Portsall dans le Finistère-Nord.*» (Le Monde)

«*En réalité la question qui se pose aujourd'hui est la même qu'il y a quatre ans: le président a-t-il la volonté et la possibilité d'appliquer sa politique?*» (Le Monde)

«*On dit pavillon de complaisance mais nous sommes comme les autres marins, notre salaire est comme celui des bateaux italiens. On remercie le bon dieu d'avoir été chargé, si on avait été vide, on aurait sauté.*» (Libération)

«*Dans cette perspective, la question que se pose l'opinion est simple: dans quelle mesure la modification de l'équilibre à l'intérieur du camp majori-*

taire va-t-elle permettre au chef de l'état d'amorcer le fameux changement qu'il promettait en mai 1974?» (Le Matin)

«*Le processus de la mort des oiseaux mazoutés est complexe. Ils souffrent d'abord d'une faillite thermique, les hydrocarbures font disparaître le matelas d'air emprisonné dans les plumes, qui joue un rôle protecteur vis-à-vis du froid: l'oiseau ne peut plus dès lors résister au contact de l'eau. De plus le mazout empêche l'animal de se déplacer et donc de s'alimenter.*» (Le Monde)

«*Sur le plan judiciaire, l'information ouverte contre X par le parquet du tribunal de grande instance de Brest dès le 18 mars pour infraction à la législation sur la pollution, et notamment à la Convention de l'Organisation maritime*

consultative internationale (OMCI) dite Convention de Londres de 1954, a été confiée à Monsieur Jean Gouyette, doyen des juges d'instruction (Le Monde)

«*Les voix des verts valent cher en ce moment. La plupart d'entre eux paraissent ne plus vouloir de la majorité actuelle (Le Matin)*

«*Vous me direz -je vous vois venir- que je fais la part trop belle aux individus et à leurs petites psychologies, que l'histoire a d'autres impératifs, et qu'en particulier je ne suis pas le psychanalyste de Mitterrand.*» (Charlie Hebdo)

«*Le remorqueur aurait passé une amarre au pétrolier mais aurait attendu près d'une heure et demie avant de se mettre effectivement à le remorquer. Pourquoi un tel retard? Parce que, pendant ce temps, un contrat de sauve-*

tage se négociait entre les armateurs des deux navires aux USA et à Hambourg. Et c'est seulement quand ce contrat a été signé que le remorqueur a fait donner ses cent mille chevaux.» (Libération)

«*La marge dans laquelle il est possible pour la majorité d'inscrire une politique de mouvement est bien étroite: elle l'aurait été aussi pour la gauche. Pourtant il n'y a pas d'autre voie.*» (Le Monde)

«*Quelle que soit l'issue des élections, les évêques dégage-ront de nouveaux éléments de réflexion, annonce Monseigneur Etchegaray.*» (Le Monde)

Tandis qu'à leurs œuvres perverses Les hommes courent haletants Mars qui rit malgré les averse Prépare en secret le printemps

C.D.

Marina baie des Pharaons

«*Osera-t-on construire aux pieds des pyramides?*» s'interroge avec indignation notre confrère du 25 mars. Un promoteur canadien n'hésiterait pas à dénaturer ce site que même Napoléon contemplait avec respect, et Napoléon n'était pas un ange pourtant.

«*Autour d'un vaste golf de dix-huit trous en forme de croix de vie pharaonique, vingt-quatre villages touristiques comptant chacun de trois à quatre cent maisons blanches au profil tunisien et couvrant en tout 4200 mètres carrés sont disséminés dans une abondante végétation. Les résidents ou les visiteurs auront à leur disposition plusieurs cinémas, casinos et cafétérias, une mosquée, un hôpital, un jardin botanique, trois lacs artificiels, quatre hôtels de trois-cent chambres, etc.*» avec vue sur... le sphinx, les pyramides de Khéops, Képhren et Mykérinos!

Tout cela avec la complicité du gouvernement égyptien qui détient 40% des parts dans la compagnie chargée des travaux. Evidemment, l'affaire n'est pas allée sans mal: il a fallu limoger quelques hauts fonctionnaires, museler des universitaires grâce à l'appui d'une presse acquise au pouvoir, pressurer le Parlement au sein duquel nombre de députés restent réticents.

Que la malédiction de Ramsès II s'abatte sur Peter Munk, le promoteur félon qui ose profaner ce lieu unique au monde pour du fric, et si ce n'est pas assez de la colère des pharaons, que les sept plaies d'Egypte s'abattent de nouveau sur ces promoteurs inconscients!

on a des lettres dans la presse

Après que la gauche ait bu le calice jusqu'à la lie, Maurice Clavel, le polémiste bien connu, s'adresse en ces termes à François Mitterrand pour lui conseiller d'aller prendre sa retraite: «*Rentre en toi même, Octave, et cesse de te plaindre.*» (Le quotidien de Paris, 21 mars)

Nos confrères, les journalistes italiens sont dans les affres. Leurs consciences les travaillent, à propos de l'affaire Aldo Moro. Et si nous n'étions que des mass-médiocres, des assoiffés de sang à la une? se demandent-ils avec angoisse. «*La presse écrite et parlée ne fait-elle pas le jeu des Brigades Rouges en donnant un grand écho à l'affaire, sur un ton souvent dramatique? Ne gêne-t-elle pas l'enquête par des informations trop précises ou incontrôlées? Ne menace-t-elle pas la vie de certains témoins en révélant leur identité ou celle de l'otage lui-même, en publiant toutes sortes de considérations? Enfin, quelle attitude adopterait-elle si les ravisseurs de M. Moro faisaient parler cet important personnage -sous l'effet de drogues ou de tortures- et remettaient aux journalistes des bandes magnétiques?» (Le Monde du 25 mars)*

Il est temps en effet pour les journalistes de se demander de qui ils font le jeu; des terroristes, certes, en amplifiant des actions dont la tactique tient justement dans cette répercussion; du pouvoir, aussi, quand ils transforment un débat politique en un concours d'acteurs ou quand ils en rajoutent sur la peur des citoyens. La chose n'est pas nouvelle. Mais le problème est nouveau.

Et vous savez ce qu'ils ont décidé? Eh bien, ils ne publieront plus n'importe quoi! Vous voyez qu'il n'y a pas que des mauvaises nouvelles dans la presse.

Catherine Decouan ●

L'ASSEMBLEE NATIONALE CONDAMNE LE TOUT NUCLEAIRE

Il y a au moins un député radical, tendance turlupin de Nancy, que nous regretterons: c'est un certain Schloëssing, battu aux élections, et qui, en tant que rapporteur de la commission des finances, avait reconnu sur le tard les aberrations de la politique nucléaire de l'État.

Les annexes 23 et 39 du rapport 3131 de la commission des Finances de l'Assemblée (octobre 77) contiennent des perles que l'on croirait écologiques. Les voici rassemblées et sous-titrées par le collectif écologique Nord-Pas de Calais:

nous n'aurions pas osé le dire aussi sèchement

« Les erreurs commises au plus haut niveau dans la conduite de notre politique énergétique devraient conduire chacun à faire preuve de modestie intellectuelle. »

l'hydroélectricité

« La part de l'hydroélectricité n'a pas cessé de régresser (...). Or, le coût moyen du KWh d'origine hydraulique est passé de 7,0 centimes en 1976, alors que le KWh nucléaire atteignait 9,5 centimes, et le KWh thermique 10,6 centimes. »

le charbon

« Cette régression trop vive de notre production charbonnière paraît procéder de deux erreurs. En premier lieu, une erreur de prévision a sans doute été commise sur l'avenir du charbon (...), la seconde erreur procède de la politique qui a été pratiquée en matière de prix (...). Il importait peu que les char-

bonnages perdent de l'argent pourvu que l'on sauvegarde autant que faire se pouvait l'indice des prix. »

les énergies nouvelles

« Elles présentent de l'intérêt. On aimerait que les responsables évitent de les déconsidérer par des arguments qui ne sont pas de la meilleure venue. On explique avec gravité que pour construire une centrale solaire de 1000 MW, il conviendrait d'occuper une superficie considérable. C'est exact. Mais qui a jamais pensé que l'énergie solaire doive être produite à partir d'une énorme centrale, alors que son intérêt est précisément de s'accommoder d'équipements légers. »

« Il serait souhaitable de développer raisonnablement la géothermie. Dans certains cas, les nappes d'eaux chaudes peuvent être exploitées à bon compte; il serait dommage de s'en priver. »

l'erreur du «tout pétrole»

« En bref, depuis 1960, nous avons négligé les minces atouts dont nous dis-

posions pour fonder notre croissance sur la source d'énergie dont nous étions précisément dépourvus. »

se répète en erreur du «tout nucléaire»

« Mais, étrange constatation, personne n'avoue s'être grossièrement trompé (...). Contrairement aux apparences, on ne change pas complètement de politique. On entend simplement remplacer le pétrole par l'énergie nucléaire, nouvelle panacée. »

le gigantisme du programme nucléaire

« Il ne s'agit donc de rien moins que multiplier par près de 20 notre production d'électricité nucléaire en douze ans. » (...)

« Les moyens à mettre en œuvre pour accomplir une tâche aussi formidable n'ont pas été programmés. L'intendance, on le sait, est faite pour suivre. »

justifié par un coût sous estimé du kwh

« Le programme nucléaire a été fondé sur le coût du KWh. Des études très fines ont permis de garantir que le KWh d'origine nucléaire revenait à peu près moitié moins cher que les KWh fabriqués à partir du centrale thermique. C'est cette constatation qui a justifié l'ampleur du programme, elle n'est plus justifiée aujourd'hui.

En effet, le coût du KWh tel qu'il est calculé par les pouvoirs publics, est passé de 3,83 centimes en 1973 à 9,7 centimes au 1^{er} janvier 1977. »

« Au surplus, on peut, à bon droit, émettre quelques réserves (...). Le coût du KWh nucléaire est calculé en fonction d'un taux de disponibilité des centrales relativement élevé (...). Or, ce taux de disponibilité n'a pas jusqu'alors été vérifié. »

« Le mode de calcul utilisé par les pouvoirs publics ne permet pas non plus de prendre en compte le prix du démantèlement des centrales. »

ne garantit même pas notre indépendance

« Il est certain que le programme nucléaire contribuera à réduire notre dépendance vis à vis des producteurs de pétrole. Mais, il n'est pas exact de dire qu'il garantira par là même notre indépendance. »

un grave problème non résolu

« A la sortie du réacteur, le combustible irradié doit être retraité. On sait que ce retraitement pose des problèmes redoutables qui ne sont pas encore complètement maîtrisés (...). En l'état actuel, le retraitement est le stade le plus délicat du cycle du combustible et son coût est en constante augmentation. »

l'absurdité du chauffage électrique

« Le programme nucléaire, tel qu'il a été arrêté en début de période, supposait pour que l'électricité produite soit consommée, que cette forme d'énergie se substitue à d'autres dans une proportion croissante (...). D'où une campagne massive, permanente et efficace en faveur du chauffage électrique. »

« Or, la transformation de fuel en électricité, puis d'électricité en chaleur, représente un gaspillage d'énergie que seuls peuvent nier ceux qui récusent les lois de la physique (...). Comme pendant longtemps encore (et bien après 1985) les consommations à la marge seront alimentées par du pétrole importé, il y a quelque paradoxe à soutenir que le chauffage électrique est une façon pour la France d'économiser et l'énergie, et les devises. »

« On a vu E.D.F., pour défendre le chauffage électrique, comparer une habitation chauffée électriquement mais pourvue d'une bonne isolation thermique, à une autre habitation chauffée au fuel mais non isolée. »

la composition de la commission Péon

« On sait que toute la politique nucléaire française est élaborée et proposée par la Commission de Production d'Électricité d'Origine Nucléaire (Commission dite PEON). Or, cette Commission est composée pour une large part par les représentants d'E.D.F. et du C.E.A. ainsi que par les représentants des industriels intéressés à la réalisation du programme. Cette composition en elle-même fait problème. »

Le budget de recherche nucléaire...

« Commissariat à l'Énergie Atomique (1978)

- Fonctionnement	1917 MF
- Autorisation de programme	1135 MF
- Crédit de paiement	1155 MF

et du programme électronucléaire...

« Chaque unité de 900 ou 1 300 MW représente un investissement de 3 à 4 milliards de francs (...). Le gouvernement vient de décider d'autoriser E.D.F. à mettre en chantier 10000 MWe en 1978 et 1979. »

Face au budget des énergies nouvelles

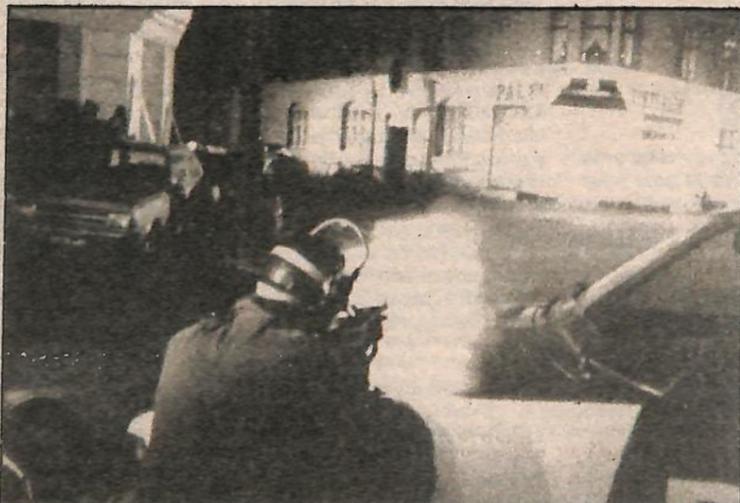
« En ce qui concerne l'énergie solaire, les crédits engagés en 1977 se sont élevés pour l'ensemble de l'enveloppe de recherche à 85 MF. Ceux qui sont prévus en 1978 se montent à 110 MF. »

« Le budget concernant les recherches sur la géothermie s'élève à 13 MF en 1977. Il sera maintenu à 13 MF en 1978. »

CINÉMA

FORCE DE FRAPPE

DE PETER WATKINS



Les Chantiers Naval de Copenhague sont au Danemark ce que Renault est à la France : un baromètre de la vie économique et sociale. Pour cette raison, Peter Watkins a choisi de situer là l'action de son film de politique fiction «Force de Frappe» («Aftenlandet» dans l'idiome d'origine ce qui veut dire quelque chose comme «le pays au soir», enfin le titre français est assez loin). C'est l'histoire d'une grève de protestation déclenchée par les ouvriers qui refusent de construire quatre sous-marins nucléaires pour la France, et bientôt suivie par de nombreuses entreprises dans le pays. Au même moment se tient à Copenhague une conférence des ministres de la défense de la CEE.

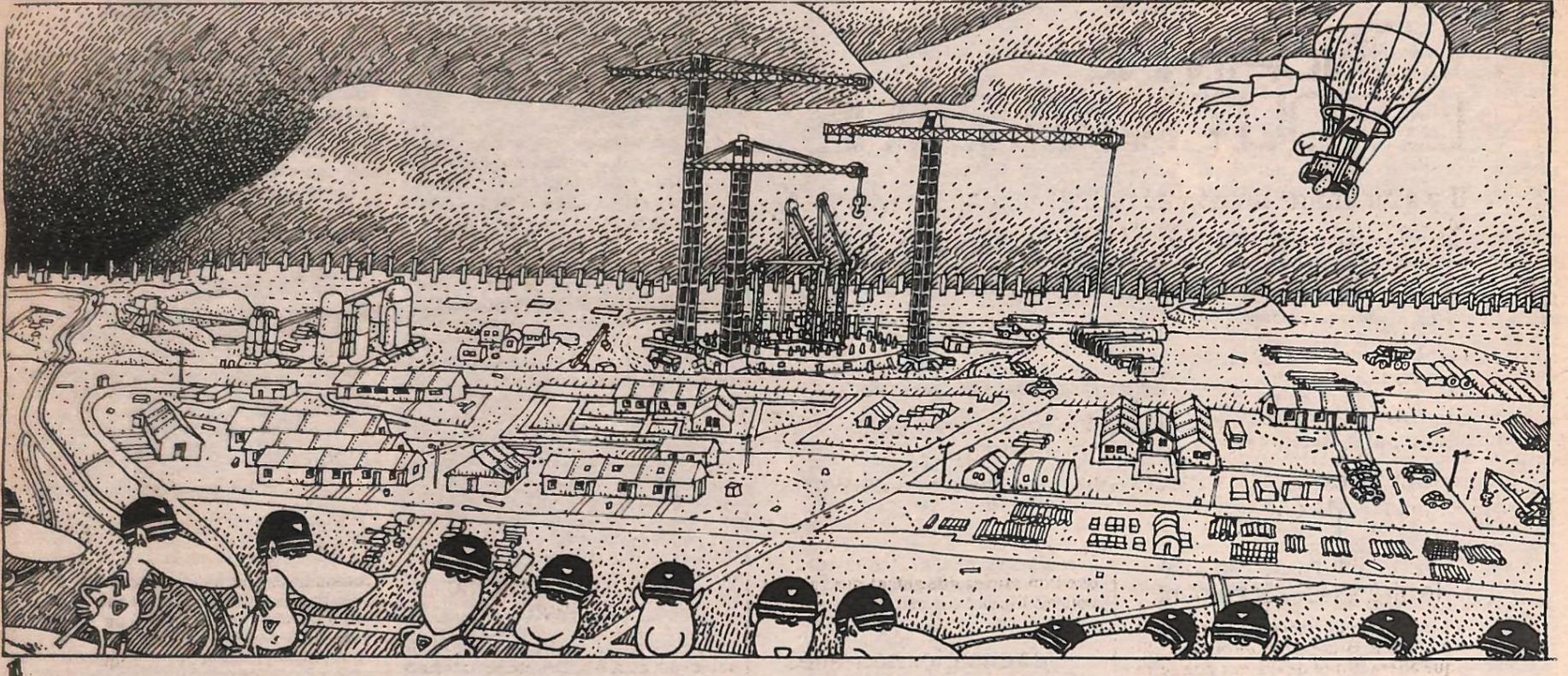
Cette réunion est prise comme une provocation par les ouvriers.

Cette grève qui remet en cause la nature des produits fabriqués, est non plus seulement des conditions de travail ou des rémunérations, jette le trouble dans la principale centrale syndicale, qui rallie bientôt la fédération patronale pour exorter les grévistes à cesser leur action. Pour corser le tout, un groupe de terroristes «non-violents» enlèvent le ministre danois des affaires étrangères et, sans réclamer la moindre rançon exige pour sa libération l'arrêt de la construction des sous-marins et l'abandon de tout projet nucléaire. La répression est terrible.

Réalisé en 76 ce film était prémonitoire de toute une série d'événements qui se sont produits en Allemagne et ailleurs : l'enlèvement de Schleyer, l'utilisation des bandes vidéo par les «terroristes», la collusion entre la police nationale et les polices étrangères, la balance entre la violence d'Etat et la violence des groupes d'extrême gauche.

Présenté comme un reportage, fait avec peu de moyen mais beaucoup de génie, le film «consiste en une suite de scènes représentant la lutte idéologique de notre société et les spasmes conflictuels, chaque scène s'opposant délibérément avec la suivante». C'est incontestablement le meilleur film politique du moment.

LE MINISTÈRE DE L'ENVIRONNEMENT :



une nullité au service des pollueurs

Après D'Ornano, le ministre caméléon passé sans transition du ministère des centrales nucléaires (industrie) à celui de l'environnement qui sera le futur «ministre de l'écologie»?

On parle beaucoup du RPR Péricard, maire de Saint Germain en Laye, célèbre manipulateur de l'information à la télé (émission «La France défigurée»). Ce Péricard affectait de s'attaquer à la pollution en négligeant les causes de cette pollution (la croissance sauvage du capitalisme). Il serait donc l'homme idéal pour ce poste dévalué qui a pour objet la mise au pas et la récupération de l'idée écologique

A quoi sert le ministère de l'environnement?
A rien, certes, sinon à faire croire aux français que l'on s'occupe de leur environnement. La marée noire et le plan polmar en sont les derniers exemples. Nullité et compagnie.

Dimanche, le ministère n'avait encore pas envoyé un sou aux pollués
Dans le texte qui suit, le syndicat CFDT du ministère de l'environnement dénonce l'escroquerie de cette création pompidolo-giscardienne.

Le Syndicat national de l'Environnement CFDT, Section «Ministère», a décidé par la présente déclaration de faire connaître son refus de servir d'alibi à une politique qu'il conteste globalement, dont il constate qu'elle sert de masque aux véritables problèmes économiques et sociaux, et dont il dénonce le caractère électoraliste et propagandiste.

Il dénonce également l'absence de moyens véritable et de volonté politique clairement définie.

L'objet de ce texte est de marquer la volonté des travailleurs de voir introduire de réels changements capables d'assurer la sauvegarde du patrimoine naturel et d'améliorer les conditions de vie, alors que le système du capital et du profit n'a conduit qu'à brader les biens sociaux les plus fondamentaux.

A quoi sert le ministère de l'environnement

Il y a 5 ans fut créé un Ministère de la Protection de la Nature et de l'Environnement. L'initiative en elle-même était intéressante. Les pouvoirs publics prenaient enfin en compte les préoccupations écologiques des spécialistes et d'une partie grandissante de l'opinion publique.

Les espoirs un moment suscités se sont malheureusement vite dissipés.

En cinq ans, sous des appellations diverses et sous la direction de ses titulaires successifs, le Ministère n'a réussi qu'à mener des actions disparates, essentiellement ponctuelles et en tout point décevantes. La volonté d'agir efficacement faisant défaut dès l'origine, il pouvait difficilement en être autrement.

Environnement, écologie, qualité de la vie : ces mots sont entrés dans le vocabulaire quotidien, mais sans pour autant être accompagnés des mesures concrètes que l'on pouvait raisonnablement attendre. La préservation de notre cadre de vie est pourtant un problème dont l'importance exige autre chose que des mots.

Entre les intentions déclarées et les moyens accordés, le fossé n'a fait que s'élargir. Jamais l'Etat n'a consacré à la protection de l'environnement plus de 0,6% de son budget ! 0,1% pour le Ministère de l'Environnement proprement dit et 0,5% pour des dépenses «dites d'environnement». Les crédits consacrés à cet objectif sont même en constante diminution. Comme il l'a été remarqué, le budget 1978 du Ministère correspond exactement au déficit annuel du Concorde !

Face à ces réalités, quel crédit accorder aux déclarations optimistes, aux opérations spectaculaires et sans lendemain, aux ambitieux programmes d'action et autre «Charte de la Qualité de la Vie» ?

La qualité de notre vie ! Comment peut-on croire, dans ces conditions, que l'on cherche véritablement à l'améliorer. Y-a-t-il eu, en cinq ans, une recherche sérieuse et approfondie sur un nouveau type de société, sur un nouveau système économique, sur de nouveaux modes de production ? On chercherait en vain des propositions sur ces points fondamentaux.

Alors, pourquoi un Ministère de l'Environnement ? Son utilité première semble être de masquer, par sa simple présence, des opérations qui vont radicalement à l'encontre de ses options. Il apparaît de plus en plus comme «la bonne conscience» d'un pouvoir qui favorise plus que jamais les spéculations et les appropriations privées de notre espace et de notre patrimoine naturel. Par ailleurs, l'avantage du Ministère est

Quand le pouvoir transforme l'Administration en un instrument

évident en période électorale : il donne en effet l'occasion, notamment par l'intermédiaire du Fonds d'Intervention et d'Action pour la Nature et l'Environnement (FIANE) de lancer des opérations locales dont l'intérêt et le choix relèvent de motivations purement politiques et qui n'auront par la suite aucune garantie de survie.

Nous sommes approximativement 1200 à travailler dans ce Ministère et ses établissements sous tutelle, administration sans pouvoir et sans moyen que personne ne prend au sérieux et où toute initiative est par avance condamnée. Il est tout à fait normal que nous nous interroguions sur la finalité de notre travail.

- Pour qui travaillons nous réellement ?
- Ne détourne-t-on pas le Ministère de son objet ?
- Ne servons-nous pas d'alibi ?

Ces questions sont primordiales. La Section Ministère du Syndicat National de l'Environnement CFDT considère qu'il est essentiel, pour les travailleurs, de procéder à l'analyse critique des institutions qu'ils connaissent mieux que personne. Chacun, en effet, à son niveau et dans le cadre de ses fonctions, est quotidiennement le témoin des défauts, carences, contradictions, conflits d'intérêts, etc., qui privent cette Administration de toute efficacité.

Neuf ministres en quatre ans!

L'Hétérogénéité et ses mé

C'est en rassemblant différents services provenant de divers ministères et administrations que l'on constitua le Ministère de l'Environnement.

Cet assemblage, qui ne se fit pas sans mal, a donné naissance à de nombreux problèmes. Cinq ans ont passé, et l'hétérogénéité demeure la caractéristique principale de ce Ministère avec toutes les conséquences néfastes qui en découlent.

L'Agriculture, l'Industrie, l'Équipement, la Santé, la Défense, l'Intérieur etc... ont fourni au Ministère son personnel de direction et d'encadrement. C'est ainsi que les services de l'environnement ont été accaparés par des agents appartenant à des corps spécifiques aux divers ministères (Génie Rural, Mines, Ponts et Chaussées, etc...). Ces fonctionnaires ont eu tendance à considérer ce Ministère comme une institution en leur possession, oubliant la notion de service public, négligeant les aspirations des administrés.

De plus, jaloux des prérogatives de leurs corps respectifs, ils ont, par leur conduite et leurs méthodes, introduit un esprit de corporatisme peu propice - c'est le moins que l'on puisse dire - à la bonne marche des services. C'est la raison pour laquelle les divisions internes du Ministère, au lieu de s'aplanir au fil des années, se trouvent entretenues et soulignées. Les relations entre les services s'avèrent souvent difficiles et les rivalités qui sont ainsi suscitées ont pour principal effet de rendre plus délicates les prises de décision et de compromettre l'efficacité des actions menées. Autre conséquence de ce corporatisme : quel crédit accorder à des fonctionnaires qui se sentent plus proches de leurs ministères d'origine que de celui pour lequel ils travaillent ?

Bien qu'affectés à l'Environnement, ils sont gérés et payés par leurs propres administrations. Ils bénéficient notamment de *rémunérations accessoires* - le « fonds commun » dans le Génie Rural - constituées de pourcentages sur les travaux commandés ou contrôlés par l'Etat. *Leurs carrières* se déroulent dans leurs administrations d'origine. Dès lors, les imagine-t-on défendre avec tout le zèle requis les points de vue de l'environnement quand ceux-ci vont à l'encontre des intérêts du Ministère (ou du corps) auquel ils appartiennent toujours ? Que l'on ne s'étonne pas, dans ces conditions, de la *position de faiblesse du Ministère de l'Environnement* dans ses relations avec les autres administrations.

C'est en premier lieu le personnel d'exécution qui subit les conséquences de l'hétérogénéité du Ministère. L'absence de coordination, les informations qui ne circulent pas, les rivalités entre responsables, ce sont là autant de difficultés que les travailleurs sont contraints le plus souvent de résoudre par eux-mêmes, quand ils le peuvent, et en passant outre les règles de la hiérarchie. De plus en plus fréquemment, le personnel d'exécution est obligé de se substituer, dans bon nombre de domaines, au personnel d'encadrement lorsque celui-ci refuse de prendre ses responsabilités.

L'Administration et le pouvoir politique :

La majorité des postes de responsabilité du Ministère sont aux mains de fonctionnaires qui apparaissent le plus souvent « parachutés ». Manifestement, leurs compétences dans les fonctions qu'ils occupent ne semblent pas avoir été le premier critère retenu pour la nomination. Ces fonctionnaires, choisis pour des motivations essentiellement politiques, ne présentent que peu d'aptitudes pour les tâches qu'on leur a confiées et éprouvent de sérieuses difficultés d'adaptation. Ils sont en conséquence fort

peu réceptifs aux points de vue et aux problèmes de ceux avec qui ils travaillent (personnel d'exécution) ou avec qui ils sont en relation (associations, ...).

On constate par ailleurs que l'on fait jouer à certains fonctionnaires du Ministère un rôle politique, consistant à leur faire défendre des mesures décidées en haut lieu et dont ils n'ont aucune responsabilité, aussi bien au niveau des idées que des moyens mis en œuvre. Le rôle d'un fonctionnaire n'est pas de prendre fait et cause, vis-à-vis des divers interlocuteurs (groupements, associations, ...), pour une politique sur laquelle il ne peut influencer. Son rôle consiste à exposer cette politique, avec toute la compétence à laquelle il est tenu, mais sans aller au-delà. Cette charge incombe uniquement à celui qui détient le pouvoir de décision (en l'occurrence le directeur) et qui ne peut en aucun cas faire endosser par d'autres ses propres responsabilités. Un personnel de direction et d'encadrement que l'on nomme en fonction de sa couleur politique, dont on accroît le nombre à la moindre restructuration, des actions que l'on entreprend par priorité dans la circonscription de certains députés... et dans le même temps, un Gouvernement qui s'élève contre les dangers de la politique dans l'entreprise ! Le tableau fait sourire...

Un personnel en situation précaire :

Mis à part le personnel « mis à disposition » et géré par d'autres ministères, le personnel contractuel représente une part très élevée de l'effectif du Ministère : 89% !

Pour ce personnel, la sécurité de l'emploi demeure le problème numéro un. En l'absence de tout statut, les garanties restent illusoire, particulièrement pour ce ministère dont l'avenir n'a jamais été pleinement assuré. La titularisation de ce personnel contractuel, par la création d'un corps de fonctionnaires spécifique à l'Environnement, est la seule façon de régulariser une situation tout à fait anormale. Mais cet objectif, poursuivi par le Syndicat National de l'Environnement CFDT, est encore loin d'être atteint, en dépit des promesses des différents ministères. En cinq ans, deux concours ont été organisés, ne créant que 48 postes de titulaires pour le premier et deux seulement pour le second.

Par ailleurs, il est à souligner que les 146 postes de titulaires qui apparaissent au budget du Ministère ne sont pas tous occupés par des fonctionnaires titulaires : plus d'un tiers de ces postes sont occupés par du personnel contractuel. De plus, les deux tiers restant ne peuvent pas être tous considérés comme fonctionnaires de l'Environnement puisque, parmi eux, 35 appar-

tiennent à d'autres ministères. Un autre point doit être souligné : le Gouvernement affiche sa volonté de faire jouer aux femmes un rôle de plus en plus grand dans les fonctions administratives. Mais ici encore on reste au stade des intentions. On ne compte en effet qu'une seule femme ayant la responsabilité de chef de service au Ministère. Est-ce à dire que les femmes ne sont pas compétentes pour améliorer la qualité de la vie ?

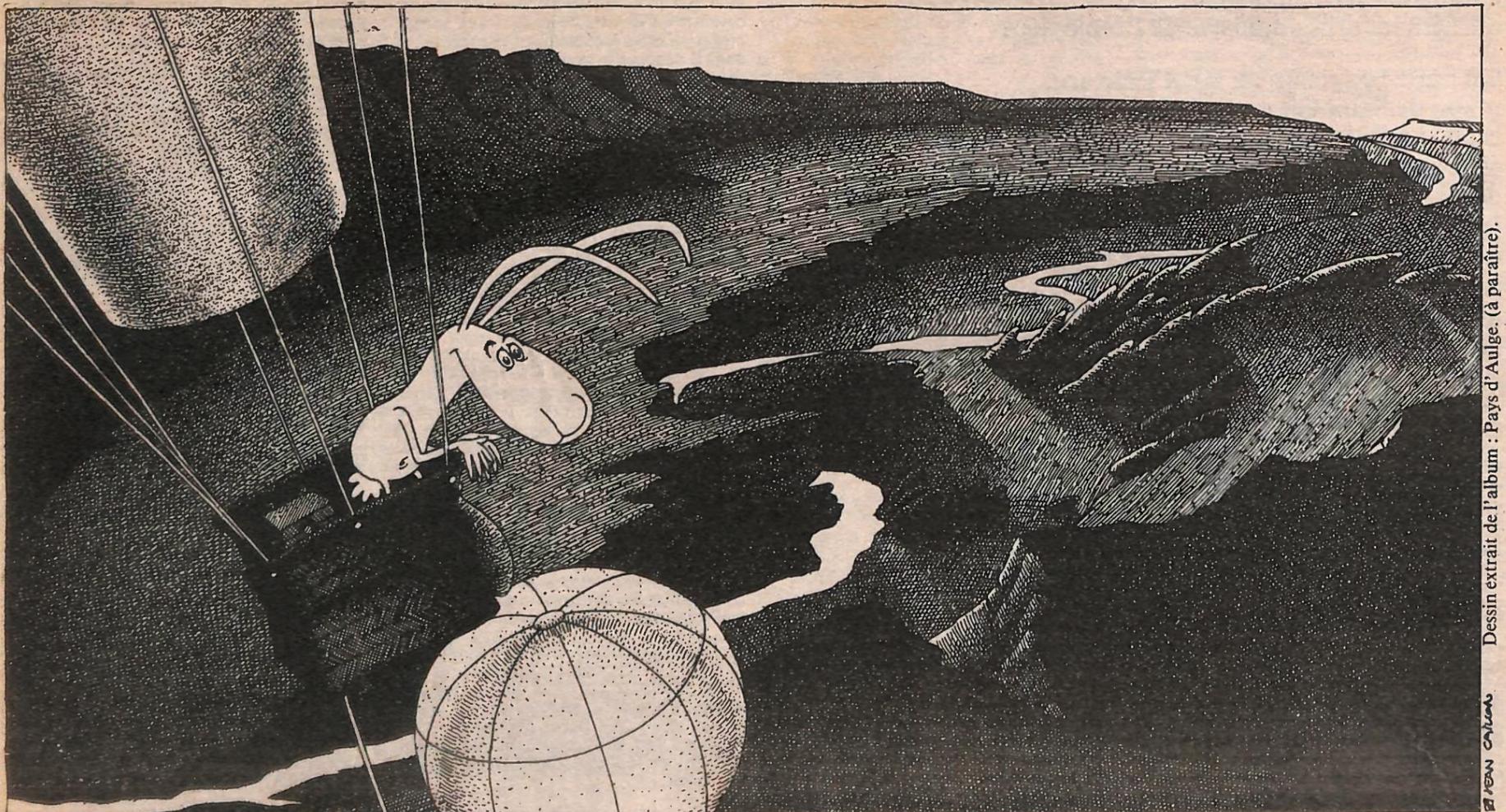
Une instabilité chronique :

La création du Ministère n'a jamais correspondu à une volonté clairement définie en haut lieu. Sa pérennité était loin d'être assurée dans l'esprit même de ses instigateurs. C'est ce que traduit dans une large part l'instabilité de ce Ministère. Que de nominations, de la Protection de la Nature et de l'Environnement (1973) au Ministère de la Culture et de l'Environnement (1977), en passant par la Qualité de la Vie, le tout de Secrétariats d'Etat en ministères à part entière et ministères associés !

Que de titulaires aussi : on dénombre 9 ministres et secrétaires d'Etat de 1973 à 1977 !

Au fil de ces changements successifs, le concept d'environnement de protection de la nature s'est vidé de sa signification au profit d'une terminologie de plus en plus vague et diluée. Il devenait ainsi facile de parler du sujet en toute occasion sans pour autant agir en conséquence.

Le dernier en date de ces changements de structure est la création d'une Délégation à la Qualité de la Vie (15.02.78) qui va bouleverser une nouvelle fois les services du Ministère et les réduire à l'inaction tant que la nouvelle organisation n'aura pas été clairement définie. Présentés comme des initiatives visant à accroître l'efficacité du Ministère, ces changements ne sont en fait que des révolutions de palais aux effets les plus néfastes. Décidées sans la moindre concertation, sans en informer le personnel directement concerné, ces mesures n'aboutissent qu'à la désorganisation des services. Tant que les nouvelles structures ne sont pas mises en place, les signatures sont différées et aucune action ne peut être entreprise. Que l'on songe aussi à ce qu'un simple changement de dénomination du Ministère entraîne comme complications administratives, et aussi comme gaspillage (des quantités de papiers à en-tête inutilisables du jour au lendemain). L'Administration, en l'occurrence, va à l'encontre de ses propres consignes d'économie !



Dessin extrait de l'album : Pays d'Aulge. (à paraître).

JEAN ORLAN

Il est donc évident que ces modifications de structures annoncées à grand renfort de publicité ne bénéficient ni au personnel du Ministère (complications dans le travail et aucune création de poste) ni au public dont la qualité de la vie ne sera certes pas améliorée par le changement de poste de certains hauts fonctionnaires. Ces derniers sont d'ailleurs les seuls à tirer avantage de ces restructurations qui leur fournissent l'occasion de sensibles promotions.

Deux initiatives ont jusqu'ici fait défaut. Elles sont pourtant indispensables si l'on veut parler d'efficacité. Ce sont d'une part des créations de postes renforçant l'effectif, principalement d'exécution, et d'autre part une augmentation du budget permettant de réaliser des actions efficaces et d'assurer le suivi des opérations. Toute réforme négligeant ces deux points restera sans effet, comme le passé l'a amplement démontré.

L'absence de tout contrôle

La Mission de l'Environnement Rural et Urbain, la Direction de la Prévention des Pollutions et Nuisances, la Direction de la Protection de la Nature, le Service de l'Information, des Relations et de l'Action Educatrice, et le Service des Affaires Générales constituent les directions du Ministère de l'Environnement. Ces directions sont cloisonnées à l'extrême. Leurs responsables respectifs, seuls maîtres en tout domaine, bénéficient d'une autonomie quasi totale pourvu qu'ils respectent les mesures politiques des partis dirigeants.

Ils se comportent comme des roitelets aussi bien en matière de programmes d'action qu'en matière de gestion de personnel. Il en résulte de nombreuses disparités qui, dans un Ministère d'aussi modeste dimension, sont aberrantes et scandaleuses.

Le Ministre est totalement coupé du Ministère dont il a la charge. Il n'en connaît que ce que ses collaborateurs - toujours les mêmes - veulent bien lui dire. Il n'est en rapport qu'avec des associations soigneusement sélectionnées et non représentatives. Quant à son cabinet, il se conduit comme s'il ignorait tout du fonctionnement du Ministère, et montre qu'il n'a aucunement l'intention de s'en préoccuper. Il en est sans doute de même du Ministre qui semble se contenter parfaitement du rôle d'arbitre auquel il se trouve réduit.

Lorsque le pouvoir transforme l'Administration en un instrument politique, la détournant de son objet, quels sont les moyens dont on dispose pour s'opposer à ces abus ? Ils sont quasiment inexistantes. Là encore, tout contrôle fait défaut.

Les travailleurs de l'Environnement sont continuellement les témoins de graves manquements aux principes. Ce sont les règlements détournés de leur finalité, les textes non appliqués, les dérogations accordées dans des proportions telles que les lois en deviennent inopérantes, les mesures favorisant les fiefs de certains députés à la veille des élections... La liste des abus de ce genre est longue. Il est urgent et indispensable que soit garantie l'indépendance, vis-à-vis du pouvoir politique, des services administratifs chargés de la réalisation des objectifs.

Pourquoi les fonctionnaires sont-ils astreints au secret sur les problèmes qu'ils traitent ? Pourquoi cette censure sur des méthodes, des réglementations, des dépenses qui concernent tous les français et qui devraient précisément être connues de tous ? Pourquoi encore les membres élus des commissions paritaires du personnel - et même les membres désignés des organismes consultatifs - sont-ils aussi soumis à cette clause alors qu'ils ont à rendre compte devant leurs mandants. Nous demandons que les « murs épais » de l'Administration se transforment en « parois de verre », que les « portes ouvertes » remplacent les « guichets ».

Il est tout aussi indispensable que les travailleurs possèdent le droit de refuser d'exécuter des dérogations abusives ou tout autre acte contraire aux principes d'un service public.

L'environnement : un bien marchand

La façon de traiter les problèmes reflète à la fois les pesanteurs du passé administratif (l'héritage d'époque « impérialiste », « pétainiste », ...), l'absence de cohérence dans les



JEAN CAILLON

Dessin extrait de l'album : Pays d'Aulge. (à paraître).

textes et dans les méthodes, et la soumission aux exigences du capitalisme national et multinational. Les interventions des associations ou plus généralement de l'opinion publique suscitent la méfiance quand elles contrarient soit les privilèges d'autorité dont s'estiment pourvus certains fonctionnaires de direction, soit les intérêts ou traditions précitées, soit encore les objectifs électoraux à court terme. En relation avec ce dernier point, il est à noter que l'absence de véritable politique d'environnement - et a fortiori de volonté publique - s'explique en partie par un niveau de préoccupation borné aux échéances électorales.

Les promoteurs et aménageurs préfèrent payer - pas trop - plutôt que de se limiter, et les principes de l'Administration reflètent cette volonté. L'environnement est considéré comme un bien marchand. On peut en effet acheter à prix forfaitaire des indulgences pour continuer à polluer, à construire des marinas ou des tours, pour endiguer et privatiser le domaine public pour déboiser... C'est là une curieuse conception du patrimoine national et de la valeur sociale de certains biens, vendus et privatisés. Plus grave encore : ni l'utilisation de l'espace, ni l'exploitation des

ressources naturelles qui constituent les fondements de notre patrimoine, n'ont fait l'objet de programmes d'ensemble. On imagine sans peine les conséquences de telles lacunes pour l'avenir.

Autre méthode couramment employée par les dirigeants : les opérations spectaculaires. La prédilection pour ce type d'opération s'explique par le fait qu'elles impressionnent le public en lui masquant l'inefficacité des mesures prises. Les moyens financiers mis en place sont énormes, car il s'agit de donner à l'affaire un impact publicitaire important. Quant aux résultats, ils sont dérisoires, et d'un effet trop limité dans le temps pour avoir une quelconque efficacité. Car une fois terminée, l'opération ne bénéficie plus en général d'aucun soutien. L'absence de politique à long ou moyen terme empêche d'en assurer le suivi. Que l'on songe aux sommes dépensées pour « la journée de l'arbre » (16.04.77). L'événement une fois passé, les belles dispositions sont vite oubliées et le bilan de l'opération s'avère piteux au regard des moyens engagés (brochure, spots publicitaires) : le FIANE* à lui seul a participé pour près de 5 millions ! Les deux journées de découverte par les jeunes de parcs nationaux et

régionaux, organisées les 25 et 26 juin 77, sont du même style. L'initiative par elle-même est bonne. Mais là encore, en dépit des énormes moyens financiers mis en œuvre, quel impact peuvent bien avoir ces 48 heures, sur un nombre forcément limité de jeunes ? Toute action en profondeur dans le domaine de l'enseignement notamment, aurait certainement plus d'efficacité, bien que moins spectaculaire. Que dire aussi de la Charte de la Qualité de la Vie, publiée en janvier 78 ? Cette énumération de vieux principes ou d'objectifs évidents est d'une lecture plutôt décevante. Présentée comme « un guide d'action pour les cinq prochaines années », on voit mal comment elle pourrait remplir son rôle alors que toute politique à long terme fait défaut.

Le profit aux patrons les charges à la collectivité

La politique de l'eau est significative du refus de résoudre les problèmes dans leur ensemble. Si le cycle de l'eau va de l'évaporation aux précipitations, au stockage partiel dans les nappes phréatiques, ou

au ruissellement vers le mer, le schéma est beaucoup moins simple dans la pratique administrative. L'eau des précipitations (les pluies) est privée. Il en est de même des sources. L'eau souterraine (nappes phréatiques) peut être prélevée sur simple déclaration. Pour l'eau des rivières des droits de prélèvement existent. De plus, pour un même problème, plusieurs administrations sont concernées, tandis que la privatisation touche certaines étapes du cycle de l'eau (distribution).

En ce qui concerne la pollution, les industries privées bénéficient d'«indulgence» leur permettant d'acheter des taux de prélèvements et de pollution. La pollution est en fait constituée de matières premières rejetées dans un milieu où elles n'ont rien à y faire et où elles se trouvent ainsi gaspillées alors qu'elles pourraient être récupérées. Mais les responsables de l'Environnement ont-ils même l'intention d'éviter ce gaspillage, de remettre en cause les modes et les types de production des grands patrons de l'Industrie ? On peut en douter. Car ils se contentent d'agir de l'extérieur, sur le résultat de l'activité (c'est à dire la pollution), en créant une nouvelle industrie de la dépollution, plutôt que de rechercher des productions plus économiques en matières premières et des modes de recyclages de celles-ci. Les sommes allouées aux grandes entreprises (contrats de branche pour la dépollution) doivent leur permettre de mettre au point des procédés de «technologie propre». Elles servent le plus souvent à soutenir leurs trésoreries, grâce à des taux de subventions qui peuvent atteindre 100%. Le profit est ainsi laissé aux patrons alors que la collectivité supporte financièrement les carences du système.

Les problèmes de l'air (atmosphère) sont traités dans le même esprit que ceux de l'eau. Des normes de rejet existent, mais pour quelques catégories de produits seulement. Des stations «de surveillance» de la pollution, peu nombreuses, sont en place. Un projet a été élaboré pour une agence, dont on suppose qu'elle vendra aussi des autorisations de polluer. Le plus curieux est que malgré les ravages de la pollution de l'air sur la santé humaine, c'est seulement aujourd'hui qu'une action globale est prévue !

En matière de nucléaire, nous dénonçons les positions officielles des «responsables» de l'Environnement qui enlèvent toute crédibilité à cette administration, en couvrant l'ensemble de la politique d'armement nucléaire et de centrales. L'inquiétude des travailleurs s'accroît devant la légèreté avec laquelle cette question est traitée, la mainmise policière qui accompagne les centrales et leur réseau de distribution, les irrégularités qui entachent leur construction l'absence de sécurité du programme, la négligence vis-à-vis des effets sur le milieu naturel (notamment la mer), le secret qui a entouré l'instruction des dossiers, et le chantage qui est fait aux communes devant accueillir les centrales. La légitime inquiétude des associations de défense et plus généralement des travailleurs ne rencontre que le mépris.

Nous demandons en conformité avec les positions de la CFDT, qu'un moratoire de trois ans du programme nucléaire soit décrété. Sa poursuite sera alors réexaminée en fonction des possibilités offertes par des formes d'énergie douce, de son impact sur l'environnement à court et à long terme, et de la sécurité des travailleurs.

Le nucléaire, par rapport au pétrole, c'est l'indépendance énergétique, nous dit-on. Mais puisque nous sommes dépendants de pays étrangers pour approvisionner les centrales en uranium, quelle est la différence ? Demander aux travailleurs de s'en remettre aveuglément à ceux qui décident, dans le secret, de l'avenir du pays, est une véritable escroquerie.

Les zones protégées. Les parcs nationaux et les réserves naturelles couvrent un peu moins de 0,6% du territoire. Si ces zones ne sont qu'un alibi pour détruire, le reste du territoire, pour donner bonne conscience à la mise en coupe réglée du patrimoine national au bénéfice d'intérêts privés, abandonnant aux technocrates et promoteurs ce qui n'est pas protégé - alors mieux vaut s'en passer. Les responsables se targuent d'avoir beaucoup fait en la matière. Et pourtant il est plus facile de construire une marina, une station de ski en montagne ou une autoroute, que de classer en réserve naturelle quelques hectares de tourbière, une dune ou un marais d'un intérêt écologique remarquable. Ces milieux exceptionnels sont protégés (réserves naturelles) à raison de moins de 0,01% du territoire. Ils bénéficient d'un budget dérisoire.

Les dirigeants politiques ou les ingénieurs du Génie Rural et autres corps ont une conception particulière des parcs nationaux. Ils les considèrent comme une chasse gardée. Le terme est utilisé «pour faire bien», et pour montrer que la France, elle aussi, en possède. La gestion des parcs nationaux est loin d'être conforme aux critères internationaux. Dans certains (les Cévennes par exemple), l'exploitation agricole et forestière, les travaux de tous ordres, la chasse, la pêche, la cueillette restent autorisés comme avant. Il s'agit plutôt de zones de gestion contrôlée que d'un parc national. Il y a bien quelques timides tentatives de rationalisation de certaines activités. Mais ces mesures relèvent d'une politique nationale et ne sauraient seulement être prise à l'échelle d'un parc. Ou alors, pourquoi appeler cela un parc national ? Dans l'ensemble des parcs, la gestion reste purement administrative et fermée à une véritable conception écologique et scientifique.



Souvent, la délimitation des parcs ne correspond à aucune étude scientifique. Ainsi le parc des Pyrénées Occidentales consiste en une étroite ligne d'altitude frontalière de l'Espagne. Le directeur de la Protection de la Nature a déclaré qu'il avait été créé pour la protection de l'ours.

En fait sur la douzaine d'ours qui subsistent dans les pyrénées, le parc n'en héberge que deux, et encore pas toute l'année. Nous avons l'impression qu'en plus d'un alibi politique, les parcs servent de prétexte et de lotissement de leurs zones périphériques qui devraient pourtant être fermées - selon leur définition internationale - à tout élément étranger.

De même, en l'absence de réglementation, la spéculation foncière envahit les abords des forêts, des plans d'eau, des espaces verts, des parcs, ainsi que les rivages marins.

Il n'existe enfin aucune politique réelle d'éducation écologique des travailleurs, qui permettrait de faire connaître l'utilité des parcs et leur finalité. Nous demandons un système de protection générale de notre patrimoine et de nos ressources naturelles, avec une planification des zones livrables à l'exploitation, et des types d'exploitation supportables par le milieu naturel et les hommes. Dans ce cadre, des zones privilégiées peuvent subsister : parcs nationaux, zone d'équilibre naturel et à vocation pédagogique, réserves naturelles représentant un large échantillonnage de nos ressources faunistiques et floristiques.

L'organisation de la chasse (comme celle de la pêche) relève d'une loi pétainiste de 1941, c'est à dire corporatiste. Pour avoir son mot à dire sur la gestion de la faune, il faut être titulaire du permis de chasser ! En fait, tous les travailleurs doivent avoir leur mot à dire : la faune est un patrimoine commun qui ne saurait être livré à une catégorie d'utilisateurs seulement. Ces «utilisateurs de la faune» sont en fait divers : écologistes agriculteurs, ornithologues (scientifiques ou amateurs), promeneurs... L'énorme machine de guerre de la chasse les écrase : 14 milliards (A.F.) de budget, 2000 employés publics, plusieurs milliers de gardes privés... Ce budget est public : les chasseurs payent une taxe qui les autorise à prélever du gibier. Mais curieusement, par un effet du système corporatiste, cet argent leur est pour l'essentiel reversé, de sorte qu'ils le gèrent dans leur propre intérêt.

Le mode d'élection à scrutin indirect protège les membres de la direction de la chasse (à tendance tout à fait réactionnaire) Ces dirigeants ont fini par admettre, parmi les 32 membres de leur conseil national de la chasse, deux scientifiques et deux représentants des associations. Mais leur choix par l'Administration laisse rêveur : ne siègera qu'un seul représentant authentique des associations, à côté d'un directeur de parc zoologique et d'un ancien ministre (chasseur lui-même !).

Le montant des ressources de la chasse dépend directement du nombre de chasseurs, que les dirigeants souhaitent donc voir augmenter. Ce qu'on oublie d'expliquer aux chasseurs, c'est que leur nombre est incompatible avec la production de gibier du milieu naturel. Les chasseurs dont les moyens financiers sont modestes se retrouvent donc concentrés sur de petits territoires qu'ils appauvrissent rapidement, tandis que les plus riches se réservent les

vastes plaines et forêts qu'ils possèdent ou louent à l'Etat. C'est sans doute ce que l'on appelle la démocratisation de la chasse ! La destruction du gibier sédentaire naturel incite les chasseurs à faire des prélèvements excessifs sur les oiseaux migrateurs, patrimoine international. En fait, la chasse souffre d'être un des dépotoirs démagogiques de la politique, elle souffre du snobisme bourgeois qui l'envahit, et de l'exploitation commerciale dont elle est l'objet.

Le Conseil supérieur de la chasse, maintenant Office national de la Chasse, pour procurer le gibier, s'est lancé dans une politique d'élevage. Le chasseur peut ainsi acheter un faisan, une perdrix ou un lièvre pour «repeupler», et le tuer dans un délai variable (souvent immédiatement). Le Gouvernement, le Ministre, le Directeur de la Protection de la Nature, les dirigeants élus de la chasse, appellent cela la gestion rationnelle de la faune.

Il est absolument indispensable que la faune - dont le gibier - soit considérée comme une ressource nationale et soit autogérée par l'ensemble des parties prenantes, à parts égales. Les structures et le budget de la chasse doivent être décorporatisés. Une large information doit être faite sur l'incompatibilité de la politique actuelle de la chasse avec l'équilibre du milieu naturel et la nécessité d'une base scientifique à tout prélèvement. Que soit enfin tenu compte du fait que 47% des français désapprouvent la chasse telle qu'elle se pratique actuellement, tandis que 24% seulement la soutiennent. (1) Nous demandons aussi que soit reconnu le droit de non-chasse aux particuliers et aux collectivités qui le désirent - c'est à dire le droit très simple de mettre volontairement son terrain ou sa commune à l'abri de toute chasse ou de certaines formes de chasse -, que les agents existants ne soient plus placés sous l'autorité des chasseurs mais constituent un véritable service national, et que le rôle des agriculteurs - qui hébergent et nourrissent le gibier - soient également pris en compte.

La protection de la faune et de la flore a fait l'objet d'un programme de cinq ans, approuvé par le CIANE (2) en 1975. Les moyens mis à la disposition de ce secteur du Ministère, suspect parce que considéré comme trop écologique, sont restés dérisoires. La loi sur la protection de la nature n'a aucune chance d'être appliquée sans un accroissement des moyens budgétaires et

une augmentation du personnel chargé de la protection de la faune et de la flore. Il importe aussi que soit préservé l'esprit dans lequel le sujet est abordé. C'est en effet un des rares conçu en étroite collaboration avec les associations et les scientifiques. Pour l'instant les moyens restent entièrement (ou presque) à trouver. Les responsables politiques répugnent à donner une efficacité à un secteur du Ministère trop peu soucieux à leur goût des routines administratives. Ils cherchent d'ailleurs à le rendre purement inoffensif, soit en le faisant disparaître, soit en le «confiant» au service de la chasse, soit en y remplaçant le personnel actuel par des administratifs «sûrs».

Les espaces verts sont entrés dans la politique... et dans l'Administration. Chacun sait ce qu'est un pré, une forêt, la campagne... mais pour un espace vert, toutes les définitions existent. En fait, après avoir livré aux promoteurs chaque pouce de terrain des grandes villes, on s'est aperçu que l'homme avait besoin de respirer autre chose que du gaz carbonique et des fumées et ne vivait pas que de béton. L'espace vert administratif n'a pas de surface précise. Il commence aux mètres carrés de gazon des immeubles modernes et s'arrête quand il gêne trop les aménageurs. Son coût de «construction» est considérable : certains ont coûté plus d'un milliard d'AF l'hectare. De plus, il existe deux services d'espaces verts : l'un au Ministère de l'Environnement, l'autre au Ministère de l'Équipement. Encore une séquelle des concurrences administratives et de la division des moyens. Il faut ajouter à cela que ce sont encore d'autres services (décentralisés ceux-là), les directions départementales de l'Agriculture qui contrôlent les autorisations de déboisement (défrichage des forêts). L'absence de coordination entre la préservation des forêts et des espaces ruraux (tâche difficile) et la politique de création d'espaces verts (si coûteux à fabriquer) est un véritable non-sens. Bien que tous d'un côté élevé, les espaces verts sont de qualité bien inégale. En l'absence de normes, de critères qualitatifs, et de recherche sur les besoins des populations, il ne peut en être autrement. La préoccupation majeure du pouvoir politique comme de l'Administration semble être de «faire de l'espace vert», sans se soucier de la qualité et de l'efficacité.

Neuf ateliers régionaux des sites et paysages (ARSP) fonctionnent actuellement. Ils sont mis à la disposition des délégués régionaux de l'environnement. Sur les 21 délégués, seuls neuf en disposent donc. Ces ateliers sont composés de quatre à cinq personnes, perdus devant l'immensité de la tâche, conscients de leur impuissance, voire de leur inutilité, faute de moyens et de pouvoir. L'étude de cas particuliers dans lesquelles on confine les ateliers leur ôtent toute efficacité et les empêchent d'avoir une politique d'ensemble.

La réglementation est souvent vieille de plus d'un siècle. Sa modernisation n'a consisté qu'en de multiples modifications de détail qui la rendent inextricable et, ce qui est plus grave, inaccessible à des non-spécialistes. La masse des travailleurs auxquels elle est censée s'adresser en est donc exclue. Cet imbroglio de textes est le résultat d'une conception technocratique de l'Administration, qui travaille pour elle-même, éloignée de toute notion de service public. Aucun plan d'ensemble n'existe puisqu'on a dû travailler au coup par coup, au jour le jour. Sous la pression de l'opinion publique ou des associations, des lois sont votées. Mais les textes précisant leur application sont souvent restrictifs, incomplets, ambigus. De plus, aucun moyen n'est fourni. La loi sur la protection de la nature, qui embarrasse tous les dirigeants quand il faut passer aux actes, est ainsi rendue inopérante, puisque les moyens de l'appliquer font défaut.

En conclusion, après cinq ans d'existence de leur Ministère, les travailleurs de l'Environnement sont à même de procéder à l'analyse critique des pratiques de leur Administration. Pleinement conscients de l'importance grandissante des problèmes écologiques, ils considèrent qu'il leur appartient de dénoncer des agissements qui vont à l'encontre des objectifs de protection de la nature et d'amélioration de la qualité de la vie, objectifs pourtant clairement affichés par les responsables.

Syndicat National de l'Environnement (CFDT, Section Ministère)

(1) Fonds d'Intervention et d'Action pour la Nature et l'Environnement.

(2) Sondage publicimétrique réalisé les 16 et 17 février 1978.

(3) Comité inter ministériel d'Action pour la Nature et l'Environnement.

Les intertitres sont de la rédaction.

A lire dans le train en attendant le tunnel



Non, je ne ferai pas l'affront à Cavanna de le classer parmi les écologistes, il m'en voudrait... Pourtant, son livre va bien avec les «nôtres». Suite d'articles publiés entre février 75 et septembre 77 dans *Charlie-Hebdo* (cet hebdomadaire fait par une bande de «voyous, de rufians, d'aventuriers du journalisme»), c'est un brillant décorticage circonstancié de ce qui est dit dans l'avant-propos: «La gauche, c'est ce qui essaye de comprendre.

La droite, c'est ce qui refuse même d'envisager qu'il y ait quelque chose à comprendre. Quand la gauche se comporte de la façon numéro deux, c'est simplement qu'elle n'est pas la gauche.» N'est-ce pas précisément ce que *Écologie 78* a voulu mettre en évidence en participant à la campagne électorale, en tentant de briser la dichotomie droite-gauche? Au fil de ses chroniques dans lesquelles pourtant il n'est question des écologistes que pour les évoquer d'un rapide trait de plume, barbus (penseurs et agisseurs sont tous des hommes, dans l'univers cavannesque) humant une infusion de thym ou transpirant derrière le soc d'une charrue gallo-romaine un ouvrage de Giono à la main, ce sont nos thèmes favoris que Cavanna manipule, démantèle, fait rebondir avec le brio de sa logique implacable et de son écriture particulière: le chômage, la bombe, les sondages, les ventes d'armes, l'armée, la Cour de Sécurité, le nucléaire, Concorde, j'en oublie. Et toujours avec le souci de mettre les partis nez dans leur caca à chaque rubrique. Ce sont, en quelque sorte, les chroniques de la mégalomanie meurtrière, dans un espace politique meublé par deux fauteuils à roulettes sortis de la même boutique design, dont la seule différence est d'être placés l'un à droite, l'autre à gauche.

Dans ce sinistre contexte, Cavanna porte beau son désespoir d'homme lucide. On va crever? Eh bien d'accord, crevons! La question n'est pas là. Ce n'est pas cette éventualité qui lui défriser les moustaches: ce qu'il ne peut supporter, ce qui lui donne coliques et nausées, c'est qu'on crève cons! Qu'on n'ait pas voulu voir, savoir qu'il était possible de faire autrement; que l'intelligence humaine et la technique bien employées, laissant tomber course au pouvoir dérisoire et obscurantisme niais pour se livrer au doute salutaire, à la remise en

LEURS éditeurs (avisés?) les ont sortis peu avant les élections. C'était sans doute un mauvais service à rendre à ces quelques livres importants: ils n'ont rien à voir, ou si peu avec l'éphémère engouement pour la chose politique suscitée par tambours et trompettes des partis durant les quelques courts mois précédant le scrutin dans une population totalement individualiste tout le reste du temps, endormie dans les bras de sa nounou-gouvernement et faisant seulement l'effort d'agiter sa tête pour chercher le sein nourricier. Comme une démonstration éclatante aux cris de détresse de Dumont, aux démystifications de Cavanna, aux recherches en profondeur de Lalonde, aux incitations à l'action de Samuel, la marée noire s'étalait grassement, un dimanche de mars, sur déceptions et triomphes aussi vains les uns que les autres: la sombre réalité menace la vie loin des bureaux de vote et des puériles chamailleries télévisées. Mais la démonstration tourne déjà court: toute l'opinion, aidée par les médias, pleure sur les pauvres zoziaux des plages bretonnes, vilipende le vilain pétrolier mal dirigé... et s'arrête là. Le diable est découvert, haro sur le diable! On se garde bien de faire le lien entre cet épiphénomène et ses corollaires quotidiens. La marée noire, pourtant, ce n'est que le furoncle visible sur la peau d'un organisme pourri de l'intérieur. Il faudra encore beaucoup d'actions, beaucoup de coups de gueule, beaucoup d'écriture, aux écologistes pour détruire le chiendent par la racine tandis que d'autres se contentent d'élaguer les feuilles quand elles deviennent insolentement gênantes.

question radicale et au redémarrage efficace, permettraient à l'humanité de se survivre et à l'individu de vivre bien, longtemps (vous connaissez bien sûr «*Stop crève*» du même auteur chez le même éditeur).

Il dit, Cavanna, qu'il a cru que la gauche savait tout ça, que la gauche et ses rêves, c'était tout ça (pages 167 et 168): épanouissement des individus dans une société menée par «la logique et la raison»; non-violence, refus de l'armée, refus des «*assassinats massifs*» par vente d'armes interposées; absence de démagogie face à des problèmes comme celui du Concorde; souci démographique de non prolifération; déplacement de la notion de progrès ailleurs que sur la bagnole et le béton; en gros «*remettre tout en question, reprendre tout à zéro, et puis voir comment s'y prendre étant donné le bordel dont on hérite, mais surtout ne pas reprendre à son compte le dit bordel...*». Il croyait que c'était ça, quand il était petit, la gauche, Cavanna. Depuis, il a appris le scepticisme. Nous ici et chez nos copains, on savait déjà que la pensée de gauche décrite par Cavanna ne pénétrait pas dans les préoccupations de la gauche décrite par Marchais-Mitterrand, on le savait. Mais on savait aussi qu'une telle gauche existait, mais qu'elle portait un autre nom: elle s'appelle Écologie. Et notre truc à nous chaque semaine, chaque semaine, chaque jour, dans notre boulot comme dans notre vie, c'est de la faire connaître et de la rendre efficace. Dommage pour lui, pour nous sans doute que la lucidité de Cavanna ne porte pas son regard jusqu'à La Clayette... et plus loin.

Isabelle Cabut

Gauche droite
Piège à cons

par François Cavanna
chez Pauvert



Les verts dans la politique

Enfin libres! Tout ça c'était hier, aujourd'hui on peut se remettre au vert, d'ailleurs voilà le printemps, le vrai pas celui du «grand soir» qui merde à tous les coups. Ce printemps là, c'est celui du matin, celui dont on a même pas besoin de parler. Fini le futur, la question n'est plus au «quand vous voudrez» mais au «on veut» car «il y a» (encore) et qu'il faut laisser à cet «il y a» jeunesse d'un «il y aura». Les écologistes ont tout intérêt à se temporaliser, à penser le temps, leur temps, car c'est penser l'identité de l'aller et du retour. C'est admettre l'ouverture, le jeu du monde comme faisant droit au murmure, au clapotement incessant; c'est laisser s'accomplir le retour à la Nature, au Natal, à sa nature...

Pour l'instant on se mord les doigts d'avoir voulu faire de la «politique-politique». On aurait du faire des «politiques» comme le propose J.P. Ribes et ses comparses et comme en donne la possibilité L. Samuel avec notre guide à tous. Bref. Il reste aux écologistes à devenir des illégaux, des alcoolos ou les deux à la fois s'ils veulent essayer de se faire entendre. La campagne (quelque campagne!) qui vient d'être menée et mal menée a émis des sons qui aux municipales étaient neufs mais qui aujourd'hui semblent usés ou plutôt se sont noyés dans ce concert idiot. Pourtant quelque chose d'autre s'est produit comme disait Cage, je commence à entendre les sons anciens comme s'ils n'étaient pas usés. De toute évidence, ils ne sont pas usés. La pensée les avaient usés et si l'on cesse d'y penser, ils sont tout à coup frais et neufs.

Cette constatation nous ramène au point où nous en étions ou plutôt au point où nous en sommes c'est à dire nulle part. Pourtant nous avons beaucoup progressé dans ce sens -sans rire- et les réflexions des quatre écologistes dont on est supposé causer ici, nous permettent d'imaginer que ce n'est qu'un tout petit début. Il y a dans ce que disent les écologistes une logique (écho logique) qui suppose l'initiative des gens, dit Brice Lalonde.

Soulevons les couvertures et laissons nous sombrer au fond de tout ce papier (les écologistes ont fait moins d'affiches que les autres partis mais, toutes proportions gardées peut-être plus de livres.) Sans tenter de faire «l'écoc sabotage» (L. Samuel page 117 et ss) Lalonde et Simonnet, après nous avoir fait faire le tour de cette société déréglée et amnésique, abattent leur garde et s'étonnent, se pament et admirent ce mouvement, véritablement, profondément, depuis toujours écologique qu'est celui des femmes, ces «personnes familières, mais jusque là indifférenciées, presque transpa-

rentes...». Serge Moscovici y vient aussi à sa manière en constatant que «nous sommes entrés dans une ère de bovarisme collectif...» et que nous sommes mieux avec un rossignol que sans rossignol (c'est d'Elsa Triolet). Puis il se livre à un gai «labourage» -pour reprendre un mot des propos alertes que tient J.P. Ribes- du champ écologiste dont il fait remonter à la surface les pierres qui l'empêchent encore d'être complètement fertile.

De Montargis, enfin nous vient une voix d'un ami vrai de la terre, René Dumont, qui se demande de quoi véritablement le Tiers-Monde est-il le tiers? Est-il le tiers de ces trois cent milliards de dollars par an (35 millions par heure) consacrés par ce monde à la guerre? Un peu mais il est surtout le tiers et plus de ceux qui ne savent pas encore ce que c'est que de manger à sa faim. Pourtant il sait que dans quelques jours c'est le printemps, et pour arroser ça, il nous propose un de ces cocktails pas dégueulasses pour les petits et les plus grands écologistes dont vous me direz des nouvelles: prenez du lait de soja ou du lait de coco ou plutôt, pressez une noix à peine arrivée à maturité, vous obtiendrez un liquide dont la composition est extrêmement voisine de celle du lait de vache qui contient des protéines, des sucres, des graisses et convient fort bien à l'alimentation des enfants après les six premiers mois. Il en a goûté, cela a un petit goût de noisette des plus fins.

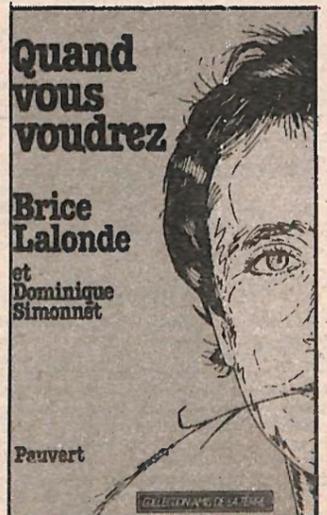
Dumont étant le premier à avoir fait du pourcentage avec l'écologie, je vous signale enfin que pour lui, «la justice est de donner à chacun un droit au repos maximal...» Bonnes vacances et n'oubliez pas vos livres, y'a plein de trucs chouettes dedans.

Pascal Dibie

Quand vous voudrez
par Brice Lalonde et Dominique Simonnet
Pauvert, Collection Amis de la Terre, 234 pages

Pourquoi les écologistes font-ils de la politique?
entretiens de Jean Paul Ribes avec Brice Lalonde, Serge Moscovici et René Dumont.
Seuil, collection combats, 188 pages.

Guide pratique de l'écologiste
par Laurent Samuel
Belfond



Nous sommes tous des enragés

Nous vous écrivons pour vous demander à nouveau d'intervenir par lettre auprès du ministre norvégien de la justice dans l'affaire suivante : il y a actuellement dans les prisons norvégiennes un français - Jean Lemarque - qui s'est enfui de France en mai 77 après avoir tué sa fiancée. Selon la loi française il risque la peine de mort. Mais après son crime, il a perdu la tête et s'est enfui en voiture. Il a parcouru ainsi plusieurs milliers de km sans trop savoir que faire, pour finalement se constituer prisonnier à Stavanger, en Norvège.

Or, il se trouve que dans ce pays la peine de mort est abolie et qu'il n'existe pas de peine de prison supérieure à 12 ans. Le gouvernement français a bien sûr demandé l'extradition, mais il existe en Norvège une loi de 1971 interdisant l'extradition s'il y a risque de peine de mort. Malheureusement, un article de cette loi stipule que celle-ci ne joue pas si un traité d'extradition est signé entre les deux pays. Ce qui est le cas puisqu'il date du ... 4 juin 1869 ! Le gouvernement norvégien a demandé des garanties à la France. Vu que la justice française est « indépendante », elle ne peut offrir ces garanties. Seul, donc, le Président de la République peut exercer son droit de grâce.

Cette extradition ne doit pas avoir lieu pour des raisons philosophiques : la peine de mort, et humanitaires : durée de la peine de prison dans sa conception qui, à l'inverse de la France a vraiment un rôle éducatif en Norvège où le prisonnier est respecté en tant qu'homme. Si Jean Lemarque n'est pas extradé, il sera jugé en Norvège pour ce qu'il a fait en France et c'est ce qu'il faut obtenir dès maintenant.

A Stavanger existe un mouvement pour la non-extradition de Jean Lemarque. Mais pour peser sur la décision du gouvernement norvégien, il serait efficace qu'un même mouvement se crée en France. Pour ce faire, il faudrait que des français, en grand nombre, écrivent au ministère de la justice norvégienne :

Justisminister-Nina Valle
Justisdepartementet
Oslo Dép. Norvège (timbrage 1,40)

Personne, bien sûr n'approuve le crime de Jean Lemarque, mais en plus des circonstances propres à ce fait, qu'il ne nous appartient pas de juger, il est ici question du rôle de la justice. Avons-nous le droit de TUER Jean Lemarque ou, s'il n'y a pas de peine de mort, faut-il penser qu'une peine de prison

à vie est la seule réponse qu'une vraie justice peut avancer ? Si vous êtes convaincus du contraire, écrivez très nombreux, faites écrire le maximum de gens pour empêcher la Norvège d'extrader Jean Lemarque, pour dire que vous avez plus confiance en la justice norvégienne que française, que vous seriez heureux qu'il soit jugé dans un pays où il ne risque pas sa tête, que vous n'approuvez pas son crime mais que vous approuvez encore moins la mort légalisée. Que ce garçon de 26 ans a droit à une deuxième chance que seule la Norvège peut lui offrir.

Pour des raisons d'efficacité et de coordination, nous vous demandons d'envoyer le double de votre lettre au journal et à l'avocat de Jean Lemarque :

N.R. ADV
ATLE HELLESEN
KLUBBGATE 6
4000 STAVANGER-NORVEGE

Et puis si vous avez encore un peu de temps écrivez-lui, car il est isolé là-bas :

Jean Lemarque
Stavanger Kretsfengsel
Finnestad
4000 Stavanger-Norvège



Le premier but de la lutte en prison, c'est d'interpeller l'homme de la rue pour lui dire : « Voyez comme nous sommes maltraités par ceux pour qui vous votez, voyez ce que l'on vous cache, voyez cette forme moderne de torture qu'on expérimente sur nous. Ici, en Haute Sécurité, la désensorialisation par sur-dose d'isolement et humainement insupportable, nous sommes en proie à un désespoir perpétuel qui nous détruit très vite... »

La presse honnête a raison de dire que nous sommes en danger de mort et de recueillir du ministre de la justice qu'il y mette un terme. Que notre détention soit conforme à la loi, c'est à dire : la privation de liberté, un point c'est tout.

Mais, il faut aussi préciser que cette lutte nous a politiquement éveillé et que son objectif n'est pas l'obtention de cages dorées. La suppression des prisons d'Etat reste le point final d'une lutte contre toutes les formes étatiques et l'Etat lui-même. Notre dernier préavis de grève (voir GO-CNV 26.1.78) illustre bien notre proposition : ce n'est pas une révolte de taulards mécontents mais bien au contraire un phénomène de prise de conscience politique du droit commun enclenchée de manière irréversible. A nous d'imaginer les moyens de contrer la répression interne qui punit et prévient toute tentative d'organisation et lutte non-violente. Notre appel suivi avec succès est significatif en ce sens.

Nous croyons à une société alternative qui chaque jour s'active dans la création d'un journal de contre-information, d'école parallèle, communauté, groupe autonome, mouvement de femmes, librairie, point de

rencontre, l'armée sur la brèche par les insoumis, les écolos qui vont s'infiltrer par le biais des élections dans le pouvoir afin de le détourner. Nous souscrivons nous aussi à cette société alternative dans laquelle nous avons notre place. Nous sommes des votants, car nous ne voulons plus sacrifier le présent. Nous ne voulons plus des rapports « maîtres-esclaves », la consommation de besoins inutiles, la représentation de faux besoins, l'enfermement social, l'exploitation par le travail, l'aliénation de la famille, etc... Nous voulons réinstaurer l'équilibre humain avec la nature (comme nous l'offrent certains écologistes) sortir des schémas types dans lesquels il faut penser, s'exprimer, agir. Nous voulons vivre dans le partage, la rencontre. La découverte naturelle de l'expression de nous-même, nous vider du fascisme institutionnel ; Nous sommes résolument pour cette société alternative qui nous aidera à ne plus reproduire les concepts « de pouvoir », l'esprit de frontière, etc... Et si nous sommes actuellement détenus, c'est que nous avons refusé ce système, refusé d'être conformes, d'être dépossédés de notre force de vie pour n'être qu'une force de mort « productive ».

Dès lors que tout pourra s'expliquer, tout pourra être compris. Et cette espèce humaine en voie de disparition n'aura plus besoin de la violence pour manifester son existence et se faire entendre !

Roger Knobelspiess
détenu en lutte contre les QHS, contre l'administration pénitentiaire, contre toutes formes de répression.

54 avenue de Soisson
O2400 Chateau-Thierry

Le ramasse-miettes

Soif d'énergie en France

Le record de consommation d'énergie électrique a été atteint en France durant la première semaine de janvier 1978 (4 489 kw/h) et la consommation s'est maintenue à un niveau sans précédent en février 78. Au rythme de ces deux mois, ce serait une augmentation de 17 % pour l'année qu'il faudrait maîtriser (au lieu des 7,4 % de tendance prévisionnelle). Dans les industries américaines, on note une sensible économie des énergies : de 15 à 25% de réduction de consommation par rapport à 1973 selon les énergies employées.

Source: INSEE/EDF sur La Lettre de l'Expansion selon Alain Monneron
17 rue de l'Abbaye
78303 Poissy

Rêve de banlieue

Partir à la voile vers le Pacifique, s'y choisir une île, y bâtir une cité internationale joyeuse où même les enfants vivraient libres et égaux en fait, une cité douce, écologique, chacun étant à la fois marin, artiste, paysan, à l'écoute des traditions des peuples du Pacifique et voulant abolir le règne de l'argent, de la propriété privée, de la hiérarchie, c'est notre utopie et on la prépare. Venez la vivre avec nous, mais ne venez pas les mains ou latête vides; on cherche des têtes et des bras habiles et autonomes, et on a besoin de phynances, de voiliers, de connaissances.

On collecte toutes sortes de renseignements sur le milieu du Pacifique, les technologies douces applicables (en particulier des techniques de dessalinisation de l'eau de mer), les expériences communautaires. Et surtout, vous pouvez nous rencontrer :

- * Françoise Coley, 4 imp. Ressort, 92240 Malakoff (tel. 735 81 15)
- * Patrice Kobls, 4 rue Bouroche, 92310 Sèvres
- * Pierre Hortola, Bourg de St Ouen sur Itton, 61300 Aigle
- * Jean-Pierre Zoldan, 42 rue de Ribéron, 17600 Saujon
- * Yves Derelms, 11 ch. du Fort Carré, 06140 Vence

Sportifs contre promoteurs

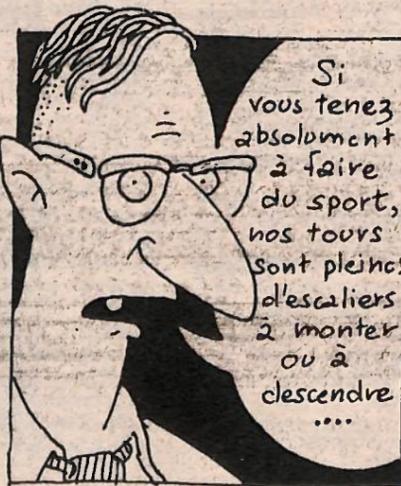
Dans le quartier de Pierre Heuzé, il se trouve un terrain de 15 000 m2 environ où sont installés pour le moment deux buts de foot, mais il devient très difficile de jouer à cause d'une clôture qui est en train de le couper en deux. Il serait possible d'y implanter un terrain de sport, des aires de jeux, des espaces de détente. C'est le seul espace restant libre sur le « Rognon ».

29 novembre 1975: le maire de Caen, Girault, lors d'une exposition consacrée à l'urbanisme affirme qu'il y aura concertation avant toute nouvelle construction à la Pierre Heuzé.

6 juillet 1977: quelques habitants décident de lancer une action pour «manque de concertation» parce que l'idée d'être encore un peu plus entassés dans leur quartier leur devient insupportable.

14 octobre 1977: une lettre est adressée au maire de Caen pour obtenir une audience, lettre demeurée sans réponse.

Fin janvier 1977: un bulldozer commence à creuser les fondations.



3 février 1978; le matin, quelques habitants se mettent devant le bulldozer; le travail est arrêté. L'après-midi, le bulldozer quitte le terrain.

4 février: une opération «portes ouvertes» se déroule à l'Hôtel de Ville de Caen pour informer les caennais de leurs préoccupations. Les portes de la mairie se ferment. La police municipale intervient pour refouler les «manifestants» calmes et silencieux.

5 février: avec pelles et pioches, les habitants remettent en place la terre enlevée par le bulldozer.

7 février: tous les habitants de la Pierre Heuzé reçoivent par les PTT une lettre cachetée du maire: il affirme que la concertation a eu lieu et s'en prend aux «irresponsables».

10 février: assemblée générale des habitants qui décident:

- d'envoyer une lettre au Président de la République, ce qui a été fait le 14 février 1978.
- de demander une audience au ministre de l'environnement (lettre du 14 février)
- de demander une nouvelle fois une audience au maire de Caen pour lui remettre des pétitions (lettre du 14 février)
- d'éditer un tract pour répondre aux lettres individuelles reçues du maire (tract daté du 14 février)
- de continuer à reboucher le «trou».

Source: Association Syndicale des Familles
Section Pierre Heuzé
Bat. 3, place Guillaumard
14000 Caen

Nous combattons l'Etat. Nous dénonçons les abus du Pouvoir. Nous faisons campagne électorale.

Mais où sont l'Etat, le Pouvoir ?

Tout en réglant leurs comptes avec le Pouvoir, les militants recherchent inconsciemment un pouvoir dans la militance.

Sommes nous tous des notables en puissance ?

L'ÉTAT EST DANS NOS TÊTES!

La gauche divisée par des ambitions non convergentes est arrivée à l'échec. La militance antinucléaire ne peut empêcher la construction de Super-Phénix. L'armée va poursuivre son offensive au Larzac. Le label écologique n'a pu empêcher la mise à jour d'un certain nombre de magouilles et d'ambitions personnelles dans le cadre même d'Écologie 78.

Ne faut-il pas profiter de ces échecs politiques pour essayer d'aller plus loin dans l'analyse de la militance écologique en France ?

Il ne faudrait évidemment pas s'arrêter à ces seuls échecs apparents, mais également prendre en compte tous les échecs communautaires et les problèmes internes des groupes militants, car c'est bien là que se situe la clé du problème et la cause de l'échec.

Car enfin, à quoi cela sert-il de dénoncer l'illusion de la démocratie française si les groupes militants de base sont traversés par d'énormes problèmes de pouvoir et sont obligés de pratiquer le jeu majoritaire, c'est-à-dire le trafic d'influence ?

A quoi cela sert-il de dénoncer le fascisme latent d'un Chirac si dans les groupes de base cet énorme problème du « chef » n'est pas résolu par un comportement face à l'« autorité » qui ne soit pas infantile soit par soumission, soit par rébellion caractéristique à toute initiative créatrice de l'un des membres du groupe.

A quoi cela sert-il de parler de révolution et de propriété collective, si à l'intérieur même des groupes et communautés dits révolutionnaires n'ont pas été détruits tous les comportements qui tendent à emprisonner des personnes par le jeu du pouvoir ou par la possession affective névrotique ?

Là est bien le problème, et il nous faut faire une nouvelle approche des groupes. La révolution n'est pas que politique - ce que tout le monde sait - ,mais la proposition pourrait se renverser : certains font de la politique non pour faire la révolution, mais tout simplement pour trouver un champ d'application à leur problématique personnelle. Combien de personnes viennent-elles à la militance non pour la cause, mais beaucoup plus profondément et inconsciemment pour elles-mêmes ?...et ceci, non dans un désir de transformation personnelle, mais au contraire pour pouvoir décharger leur agressivité névrotique...dans une problématique qui ne peut être que réactionnaire !

N'est-il pas étonnant alors que cette militance arrive bien souvent à l'inverse du résultat annoncé ?

On peut donner quelques exemples :

* Je pense souvent à certaines féministes dont la révolte (profondément compréhensible dans notre société phallique) n'arrive pas à dépasser le stade infantile et viscéral et dont le comportement montre souvent l'incapacité à rencontrer

l'autre. Il semble justement que le féminisme ait ses racines psychanalytiques dans le fait qu'enfant, la fille n'a pas été reconnue en tant que telle par l'« homme ». De cette violence naît une révolte...qui peut avoir pour conclusion un rejet de l'homme...c'est-à-dire une exaspération de l'angoisse infantile. Un certain féminisme sert en fait

soumission à la mère...l'affrontement au groupe (ou à la mère) étant impossible, le seul moyen pour exister...est de devenir le porte-parole inconscient du groupe.

Voilà une manière de prendre le pouvoir dans un groupe. Il y a autant de cas de figures que d'individus, bien évidemment.



comme défense contre la peur de rencontrer l'homme réellement et à égalité.

Ainsi la fille blessée affectivement dans son enfance s'est créé une défense qu'elle va continuer à projeter sur tous les hommes étant adulte. Ce faisant elle consolide sa solitude et son incapacité à recevoir et à vivre l'amour.

Révolution ou réaction ?

* Je pense à tous ces comportements de groupe qui amènent un tel ou un tel à être « chef », parcequ'il a la possibilité de manipuler inconsciemment les autres dans une attitude maternelle dont il est lui-même prisonnier, restant, en ce sens, dans sa problématique infantile, où il lui fallait être intelligent, sage, séducteur. A l'écoute du consensus inconscient du groupe, il apparaît comme le porte-parole inévitable, donc le chef.

Et le voilà qui, apparemment rend service au groupe et à la cause, par des interventions pertinentes, mais qui n'en reste pas moins dans son fonctionnement infantile: être à l'écoute de la mère et conforme à elle pour avoir une part d'existence. Le groupe bien souvent représenté la mère et la conformité au groupe la

Mais une question reste à poser: Faisons-nous véritablement acte révolutionnaire en acceptant et en collaborant à de tels comportements de soumission ou de domination ?

Nous contestons profondément la société car celle-ci fonctionne sur la collaboration des citoyens à l'état et aux multinationales, et bien souvent nous reproduisons dans nos groupes de base pareille collaboration envers le pouvoir.

Où est alors la révolution ?

Les mouvements révolutionnaires appellent tous à la destruction de l'Etat, or tant qu'ils n'auront pas réfléchi et analysé profondément leur comportement interne, ils n'auront pas avancé d'un pas. Tant que les mécanismes internes de pouvoirs interpersonnel et inter-groupes n'auront pas été résolus, il ne sert à rien de lutter contre le pouvoir central. C'est là-dessus que butent tous les groupes qui nous sont proches (et les autres d'ailleurs) pour une raison très simple : c'est la seule démarche qui remet vraiment en cause, qui oblige à voir clair sur ses angoisses, ses raisons de vie, de militance, ses envies de « révolution » ses angoisses et ses propriétés affectives et sexuelles, et sur l'image que

l'on voudrait que le monde nous renvoie.

Gandhi disait que l'arbre est déjà dans le fruit. Ainsi, si nous voulons en terminer avec les pouvoirs nationaux et multinationaux, il nous faut agir dans des mouvements où sont résolus les problèmes de pouvoir.

* La communauté de l'Arche, sous la conduite de Lanza Del Vasto, semble apparemment avoir résolu ces problèmes grâce au « travail sur soi » et au Yoga. Je n'en crois pas un mot. Le Yoga sert à refouler l'« homme-ventre », comme dit Lanza. Le refoulement, pour cette communauté du rouet, sert à filer l'angoisse, mais évite de l'affronter. Et l'on crée une non violence morale qui s'oblige à des règles communautaires très strictes et à la famille. A l'Arche, on se refuse souvent à une analyse en profondeur des « pourquoi des vocations ». On rentre à l'Arche comme en religion, et on se méfie de toute approche analytique qui pourrait bien expliquer tel ou tel comportement, telle ou telle vocation, tel ou tel sacrifice ou pénitence. L'Arche dresse ou dompte l'angoisse. C'est un choix. Les problèmes de pouvoir sont apparemment réglés. Est-ce la révolution qui amène amour, ouverture d'esprit et liberté ?

* Le MAN, quant à lui s'est groupé en mouvement. Il ne résoud pas ses problèmes de pouvoir par un « travail sur soi » comme à l'Arche, mais par l'autogestion et la démocratie interne, notamment par le vote majoritaire. Le vote majoritaire permet d'avancer politiquement, mais il ne résoud pas les problèmes de pouvoir de ses militants. La question fondamentale est donc de savoir si un mouvement qui est idéologiquement pour la destruction de l'appareil d'Etat peut se permettre de ne pas tenir compte des problèmes de pouvoir de ses propres militants.

J'en veux pour preuve le comportement aux élections: Le MAN s'est rallié avant le premier tour à la gauche en quête de pouvoir. Le fait de ne pas travailler sur les comportements de pouvoir à la base n'a-t-il pas eu une influence sur l'idéologie ? Le comportement de pouvoir n'est-il pas toujours le même cri, dont les racines infantiles sont évidentes: prouver son existence et être reconnu !

* Les écologistes se sont sentis piégés par les élections. Leur problématique est ailleurs et ils ressentent la recherche du pouvoir comme une compensation

L'écologie est sûrement ailleurs que dans un cartel électoral. Elle est sûrement aussi dans la cohérence. L'avantage de l'écologie est qu'elle fait une analyse de l'action de l'homme dans la nature. La révolution ne demande-t-elle pas une analyse du comportement de ceux qui entendent la faire ? N'est-ce pas cela l'écologie ?

Georges Didier

Sur le terrain

01

DERRIERE LES BARREAUX. Alain est en prison depuis le dernier encore une fois pour une vieille histoire pas importante. Alain vivait en communauté avec nous depuis six mois. Il reprenait confiance : on vivait et travaillait ensemble. Si vous avez l'envie et le temps de partager par lettre quelque tendresse écrivez à : Alain Fauvergue Maison d'arrêt de Trévoux. 01 Trévoux.

07

NON-VIOLENCE. Ceux de l'ardèche qui souhaitent voir se développer sur le département la diffusion du mensuel «Non-Violence Politique» peuvent contacter : Solange Mathevel Les Chaudouards 07 560 Montpezat-sous-Bauzon.

BOUFFE BIO. le grenier. 15 rue Saint-Georges Annonay (33 43 03) Une coopérative de produits biologiques, un lieu de rencontre, d'information, de réflexion et d'expression... Ouvert : Lundi de 18 H30 à 20 H. Mardi de 9 H à 12 H. Vendredi de 17 H 15 à 18 H 15.

14

UN MAN A LISIEUX? Nous voudrions créer un MAN à Lisieux et nous demandons à tous les gens intéressés par la non violence et l'autogestion de venir à la réunion que nous organisons à la salle des libertés le 1^{er} Avril à 21 H avec François Hamet du MAN du Havre. Suivant le nombre de personnes intéressées, la création d'un MAN sera envisagée. Pour tout contact : E. Boisnard, St Pierre des Ifs, 14 100 Lisieux. ou D. Congnet, 7 place R. Dufy, Hauteville 14 100 Lisieux.

21

DES SOUS !. Appel à ceux qui ont fait plus de 5% au 1^{er} tour des législatives et à tous les autres. Une campagne électorale coûte cher, le collectif Ecologie 78 de Dijon (4,58%) en sait quelque chose et a bien du mal à payer les frais divers d'une campagne pourtant réduite au minimum (affiches, caution, bulletins de vote, professions de foi). Aidez-nous en nous apportant votre soutien financier. CCP Dijon 25 24 60 B Philippe Permin 31 rue d'Ahuy Dijon.

22

STAGE ENERGIES DOUCES. Stage gratuit sur l'énergie douce du 1^{er} au 24 Avril. Proximité établie sur deux semaines de stage. Energie-politique-économie. Les différentes techniques douces. Les possibilités actuelles d'utilisation et de promotion. Fabrication d'un capteur plan et éolienne modeste réduit. Hébergement gratuit sur place. Bouffe auto-gérée. Centre écologique. Le Vau Gauffin. Sévignac. 22 250 Broons.

ECOLOGIE A LOUDEAC. Semaine Agro-Culturelle, «Les Pascales». Du 28 au 31 Mars. Animation. Débats. Diapos. Bouffe bio. Artisanat. Théâtre.

25

CRAPAC. Le centre national de recherche, d'animation et de création pour les arts plastiques, organise une exposition «D'un paysage à l'autre» six pratiques à partir d'une région, la Bourgogne. Centre d'animation culturelle de Montbéliard. Maison des Arts et Loisirs de Sochaux 18 Mars 16 Avril.

31

OEUF DE PAQUES. Cherchons producteurs d'oeufs biologiques dans la région toulousaine pour groupement d'achat écologique. Notre demande serait de 20 douzaines par semaine. Contacter Hugette Rosier, 115 bis Avenue de Lardenne 31 300 Toulouse. Tel 49 31 40.

CONTACTS. Alain habite Toulouse depuis peu. Il souhaite contacter personnes, groupes, mouvements afin d'échanger des idées et participer à des actions. Alain Valens 48-50 rue Achille Vialieu 31 400 Toulouse.

33

COBA. Création d'un Comité pour le boycott de l'organisation en Argentine de la coupe du Monde de football. Réunion à la mairie de Pauillac, Jeudi 30 Mars à 21 H. Contact Chapuzet Bernard Tel (56) 20 92 18.

35

PROJET DE FERME COMMUNAUTAIRE. Je travaille depuis trois ans dans l'agriculture industrielle. Je veux m'installer pour faire de l'agriculture et de l'élevage bio. Mon projet ne se limite pas à l'agriculture. Tout aussi important est la vie communautaire. Il ne s'agit pas de se marginaliser pour réaliser égoïstement ses convictions, mais de participer concrètement à la vie locale

(coop, circuits de distribution, animation, politique, accueil, etc...). Les colons les plus intéressants pour s'installer seraient les zones montagneuses. Si votre projet va dans le même sens, écrivez : Marc Zeisser, La Bonnerie, La Bouexière, 35 340 Liffré.

37

FÊTE ARTISANALE. Les 29 et 30 Avril à Villaines les Rochers (Indre et Loire). Nombreux artisans au travail. Animation spectacle : Cirque Abracadabra, musique, danse camping gratuit.

38

DÉBAT. 31 Mars 20 H 30 à Varcès Salle des Fêtes Réunion débat. Thèmes : Agriculture-Pollution-Santé.

42

COBA. Information Argentine boycott de la Coupe-Réunion organisée par le Comité pour le boycott de l'organisation par l'Argentine de la Coupe du Monde de football. Montage diapos / Débat Jeudi 30 Mars à 20 H 20 Maison d'animation de la Métère Bd A de Fraissinette 42 100 Saint Etienne.

44

GROUPE ECOLOGIQUE ST-NAZAIRE PRESQU'ILE. La presqu'île guérandaise est actuellement de plus en plus convoitée pour ses richesses en Uranium. Le groupe d'information sur les mines d'uranium (G.I.M.U.) a été créé. Contact Groupe éco : Marchand, 79 avenue Lajarrige 44 5000 La Baule. G.I.M.U. : Massé, Boule, 44 420 La Turballe.

UNION PACIFISTE. Formation d'un groupe Union Pacifiste sur Nantes. Pour tous contacts : J.P. Kassouli, 64 rue du Maréchal Joffre, 44 000 Nantes. Pour toute date de réunion lire A.P.L.

VIVE LES VACANCES. Je cherche pour Michel 9 ans un lieu de séjour avec d'autres enfants pour le mois de Juillet ou le mois d'août. Nourriture végétarienne et liberté de vaccinations. Contacter Jean Bos, 8 rue Rubens 44 000 Nantes.

47

TISSAGE. Atelier Lissandre. Lot et Garonne. Stages de tissage. Initiation et perfectionnement de Juin à Août. 19 sessions de 10 journées limitées à 8 stagiaires. Pour tous renseignements écrire à Atelier Lissandre Lavaysière 47 140 Penne d'Agenais.

MUSIQUE FOLK. A Tonneins, salle des fêtes, aura lieu le Vendredi 31 Mars à 21 H un concert folk donné par la Bamboche. Ce spectacle sera suivi d'un bal folk. Organisation «L'Ecole Buissonnière».

49

AMNESTY INTERNATIONAL. Le groupe d'Angers cherche personne parlant couramment Brésilien pour contact téléphonique. H. Furet, 1 rue Terrien Cocheret 49 000 Angers.

51

CHAMPAGNE POUR TOUT LE MONDE. Sous l'égide du «Parc Naturel Régional de la Montagne de Reims», Bouzy a été choisi pour 3 journées portes ouvertes : Samedi 29 Avril, Dimanche 30, Lundi 1^{er} Mai. Au cours de ce long week-end de nombreuses animations auront lieu dans notre village sur les thèmes suivants : -Travail de la vigne-Evolution culturelle-Présentation de groupes professionnels-Travail du vin-Objets anciens et actuels se rapportant à notre profession-Histoire de Bouzy. Tous les vignerons de Bouzy et de nombreux artisans régionaux seront heureux de vous accueillir.

52

ENRGIES DOUCES. Nous invitons les groupes qui s'occupent d'écologie à monter un stand d'information lors de la fête qui se tiendra à Huy les 5, 6 et 7 mai. Nous demandons aux groupes qui désirent venir d'axer principalement leur action sur l'information et non sur la vente de bouquins... Faire participer la population à des activités écologiques nous semble plus important. L'écologie n'est pas triste, c'est l'occasion d'avoir de l'imagination. Contacter le Groupe Energies Douces, 10 Grand Route 5201 Tihange.

54

NUCLEAIRE. On a décidé au foyer rural de St Clément, d'organiser une conférence sur le nucléaire. Nous aimerions avoir la présence d'un spécialiste du problème, qui soit issu d'un autre bord qu'EDF ou autre CEN, par conséquent si vous connaissez quelqu'un dans la région, contactez : G. Losseroy, 5 rue Léon Gérardot 54 960 St Clément.

57

FORBACH. (à la salle des fêtes ?) via la MJC les musiciens du Rouet des Ans dispersés depuis la rentrée se retrouveront exceptionnellement pour donner l'aubade et animer un non moins exceptionnel «bal folk du poisson d'avril» et ce n'est pas un poisson ! Pourtant ça se passera le 1^{er} avril.

GANDRANGE. (entre Metz et Thionville) à la Salle des fêtes à 20 H 30 spectacle folklorique avec le groupe de danseurs des Trimazo de Lorraine suivi d'un bal folk animé par les musiciens des Trimazo de Lorraine le 2 avril.

AMIS DE LA TERRE. Création de l'association «Les Amis de la Terre de Metz» 26 Rue du Wad Billy 57 000 Metz. Tel 74 41 58. Contacts : Yves Barbon au LSD. Tel 74 41 58 Michel Blangille Tel 75 68 48.

60

PROJET MARCHÉ TRIPLE. (Français, Arabe, Portugais) A partir du 2^{er} avril. Eventail des activités mises en place sur ce marché : -Activité économique-Brocante-Troc-Présentation d'un écrivain public-Artisanat local et étranger-Animations diverses-Information sur la vie associative du Plateau-Presse Française et Etrangère-Traducteur. Pour tout contact : Maison de Quartier St Jean Bat E 3 Porte 330 Rue de la Briqueterie 60 000 Beauvais.

62

LE NUCLEAIRE. Une série de séances d'information sur l'énergie nucléaire est prévue au local du G.R.A.N.V. 235, rue Roger Salengro à Hénin (150 m de la gare). Les sujets suivants seront abordés : Vendredi 21 Avril : problèmes économiques et conséquences humaines. Vendredi 28 Avril : solutions de rechange au nucléaire. Des montages diapos sont prévus. Les séances commenceront à 20 H.

COBA. Création d'un COBA à Hénin avec réunion de rencontre des associations et partis locaux le 3 Avril à 20 H au local du G.R.A.N.V. (235 avenue Roger Salengro à 150 m de la gare)

67

URGENT. Cherchons renseignements sur collectif librairie (ou autres), «formes légales», fonctionnement etc... Si vous avez une quelconque expérience à ce niveau ne soyez pas égoïste. Partagez là, nous vous en serons très reconnaissants. Cherchons aussi actionnaires actifs ou passifs pour reprendre ensemble librairie lieu de rencontre : AGORA à Strasbourg. Avantage possible : réductions importantes sur prix des livres. Discussion sur forme à donner à cette «entreprise». Pour tout contact s'adresser à Clavé Denis, 8 Place de l'Université 67 000 Strasbourg.

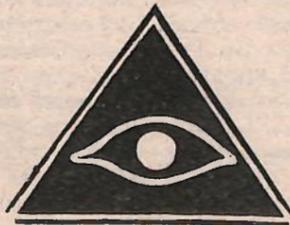
69

LE PT'IT CH'VAL. Nous voulons faire l'élevage de poneys dans le but de promenades pour enfants. Aussi nous aimerions prendre contact avec toute personne faisant ce type d'élevage, susceptible de nous aider par ses conseils. Merci. Ecrire à J. Luc Honnet 275, rue de Créqui 69 003 Lyon.

71

NUIT DU CINEMA. Organisée par Marcy-néma, le 1^{er} Avril de 21 H à l'aube, salle du Foyer Cinéma. Au programme, des dessins animés, des burlesques, des courts métrages français et deux longs métrages allemands inédits.

«Les faux poids» de Bernard Wickl (1975) «der aufrechte gang» de C Ziewer (1976). Après avoir bouffé de la pellicule les rescapés se retrouveront vers cinq heures du matin autour d'un casse croute campagnard (et en campagne) composé de produits du coin. Le dimanche 2 Avril l'association tiendra son assemblée générale où sont conviés tous les anciens et les futurs membres actifs. On y parlera entre autres des prochaines festivités cinématographiques (les 8èmes Rencontres.)



75

BIO-ENERGIE. Expérimentés et novices cherchent des gens ou groupe déjà constitué en région parisienne si possible pour bio-énergétiser régulièrement ensemble. Marchands s'abstenir. Marc Leseney, 170 Rue du Temple 75 003 Paris

L'ART ECUPERATION. Au Centre d'Art de la Rive Gauche, 8 rue de Nesle 75 006. Alain SILLY expose du 4 Avril au 26 Avril tous les jours de 14 H à 19 H sauf le Lundi. Vernissage le Mardi 4 Avril à 18 H.

CAMPAGNE POUR LES DROITS DE L'HOMME EN ISRAEL. Un colloque sur les expropriations de terres est prévu à l'occasion du 30 Mars, «journée de la terre» en Palestine occupée, qui donne lieu, chaque année à de nombreuses manifestations palestiniennes. Des participants venant de la région seront présents. Par ailleurs le MAJ -Mouvement d'Action Judiciaire- est associé à cette initiative. Le colloque se déroulera le Samedi 1^{er} Avril à 11 h et le Dimanche 2 à partir de 9 H 30 au F.I.A.P. 30 rue Cabanis 75 014 Paris -métro Glacière- avec débat et projection de films. Un programme détaillé vous sera envoyé au reçu de votre inscription. Une participation aux frais sera la bienvenue. Votre réponse est à adresser au collectif national pour la Palestine BP 146 75 263 Paris CEDEX 06.

TOUT EST PERMIS. Dans le but de constituer une association (type Loi 1901) qui permettrait de passer son permis sans trop délier sa bourse, je cherche des personnes intéressées, si possible titulaires de leur permis depuis plus d'un an. G. Filippi 38 Bis Rue Henri Barbusse 75 005 Paris.

LES PIÉTONS. Deux grèves de la circulation (qui nous l'espérons seront suivies d'autres) sont organisées mercredi 26 Avril Place d'Italie et Mercredi 10 Mai avenue du Général Leclerc. Elles consistent à bloquer la circulation en des points névralgiques et à une heure de pointe, en utilisant des moyens pacifiques et légaux (le code de la route n'interdit pas de rouler en première ni même de caler.) Association Combat Transport, 63 rue Raymond Losserand Paris 14ème. Tel 322 7285.

ANTINUCLÉAIRE. Le CAN de Jussieu projette Jeudi 30 mars à 12 H Amphithéâtre 24 Kashima Paradise (1 H 50 mn). Ce film fera l'objet d'un débat organisé le mercredi 5 avril Tour 46 0 pièce 117 à 12 H 30 (thème : avenir du mouvement). Nous rappelons que le CAN se réunit tous les mercredis à 12 H 30 Tour 46 0 1^{er} étage.

LE SCANDALE DU PASSAGE BRADY. Le péril qui menace tout notre quartier doit prendre fin. Après le nouvel incendie qui s'est produit le samedi 18 février exigeons que le passage Brady (découvert), 43 rue du Faubourg St Martin, 22 Bd Stasbourg, soit strictement interdit à toutes voitures (sans aucune exception) et entretenu, rénové, embelli. signez la pétition chez les commerçants ou chez Jacques Essel (atelier d'enseignes) au n° 1

JEÛNE-SANTÉ. Le collectif Jeûne-Santé se réunit les lundis 3 Avril, 8 mai et 5 Juin au 68 rue de l'Ouest Paris 14ème (M° Perney) pour parler du jeûne, de nos expériences et de la santé en général.

76

LIBERTAIRES. Ces temps derniers, une vague de répression s'abat sur le mouvement libertaire espagnol et en particulier sur la CNT. De nombreux camarades ont été arrêtés, emprisonnés, certains torturés ; parmi eux 4 français. Pour soutenir et faire libérer nos camarades victimes d'un soldisant régime démocratique, le collectif libertaire de Rouen appelle à une manifestation le jeudi 30 Mars à 18h-30, place de la cathédrale.

78

ELECTIONS. Protestation des écologistes. A la proclamation des résultats, Jacques Monquaut, suppléant de Jean Guéhen, et maire de Bois d'Arcy s'est cru autorisé à interpréter publiquement les votes écologistes pour masquer une cuisante défaite personnelle. André Hautot et Danielle Devillard confirment leur déclaration «nous ne sommes pas propriétaires des voix des électeurs qui ont prouvé en votant écologie leur détermination à ne pas cautionner la politique alléante des partis.» Les électeurs qui ont soutenu notre action ne seront pas dupes.

VOYAGE. Je cherche quelqu'un pouvant me faire profiter de sa voiture pour m'emmener, moi et mon bébé de 11 MOIS, à Carcassonne, dès que possible. Je peux participer aux frais d'essence. Ecrire ou passer chez : Florence Malançon, 8 rue du Puits, 78 130 Les Mureaux.

CENTRALE NUCLEAIRE D'ACHERES. Une réunion d'information au sujet de la centrale prévue à Achères (Yvelines) s'est tenue le 18 Mars. Etaient représentés la plupart des groupes de la région. Ces groupes appellent à la constitution d'un collectif d'information et d'action, élargi à tous les mouvements motivés par la lutte contre la centrale. Une réunion des délégués de ces groupes est prévue le 3 Avril, à 20 H 30 salle Coffinière (derrière la mairie) à Achères, Avenue de Stalingrad. Pour contacts, boîtes aux lettres provisoires : C.A.N.E Meulan, 14 Chemin des Sarrazins, Meulan (Tel 474 22 85) C.A.N. de la Celle St Cloud, 8 Avenue de Circourt, 78 170 La Celle St Cloud (Tel 969 47 98)

G.E.R.V., 58 Avenue de Paris, 78 000 Versailles (Tel 955 49 78) G.A.P.A. c/o Dumont, 32 Avenue Lénine 78 260 Achères.

ECOLOGIE. Le Groupe écologique de Chatou se réunit toutes les 2 semaines à partir du 4 Avril à l'Eau Vive, 15 rue d'Espremesnil Chatou (près de la piscine). Pour tous contacts écrire : M. Mme Mullard 11 rue des Landes 78 110 Le Vésinet.

82

ENFANTS. Nous sommes un groupe désireux créer un jardin ateliers d'enfants sur Castelsarasin. Nous souhaitons que le plus possible de gens de la région prennent contact avec nous pour nous soumettre leurs idées, avis, suggestions, expériences. Ecrire à : G. Diana, P. Naillon, M.H Baylac, 6 Rue des carrières St Julien 14 000 Caen.

83

AMIS DE LA TERRE TOULON. Pour qu'il n'y ait pas de confusion avec divers groupes écologiques de la région, «les Amis de la Terre» de Toulon font savoir qu'ils n'ont pas présenté de candidat aux élections législatives et n'ont pas participé à la lutte fangeuse des partis politiques. On ne transfère pas une société à coup de bulletins de vote. Le suffrage universel n'est qu'une universelle duperie. La lutte de la liberté contre l'autorité est un combat de chaque jour, et non la parodie de démocratie, où une fois tous les cinq ans, le citoyen est gentiment sollicité pour mettre dans une boîte quelconque le nom de son plus mortel ennemi : le politicien. Renseignements : Les Amis de la Terre 20 Impasse Van Gogh Ste Musse 83100 Toulon

84

ECOLOGIE. Le comité écologique demande aux sympathisants de venir le plus nombreux possible le 5 avril à 20 H 30 au local 89 rue Philonnarde. A l'ordre du jour : Bilan des élections-Présence du comité au sein d'une plateforme-Projets d'action-Effectifs militants.

90

COMMUNAUT. Cherche personnes étant fatiguées de la vie actuelle et désirent vivre autrement qui voudraient démarrer un projet communautaire prenant forme dans un an ou deux. Tout est à faire. Toutes idées pouvant nous aider à commencer seront les bienvenues. Région à définir ensemble. Ecrire Véronique Hardy, 4 rue de Hascau 90 000 Belfort.

91

C'EST POR RIRE. Vendredi 31 Mars à 21 H Centre socio éducatif Paul Baillard Allée du Québec le théâtre «Du café d'en face» présente ALOR LATÈRE CÉTÉKOMAN 1 H 30 pour rire. Pas une minute pour respirer. Entrée 12 F.

A DESSINS. Je viens de publier, (on est toujours mieux servi par soi-même) un recueil de dessins qui s'intitule «Carnet de Voyages» et que je vends 10 F + 4,80 F de port. Ecrire J.L. Lacroix, 2 rue du Chevalier de l'épée 91 150 Etampes. Tel 494 35 59.

92

CA BOUGE SUR CHATILLON. Un collectif écologique et libertaire est en train de se former sur Chatillon. Autonome face aux partis politiques et envers toute récupération il se veut une plate forme des différentes luttes. Pour tout contact s'adresser à T. le Gaaziou (et Corine) 2 rue Jean Morés 92 320 Chatillon.

Un vétéran de la marche antimilitariste de l'été dernier, Jean-Luc Lelong, est à l'hôpital...

C'est pas la grosse frite

Vétéran, écrivez-lui ! Institut Les Orchidées 3, rue A. Briand 95 580 Andilly

Sur le terrain

annonces

CHANGER LA VIE. J'ai fait un retour à la terre il y a deux ans et vis en petite communauté. Nous avons des bases matérielles solides, une exploitation d'agriculture-élevage biologique qui nous fait vivre mais nous sommes isolés sur le plan relations humaines. Je vis seul sur le plan affectif depuis un an et le contact avec des personnes ayant les mêmes aspirations est difficile. Je suis donc à la recherche d'une âme sœur pour partager la vie. J'ai 34 ans. Peut-être pouvez-vous me faciliter cette recherche. Charles Pennerath «les Baillies-sats» Cubières 11 190.

DEPART. Infirmière ciblitaire 39 ans ras le bol vie médiocre cherche ami pour partir en Asie où ailleurs vers ceux qui ont besoin d'aide. Je suis intéressée pour avoir des renseignements sur tout organisme s'occupant de rétablir la santé par des moyens naturels ou non violents et ayant des activités dans le Tiers Monde. M.T Rey Hôpital 38 200 Vienne.

VIVRE ET TRAVAILLER A GRENOBLE. Couple cherche contacts travail si possible auprès d'enfants, handicapés... et logement pas cher à Grenoble. Nous voulons vivre là bas à partir de septembre. Si on trouve un toit on peut partir plus tôt. Contacter H et M Furet 1 rue Terrien-Cocherel 49 000 Angers.

ELEVAGE. Cherche stage pour couple jusqu'à Octobre chez éleveur mouton. Ecrire Didier Jorand 3 rue des Consulons 07 100 Annonay.

SKY DE FOND ET DECOUVERTE DANS LES HAUTES-ALPES. Le prix du stage 450,00 F Pour 7 jours complets comprend : hébergement nourriture-animations-location du matériel de sky-initiation perfectionnement par des moniteurs (trices) diplômés nationaux-le transport aux lieux de sorties. Pour tous renseignements et inscription : La Chadenas Puy-Sanières 05 200 Embrun. Tel 508 à Embrun (faire le 43 91 11 et demander le 508). Le stage est prévu du 16 au 23 Avril.

NETTOYAGE. Suite à la marée noire, on est quelques uns à vouloir faire quelque chose et on serait susceptibles de descendre là bas à Paques (4ou 5 jours) pour essayer de nettoyer. D'autre part on n'a pas beaucoup de sous pour prendre le train; aussi s'il ya quelqu'un pour nous descendre prenez contact : Olivier Maître-Allain 148 Bd de Stasbourg 94 130 Nogent sur Marne. Tel 886 11 20 (aux heures de bureau)

DE BELLES HISTOIRES. J'aime raconter des histoires et les enfants aiment les histoires. Si vous voulez je peux animer l'heure du conte dans une bibliothèque. Je peux aussi venir régulièrement dans une classe, un centre culturel pour l'heure de l'histoire. Et si vous organisez une fête pourquoi ne pas faire appel à une conteuse? Marie France Eymery 34 rue d'Allion Orgenoy 77 310 S Fargeau Ponthierry.

MISE A JOUR. Répertoire audio-visuel sur l'écologie. Merci à tous les lecteurs cités dans ce répertoire de bien vouloir nous signaler leur changement d'adresse, ou leurs nouvelles réalisations audiovisuelles. -Qui connaîtrait la nouvelle adresse du Mouvement Ecologique Catalan ? Le répertoire est toujours disponible au prix de 8 F (port compris) -chèques à l'ordre de Desurmont- Ecrivez-nous 12 Clos des Capucins 59 280 Bois-Grenier. Association Lilloise pour l'écologie et l'Autogestion. note du claviériste M.E.C. 17 bis rue Paulin Testaury 66 000 Perpignan.

AU TRAVAIL. On demande un objeteur ayant déjà fait un an pour être employé au centre de documentation du Tiers Monde de «Terre des Hommes» à Paris. Contact : Annie Simon Tel 430 36 19, 28 avenue Beau Site 77 400 Lagny/ Marne.

TOURISME Si vous avez des propositions concrètes quand au tourisme alternatif en France envoyez de nombreuses informations et documentations à : Stephan G.O.C.N.V. BP 26 71800 la Clayette.

RECHERCHE.ECHANGE. Qui a trouvé une flûte à bec en bois blanc (poirier) soprano baroque marquée «King» que j'ai perdue à la frontière de Lauterbourg pendant la marche internationale, et qui voudrait me donner, vendre ou troquer (contre les premiers numéros de la GO entre autre) «Le livre des bonnes herbes» de Pierre Lieutaghi, épuisé et introuvable. Ecrire à Evelyne Horg 149 rue de Lautre de Tassigny 68 160 Ste Marie A/Mines.

APPROCHES DE VIE INTERIEURE. Sessions d'été 1978 par groupes de 15 personnes maximum. Responsable GAZELLE. Cet enseignement sera donné sous les deux aspects TRAVAIL et FETE; toutefois l'accent sera mis sur la PREPARATION CORPORELLE et la DANSE. Inscriptions renseignements : Gazelle, 91 rue de Pernety 75 014 Paris. Tel 542 33 26.

HOME SWEET HOME. Cherche maison à louer 25 km Nord/Ouest Lyon avec possibilité de cultiver jardin, 4pièces minimum, même sans confort. Ecrire à Christel Masoero, 54 rue Paul Verlaine 69 100 Villeurbanne.

TELE. A la Bonne heure : Lundi 3 Avril à 18 H Pour que vive le pain. Mardi 4 Avril à 18 H : S.A.M.U. l'hôpital hors les murs. Mercredi 5 Avril à 18 H Super 8: Histoire du lion. Film d'animation réalisé par des enfants de 8 à 12 ans.

ARENÇ. La marche c'était pas le pied mais c'était un départ. Après avoir bien débattu on a résolu nos contradictions, comme on dit, et le travail continue en trois commissions.

*Non aux expulsions.
*Popularisation montage diapos, autocollants. Commandes Collectif ARENC TODI 2 rue Philippe de Girard 13 001 Marseille. Soutien financier CCP Odile Mondon 5992 40 M Marseille.

*Lutte contre l'arbitraire, au niveau national en liaison notamment avec le Syndicat de la Magistrature qui vient de porter plainte contre Bonnet, Peyrefitte, pour atteinte aux libertés.

PRISONS. Je cherche toute information et témoignage direct sur les conditions de travail dans les prisons de Lyon : St Paul, St Joseph... Par conditions de travail j'entends non seulement les conditions d'hygiène et de sécurité, mais aussi les facteurs arbitraires de la distribution du travail, les éléments de rémunération, etc... On peut m'écrire ou me rencontrer tous les lundis soirs au local de l' ACLR, 13 rue Pierre Blanc, à partir de 20 H 30. Schaal Eric 26 rue J.B Say 69 001 Lyon.

POUR EN SORTIR. J.L.Schimpf, actuellement détenu à la prison de Eysses, cherche en vue de libération prochaine (octobre 78) un paillier possédant un véhicule. Devenu spécialiste du pallage en tout genre (de la chaise «Provençale» au fauteuil, du simple tabouret à la banquette d'angle etc), il apporterait le fric pour l'achat de la paillie et divers autres besoins, plus la patente. Il est très important pour lui que des gens intéressés lui écrivent à l'avance, sinon c'est à nouveau la catastrophe. Pour tout contact J.L.Schimpf BT B 15 Centre de détention 47 307 Eysses. Villeneuve sur Lot.

LE PRINTEMPS DE BOURGES. CHANSONS. Festival cha'sons 2 du 12 au 16 Avril 1978. Achat des billets : A la maison de la Culture de Bourges à partir du 28 Mars à 11 H. Par correspondance, du 16 Mars au 1^{er} Avril inclus.

Pour tous renseignements : Maison de la Culture de Bourges. Place André Malraux. 18 021 Bourges Cedex. Tel (36) 24 82 22.

STANDS. Dans le cadre du Printemps de Bourges une série de structures de 20/8 m, couvertes, chauffées et éclairées accueilleront chacune 10 stands de 3m de façade sur 2m de profondeur, sous forme de boxes séparés par des cloisons. Chaque box comprendra une table de 2m sur 0,8m et une prise de courant 220 V. L'aménagement et la décoration sont laissés à l'imagination créatrice des participants. Pour tous renseignements s'adresser à Bernard Batzen Bulle 16 Place du Parlement 33 000 Bordeaux.

CITÉ INTERNATIONALE UNIVERSITAIRE. Théâtre : LA GALERIE du 1 au 8 avril à 20 H45 sauf dimanche et lundi. La comtesse d'Escarbagnas. Les Femmes Savantes de Molière. GRAND THEATRE du 1 au 8 avril à 21 H sauf dimanche lundi et mardi : Yvonne, princesse de Bourgogne de Witold Gombrowicz. LA RESSERE du 1 au 8 avril à 21 H sauf dimanche et lundi : Le pantomime blanc de peur Création originale et réalisation de Maximilien Decroux.

AUTOCOLLANTS. Cruas-Meysses. Le comité diffuse ses autocollants : *L'hexagone fête de mort, 17 cm en jaune, vert et rouge. *Lutte antinucléaire = Légitime défense, longueur 23 cm en blanc. *La carotte de Dubouillon, rond 17 cm en blanc. 3 F à l'unité, 2 F par plus de 10, 1 F 70 par plus de 100. Chèques à la commande à J.P Antoine 07 700 Saint-Remèze.

MONTAGE AUDIO-VISUEL SUR LE RENARD ET LA RAGE. La Fédération Rhône Alpes de Protection de la Nature section Isère vient de réaliser un montage sur le renard et la rage. Afin de permettre son utilisation la plus large, il est impératif d'en vendre 100 exemplaires en France. Nous lançons donc une souscription au prix de 300 F le montage (80 diapos + commentaire écrit + son). Si ce montage vous intéresse envoyez un acompte de 100 F. Si 100 montages sont vendus, nous vous l'envoyons dans un délai de deux mois. Sinon vous serez remboursés. F.R.A.P.N.A. 22 rue Saint Laurent 38 000 Grenoble. C.C.P. 445 15 U Grenoble.

SPECIAL AUDIO-VISUEL. Montage vidéo «Aujourd'hui Malville... demain la France». Vidéo de 29 mn (1/2 pouce nouvelles normes). Document sur la violence de l'Etat essentiellement basé sur le témoignage de Michèle Grandjean bléssé à Malville en Juillet 77. Production et diffusion : Son Image Nature 38. Y. Carayon 110 Galerie de l'Arlequin 38 100 Grenoble. Tel 54 03 27 (poste 202). Location 70/jour + frais d'envois + caution 130 F. Vente copies 200 F.

MEDIA. De multiples côtés, la question des médias est à l'ordre du jour... Un débat ouvert se porte plus particulièrement sur le front des ondes autour des interrogations suivantes : quel droit nouveau régira le domaine des communications ? qui aura le droit d'émettre ? qui décidera des autorisations ? qui financera ? les «sans paroles» d'aujourd'hui auront-ils accès aux ondes ? dans quelles conditions ?

Qu'il s'agisse des expériences balbutiantes mais prometteuses des «radios libres» désireuses de soustraire la communication sociale à l'emprise dominante de l'Etat, du parisianisme, de la publicité et du quasi monopole des grands quotidiens régionaux, qu'il s'agisse -dans le camp opposé- des appétits qui s'alimentent du côté des groupes bancaires dans l'attente de la libéralisation des ondes autour des projets de radio-télévision commerciales, chacun se sent bien qu'une période nouvelle s'ouvre... Mais ce débat tendu vers l'avenir et les horizons radieux (et contradictoires) de la libération des ondes s'embarasse peu de l'Histoire : celle des moments où les appareils de communication -et la radio au premier chef- ont révélé qu'ils ne sont pas seulement des machines à sous ou des outils d'expression et d'information, mais qu'ils sont aussi des machines de guerre d'un genre spécial.

Chili de l'Unité Populaire, Portugal de la Révolution des Oeillets, invasion de la Tchécoslovaquie en 68, et plus enfouis encore dans l'oubli collectif, la guerre d'Algérie, la Résistance, le Front Populaire, les fascismes allemands et italiens, autant de moments où les émetteurs de radio et les imprimeries de presse sont apparus dans les arsenaux des classes, des Etats, ou des mouvements de libération comme des armes dans des stratégies de conquête, de résistance ou d'oppression. C'est pour lire dans cette histoire des médias des éléments de nature à éclairer les débats en cours sur l'avenir des moyens de communication, c'est aussi, disons-le, pour inquiéter cet «angélisme communicationnel» qui s'empare aujourd'hui de certains militants des ondes pour lesquels la radio en soi est porteuse de démocratie, que nous avons enquêté sur l'expérience de Radio Renaissance au Portugal et sur le fonctionnement de la radio dominante en France. Ce travail, fruit d'une recherche collective d'une année, se présente sous la forme de 2 montages audio-visuels de 15 minutes chacun environ. Destinés à introduire débats et réflexions sur la variété des usages qu'une société peut faire de ses moyens de communication, ces montages s'adressent en priorité, par leur forme vivante et documentaire, à deux catégories de publics : Lycéens de classes terminales et étudiants; militants d'associations culturelles, familiales et syndicales.

Ces montages déjà utilisés dans la région grenobloise sont désormais disponibles au prix de 200 F l'unité. Vous connaissez sans doute l'importance... et les difficultés de la diffusion dans le secteur de l'audiovisuel artisanal. C'est pourquoi nous comptons sur vous pour parler de, faire acheter, acheter ces montages. Merci d'avance ATOHOM : Atelier Technique et Critique sur l'Histoire, l'Organisation et les Usages des Médias. 10 Galerie de l'Arlequin appartement 4317 38 1000 Grenoble. Tel 23 36 97 ou 09 09 16.

UN ACCORD NATIONAL IMPORTANT POUR LA DEFENSE DES EXPROPRIÉS ET LA PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT. Devant le développement des procédures d'expropriation, et devant l'aggravation des nuisances et des atteintes à l'environnement, des Associations Locales, Départementales et Nationales ont décidé de coordonner leurs activités.

Sur le plan national, un accord est intervenu entre :

- La Confédération des Associations des Expropriés et Victimes de l'Environnement.
- Le Bureau de Défense des Expropriés.
- L'Association Nationale des Jardins Familiaux.

Une Convention Nationale s'est tenue récemment, en présence de plusieurs dizaines de Délégués Départementaux et Régionaux venus de toute la France.

Il a été décidé de coordonner les activités des différents Organismes qui assureront au sein de la Confédération Nationale :

- la représentation des Expropriés et Victimes de l'Environnement, auprès des Pouvoirs Publics.
 - et la Défense des Expropriés et Victimes de l'Environnement et des calamités publiques
- Un développement des Associations Départementales et Régionales a été décidé, de manière à assurer la défense des intérêts des Expropriés et des Victimes de l'Environnement, dans tous les Départements du Territoire.

En troisième lieu, une lettre ouverte a été adressée à tous les partis politiques leur demandant de répondre à 10 questions précises sur le renforcement des droits des Associations de Défense de l'Environnement et des Expropriés. Sur le plan national, à côté du Secrétariat Principal, s'est mis en place un Secrétariat Annexe, et Maître Jean Michel Roche, Avocat à la Cour de Paris, Spécialisé dans les questions d'environnement, d'urbanisme et d'expropriation, a été désigné comme Délégué Administratif National. Grâce à cet accord, la Confédération Nationale, en liaison avec l'Union Nationale des Propriétaires Immobiliers, plus d'un million de personnes.

Cet accord national marque la naissance d'un vaste mouvement représentatif et désormais les Pouvoirs Publics, les expropriants auront en face d'eux, un organisme soucieux, en toute indépendance d'assurer la protection de l'environnement et la défense des droits des Expropriés.

Secrétariats de la Confédération : -17 rue Marilyn Calais BP 151 & 1^{er} Calais Cedex Tel 34 76 76.

-60 Boulevard Malesherbes 75 008 Paris Tel 387 14 07.

Secrétariat du Bureau National de Défense des Expropriés : 8 rue Falguière 75 015 Paris Tel 567 81 88.

Amis de la Terre du Bas Rhin c/o J.F Gerak, 4 rue du Languedoc 67 150 Erstein.

chronique des insurgés

54

PROCES. Celui de F. Marchand aura lieu le 19 avril au TGI de Nancy à 8h,30. Venez nombreux!

57

PROCES. Le procès en appel de Pierre Lebrun aura lieu à Metz à la cour d'Appel le 11 Mai. Il a écopé au match aller de 6 mois de prison ferme. C'est la peine la plus sévère prononcée contre un objeteur présent à son procès. On organise le 6 Mai une manifestation du type «6 heures sur la défense»

61

RENOUVEAU DE LIVRETS MILITAIRES A ALENÇON. Le mercredi 1^{er} Mars nous sommes une vingtaine dans le palais de justice. Entre deux audiences nous levons le panneau «renvoi de livrets militaires». Le juge nous ordonne de sortir et fait prévenir la police. Là nous lançons serpentins, fleurs, boules jaunes, le tout dans le silence et nous partons à la poste en faisant un détour par le centre ville. Les flics vexés de ne pas nous avoir trouvés au tribunal font irruption à la poste. Nous nous asseyons tous. Les flics excités essayent d'embarquer deux d'entre nous qu'ils doivent, sur demande du procureur, ramener au palais de justice pour passer en flagrant délit pour outrage à magistrat... Spontanément nous nous agrippons les uns aux autres après avoir étreint violemment nous nous retrouvons à l'Hôtel de Police. Résultat : 12 fichés dont 3 meneurs (il faut jouer la division) Plus de flagrant délit mais menaces de poursuites pour tous pour outrage à magistrat. Depuis diverses pressions de la police et 2 nouveaux renvois de livrets. Quant au procès ?

75

COMIT3 LARZAC PARIS. Pour avoir marqué sa solidarité avec les paysans du Larzac en renvoyant son livret militaire, Pierre Cros a été jugé et condamné à 2 ans de privation de droits civiques (et 500F d'amende). Devant cette atteinte à la liberté d'opinion, P. Cros fait appel. Le procès aura lieu le vendredi 31 mars à 13H à la cour d'appel (11^e chambre correctionnelle) Palais de Justice de Paris. Réunion publique d'information-conférence de presse jeudi 30 mars à 20H,30,228 rue du Gf St Honoré, 75008, Paris.

78

PROCES. J.P Lafay et J.L Vincent, déjà condamnés à 6 et 4 mois de prison avec sursis par le tribunal de Nanterre, sont convoqués devant la cour d'appel de Versailles, pour le même motif de désertion, à la demande du procureur qui trouve la première condamnation trop clémente. Ce procès aura lieu le Vendredi 7 avril à 13 H 30 au tribunal de Versailles à la 8^{ème} chambre. Ecrivez ou télégraphiez au tribunal, envoyez des pétitions, venez nombreux à ce procès qui doit être celui du service civil et de l'armée. Nous ne pouvons compter que sur vous pour nous aider. Pour tous renseignements, écrire au CLO Paris qui s'occupe de l'affaire.

UN JOURNAL. Parution d'un nouveau mensuel réalisé par le COLLECTIF DES ANCIENS ENGAGÉS, regroupement de plusieurs dizaines d'ex officiers et sous-officiers d'active qui entendent dénoncer les réalités de l'institution militaire. Ses buts : -Informer sur la réalité de l'engagement. -Combattre les excès actuels de l'armée. -S'opposer à la militarisation croissante de la société civile. Secrétariat : Le Cun. La Blaquèrerie. 12 230 La Cavalerie.

JOURNAL. C'est celui du comité de soldats du 538^{ème} G T L La Rochelle. «Soldats en lutte» Son titre dit bien ce qu'il veut dire. A lire pour avoir des informations sur la lutte à l'intérieur des casernes.

DOCUMENT. C'est celui qui vient de publier le comité de soldats sous le titre «enquête civile sur la mort de Christian Bonnetoy soldat au 75^{ème} R.I de Valence.» Un tas de renseignements et d'informations. Pour tous contacts écrire C.S.L.S. c/o PSU 4 place Belat 26 000 Valence.

OBJECTION. Le CLO Paris informe que sa réunion mensuelle le 1^{er} samedi de chaque mois aura lieu le 1^{er} Avril, de 14 à 18 H au 46 rue du Pré St Gervais, 75 019 Paris, métro Place des Fêtes. Cette adresse est en passe de devenir définitive (sous réserve d'expulsion, bien sûr).

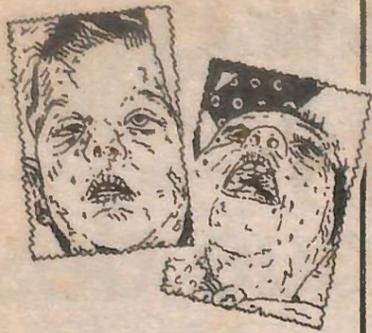
ABONNEMENT

170 à 250 F selon vos revenus:
180 F minimum pour l'étranger:
150 F collectivités:
75 F cas sociaux patentés, chômeurs, objecteurs, insoumis, taulards:

Chèque bancaire ou postal à l'ordre de: Editions Patatras BP 26 71 8000 La Clayette. (écrire en capitales)

Nom.....
Prénom.....
Adresse.....
.....
Ville.....
Code.....

Panique



ON croit ou on ne croit pas aux coïncidences. Ces temps-ci, je trouve qu'elles se bousculent.

Ce dimanche soir, des dizaines de milliers de tonnes de brut se dégueulent d'un pétrolier cassé en deux sur les côtes bretonnes.

Ce vendredi soir, Hélène et moi sommes allés voir «Panique». film franco-québécois de Jean-Claude Lord qui vient de sortir sur les écrans parisiens.

Et tout se mélange: Panique, c'est l'histoire d'un Minamata québécois, d'un Seveso du nouveau monde. Au Québec, on le sait, les indiens du «Moyen Nord» commencent à subir les conséquences de l'intraçable pollution mercurielle que connaissent les eaux québécoises: mercure par dizaines de tonnes, entrant dans le processus de fabrication des pâtes à papier, déversé sans précautions de puis des années dans les rivières de ce pays de forêts et d'eau.

Panique, c'est l'histoire à peine accélérée de l'empoisonnement de centaines d'enfants, de fœtus et d'animaux par les rejets toxiques d'une usine pilote de la «JIT», multinationale exploitant les fantastiques forêts québécoises pour en faire du papier.

Corruption, clientélisme, chantages. Le gouvernement «libéral» de ce pays si démocratique, si «présentable», aussi lié aux dirigeants de la JIT que Giscard l'est au groupe Empain. Ces politiciens ne reculeront devant rien, en parfaite connivence avec l'usine, pour camoufler les responsabilités.

Bien sûr, comme à Minamata, comme à Seveso, l'entreprise prend intégralement en charge les familles touchées par le «mal de la JIT» à vie. A mort.

Il faudra une véritable conspiration («conspirer c'est respirer ensemble» dit-on à Bologne) pour faire éclater la vérité. Un groupe de parents d'enfants victimes de cette maladie (dont les symptômes rappellent exactement ceux du mal nippon), syndicalistes de l'entreprise pour certains, détournent une émission télévisée en profitant de la présence du premier ministre otage impuissant de ceux que seule la révolte anime.

Tout au long de ce film, et jusqu'à la fin, ce n'est pas le «frisson sublime» qui est recherché. Le réalisateur ne cesse de situer les responsabilités de ce drame qui n'est pas une fiction, ni au Québec ni au Japon ni en Italie ni en France. Il ne cesse de démontrer et de répéter que tout cela se passe avec la complicité active du pouvoir politique, démocratie de façade, policier et corrompu jusqu'aux racines.

Ça se termine sur un appel...aux enfants: «Descendez dans la rue, tous. Oui, il y aura des flics. Mais vous serez si nombreux qu'ils ne pourront rien!»

Lord et ses complices, à leur manière, ont...détourné le système, habilement et sans pudeur. Sous l'apparence d'un film-catastrophe dragueur, ce qu'ils lancent dans la mare, c'est le cri de Fournier, le cri muet des empoisonnés des sociétés industrielles.

C'est, pour en sortir, un seul espoir: que chacun fasse un pas de côté!

Allez ou n'allez pas voir Panique. Mais envoyez-y au moins vos amis à convaincre. La suite de l'histoire... dans La Gueule Ouverte.

Emmanuel de Severac

Radio-bio parle aux écolos: «Les carottes sont crues...»

La conservation des légumes par lacto-fermentation.

Pour ceux qui ont besoin d'arracher les navets d'hiver pour semer les salades de printemps, pour ceux dont les dernières carottes menacent de pourrir en cave, pour ceux qui en ont marre de manger des choux et encore des choux, et pour toutes vos prochaines récoltes que je vous souhaite abondantes et vigoureuses, voici une solution écologique à la conservation des légumes.

La lacto-fermentation est un procédé que nous connaissons surtout pour la fabrication des yogourths. Le sucre du lait fermente, l'albumine se précipite en flocons, le lait devient alors parfaitement digeste ce qu'il n'était pas auparavant, notre flore intestinale n'étant plus celle d'un bébé et encore moins celle d'un veau nouveau-né. Cette fermentation peut également être pratiquée avec le sucre des légumes eux-mêmes. Retenons ici surtout le procédé de conservation, mais on peut y ajouter que les légumes ainsi conservés sont délicieux et que leur valeur alimentaire est d'un grand intérêt (présence de ferments et de vitamines...)

Beaucoup de légumes du potager peuvent ainsi être conservés: choux, betteraves rouges, carottes oignons, céleris, haricots verts, navets, tomates, cornichons... Les récipients que l'on choisira sont de trois sortes: soit des pots en grès à joints hydrauliques (le couvercle repose dans une rigole pleine d'eau qui assure l'étanchéité), soit dans des bocaux genre «Le Parfait» à joints de caoutchouc (ceux-ci sont réutilisables à l'infini, aucune stérilisation ne les cuit!), soit dans des pots à capsules à vis du commerce, ou mieux, récupérés dans des décharges (il est préférable que la capsule soit d'origine pour garantir l'étanchéité).

Le choix des récipients est surtout dicté par l'importance de la récolte, de la communauté ou du goût de chacun. Mais à tous les frustrés

de trois têtes de choux et de quatre navets dans un mouchoir de poche de jardin de banlieue, je peux assurer qu'on peut réussir de la très bonne choucroute dans un pot de confiture de 350 grammes!

C'est rapé...

La préparation des légumes est toujours la même. Il faut hacher les légumes crus le plus finement possible. Pour de grosses quantités, la râpe à choucroute est très rapide et parfaitement adaptée (j'ai rapporté la nôtre d'Allemagne; en existe-t-il en France, qui peut me communiquer une adresse?). Pour de petits bocaux la râpe à légumes convient très bien. Quant aux autres légumes (concombres, tomates...) il suffit de les couper en fines lamelles. Les haricots verts doivent être fins et coupés en deux. Le but de cette opération est de faire éclater un maximum les cellules végétales pour qu'elles rendent leur jus.

Ensuite, il faut tasser les légumes avec un fouloir en bois pour les gros pots ou un pilon à sel pour les petits pots (bref, avec une bûche.) Bon, j'ai oublié de parler du sel! Ce sel sera distribué entre chaque couche de légumes. Il en suffit de très peu, en général 25 grammes par litre pour les concombres, poivrons, haricots, choux et beaucoup moins (15 grammes par litre) pour les légumes plus sucrés (carottes, céleris, etc).



Photo: Gallocher DR

Revenons-en à ma bûche. Les légumes doivent baigner entièrement dans le liquide. Soit le liquide qu'ils ont eux-mêmes craché à force de foulage, soit le liquide qu'il faudra rajouter avec toujours la même quantité de sel. Il est conseillé aussi d'ajouter beaucoup d'épices à ces préparations: de l'aneth, du thym, du cumin, des clous de girofle, du coriandre, de la sauge... les épices ont la propriété d'enrayer les fermentations indésirables. Précieuse propriété puisqu'il s'agit dans ce procédé de conservation de privilégier la fermentation lactique et d'empêcher les autres bactéries de fermentation de s'installer. On peut également tenter des mélanges de légumes selon ce qu'offre le jardin: tomates, concombres et oignons, haricots verts et concombres, concombres et choux fleurs, au gré de votre imagination et au gré (ou au mal) de votre goût.

Pour aider au démarrage de la fermentation, il est bon de conserver les pots et bocaux à la température d'une pièce d'habitation (en hiver sur un radiateur ou au chaud de la cuisine...) pendant huit jours, puis de les entreposer au frais.

Pour les petites pièces, moins de deux litres, il faut souvent amorcer la fermentation avec une cuillère à soupe de petit lait que l'on ajoute à la préparation. La fermentation s'annonce par des glouglous, des frrrruut..., des dégagements de gaz.

Les légumes ainsi préparés se conservent un ou deux ans. Le bocal entamé, plusieurs jours, le pot en grès plusieurs mois, à condition de bien toujours laisser assez de liquide à la surface. Il est bon de consommer ces légumes crus, en salade de préférence, pour bien profiter de toutes leurs propriétés. Il suffit d'y ajouter un peu de bonne huile ou de mayonnaise pour en faire un hors d'œuvre excellent. La lacto-fermentation est depuis longtemps un gage de bonne santé pour les peuples qui la pratiquent (choucroute en Allemagne, concombres en Russie bortsch en Pologne, yogourths bulgares, tamari pour les japonais...). La cuisson rend ces légumes indigestes, comme c'est le cas notamment pour la choucroute (sans parler de la charcutaille qui l'accompagne généralement).

L'anti-cuisson

Le grand intérêt de la lacto-fermentation, c'est justement qu'elle est une anti-cuisson (du sel et de l'eau, pas de feu) et qu'elle produit pourtant une transformation favorable à la digestion, qui vitalise les légumes au lieu de les réduire à l'état de cellulose morte comme le fait la stérilisation. Il devient inutile et «criminel» de continuer à pousser des feux de deux heures d'ébullition quand il fait 40 degrés à l'ombre dehors... Encore un coup de cette pseudoscience qui ne s'occupe que de la matière morte au lieu de se préoccuper de la matière vivante! Transformer de la cellulose, matière végétale morte à la limite du minéral, en humain, qui le peut, sinon au détriment de la santé? La lacto-fermentation est, au contraire, un progrès vers l'animation: la matière végétale vivante fait un pas vers la matière animale vivante (ferments et non pas cadavre...). Les aliments ne doivent pas se contenter d'apporter à l'homme des substances nutritives elles doivent aussi lui apporter les forces vitales nécessaires pour accroître en lui la vie.

Anne Marie Moussu

PS: Merde alors, tout un texte sans une seule citation de Steiner! Mais vous l'avez deviné, c'est lui qui m'inspire dans cette recherche et le jus de betterave fermenté est un remède très employé dans les cliniques ou l'on soigne le cancer selon les données de Rudolf Steiner. Ce jus a le pouvoir réel et éprouvé de favoriser la différenciation cellulaire.

APPEL DES «HORS LA LOI DES CORBIÈRES»

Bernard et Jeannette Gaschard et leurs quatre enfants sont, depuis le 9 mars 78, des «hors-la-loi». Le Président du Tribunal de Grande Instance a en effet pris la décision de les condamner, comme «occupants sans droit ni titre»:

- à l'expulsion des ruines et garrigues à l'abandon qu'ils «occupent» illégalement et ont transformé en outil de travail: fromagerie, cultures, pacage;
- à une astreinte de 100 F par jour (pour verser au Comte d'Alençon) à partir du premier avril 78, s'ils n'ont pas quitté les lieux.



• ILS REFUSENT CETTE CONDAMNATION POURQUOI

— Le juge des référés n'est saisi qu'en cas d'urgence. Quelle urgence invoque le Comte d'Alençon? A-t-il besoin des ruines et de la garrigue, dont les Gaschard ont besoin tous les jours? N'a-t-il pas assez avec les châteaux qu'il se vante de posséder (4000m² de toitures, a-t-il dit)

— Comment la «justice» peut-elle condamner une famille d'agriculteurs à payer 100F par jour l'usage de deux Ha de garrigues et des ruines abandonnées, à un riche oisif qui possède 220 Ha à côté et qu'il abandonne?

• ILS ONT DONC DECIDE :

— De s'opposer à toute saisie des biens (fromages, matériel de fromagerie, chèvres) se trouvant dans les lieux occupés illégalement

- De faire appel de la décision du Tribunal de Carcassonne, par la voix de leur avocat: François Roux de Lunel

- D'attaquer le Comte d'Alençon pour obtenir qu'il couvre les ruines à l'abandon. En effet du fait de leur abandon, ces ruines laissent passer l'eau de pluie qui envahit par dessous le mur mitoyen, l'habitation des Gaschard.

L'évaluation des dommages, constatés par huissier, sera demandée au Juge des référés, vu l'urgence.

Ils remercient des nombreux témoignages de sympathie et de solidarité qu'ils ont reçus, soit directement, soit entre les mains de leur avocat.

Un comité de soutien aux hors la loi des corbières est créé, il s'est fixé un double objectif:

- le soutien financier pour le procès en appel: il faut réunir environ 3000 NF (CCP B Gaschard 1834 90 S Montpelier, préciser «hors-la-loi»)

- l'élargissement de l'occupation, pour cela écrire une lettre au Comité de Soutien aux hors la loi des Corbières, Carrus-Maironnes, 11220 Lagrasse, se déclarant:

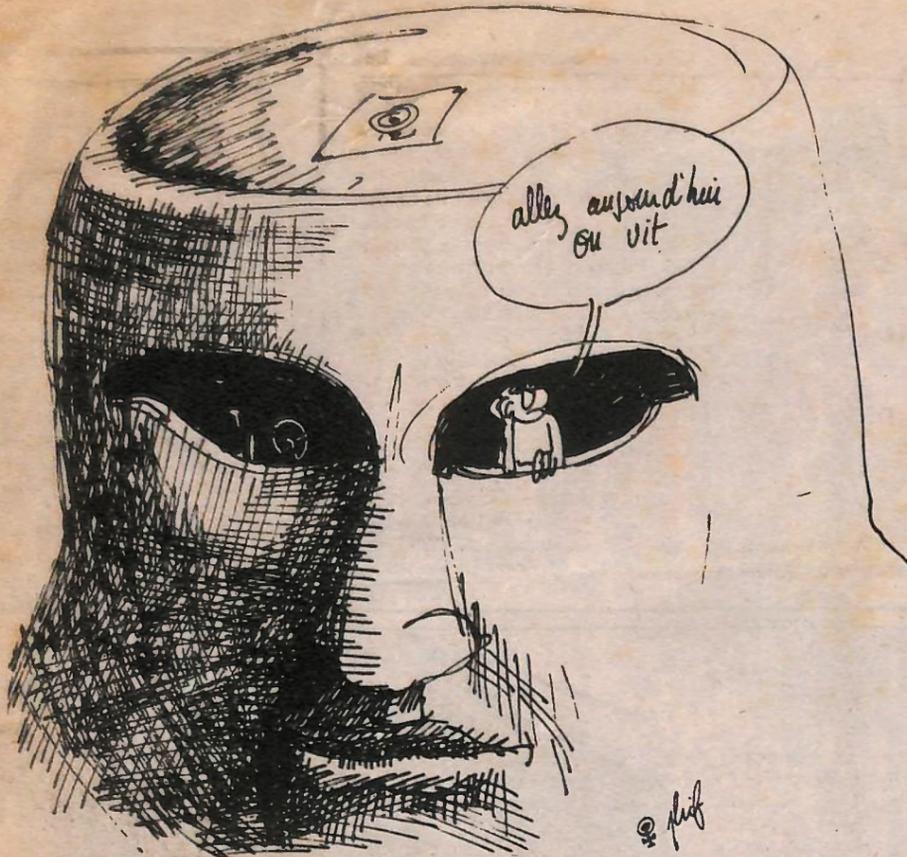
- solidaire de l'occupation des terres à l'abandon dans les Corbières

- co-occupant de l'outil de travail créé par B. et J. Gaschard sur les biens abandonnés du Comte d'Alençon. La lettre peut être collective, elle doit être signée et porter clairement le nom et l'adresse du signataire.

La croisée des mots

Les récentes élections ne sont évidemment pas étrangères au choix des quatre articles ci-dessous, qui sont assez proches, comme les précédents, par le sens. J'aurai bien aimé pouvoir m'étendre d'avantage sur « changement ». Mais à vrai dire, la perspective que je développe ici est à la limite de mes propres capacités...

Certains m'ont déjà reproché de ne pas prendre les mots dans leur sens habituel. Comme si j'avais l'ambition de réécrire leur dictionnaire ! Ils m'ont donné l'occasion de me mettre en colère contre ce qu'on appelle le « contenu » des mots. Qu'est-ce que ça veut dire ? En gros, qu'il faut le respecter, même s'il est croupi. Gardez votre vaisselle sale, il est bien vrai que le langage a servi jusqu'ici avant tout à conditionner, au sens où on conditionne les confitures et les médicaments. Nommer, c'est définitif, c'est emballer, et c'est parti pour un commerce dont les penseurs patentés ont tout le profit. Est-ce qu'il doit toujours en être ainsi ? A nous, donc, de casser la logique du conditionnement, et tant pis si ça fait des miettes, et dans ma tête pour commencer !



abus

L'écologie politique a commencé par la dénonciation d'un certain nombre d'abus qui menaçaient notre sécurité matérielle et idéologique (1). Nous allions tous crever, et aucune des valeurs auxquelles nous étions attachés n'allait y résister.

Or la notion d'abus, qui continue de hanter nos pamphlets, est toute démagogique. Elle permet de dénoncer à bon compte la méchanceté des autres sans avoir à expliquer pourquoi elle réussit. Elle se réfère à un Ordre idéal. Elle introduit enfin un nouveau projet de société sur une base répressive (réglementations diverses, auto-surveillance, chasse aux sorcières écologique).

Il n'est donc pas étonnant, dans ces conditions, de voir l'écologie politique tendre à se constituer en parti, une triple tendance au réformisme, au moralisme et à la haute surveillance (rendue encore plus jalouse du fait que chacun, promu responsable, sera appelé à faire la police).

La première parade possible, pour enrayer ce déroulement, est d'observer qu'il ne peut y avoir d'existence sans abus. Quoi que nous fassions, nous abusons ou sommes en route vers de nouveaux abus. Toute idée de pureté, d'ordre, d'harmonie, est en elle-même un abus.

Allons-nous, après cela, sombrer dans le pessimisme ? Adopter une attitude d'abandon ou de repli ? Lancer la mode du ne-rien-faire ? Non ! C'est au contraire le moment de mettre en place une attitude non-violente, humoristique. Car nous sommes liés à nos adversaires dans et par l'abus : nous avons à lutter avec eux et non pas seulement contre eux, et en particulier déjà contre l'idée d'ordre*

(1) En toute justice il faudrait faire remonter l'écologie politique à la période d'avant-guerre. Voir notamment la revue « Esprit » de 1932 à 1938 et ses interrogations souvent radicales sur la technique, le progrès, etc. C'était déjà, pratiquement d'un bout à l'autre, la dénonciation ou la crainte de l'abus : une sorte de procès en abus qui fait le lit de toutes les bonnes consciences (on vous l'avait bien dit...!).

crise

● A) Les deux notions de *pouvoir** et de *crise** sont indissociables. C'est en effet chaque fois *une crise*, c'est à dire un certain état de manque ou d'insécurité*, qui entraîne l'institution de rapports de dominant(s) à dominé(s). Mais il n'y a aucune raison pour que la crise cesse ou que le pouvoir s'efface, puisque ce dernier se réengendre continuellement par les mesures qu'il prend et qui ne font jamais que modifier ou ré-engendrer la crise... (1)

● B) L'intention de prendre le pouvoir - ou de résoudre une crise, cela revient au même - à le choix entre deux voies :

● Vous prétendez résoudre la crise autrement que le pouvoir établi. Héritant de sa crise, vous serez conduits à reprendre tôt ou tard les mêmes mesures que lui, souvent avec moins de talent. Et vous serez finalement bien aise d'une guerre, d'un coup d'état ou d'un changement de couleur électorale que vous pourrez tenir pour responsables de vous avoir empêché d'aller jusqu'au bout de vos intentions

● Vous prouvez que la crise n'est pas celle qu'on croit mais infiniment plus grave. Et qu'on vous la cache, et qu'on y a intérêt. Au catastrophisme se mélange automatiquement la dénonciation d'un « complot* ». Et vous

voilà parti pour fusiller et emprisonner.

● C) Chaque fois qu'elle entonne le refrain de la crise, l'écologie politique fait de la démagogie à l'insécurité et donne au pouvoir des gages. C'est ainsi qu'elle a déjà donné prétexte à quelques trains de règlements favorables aux industriels de la dépollution et aux sangsues de parcs nationaux.

● D) Quand un écologiste pense les choses dans le cadre de la notion de crise, il se comporte de telle sorte qu'il n'a plus qu'à espérer la constitution d'une « force politique à vocation majoritaire », c'est à dire la formation et la victoire d'un parti.

● E) Nous avons été si bien conditionnés par tous les pouvoirs à croire qu'il y avait et qu'il y aurait toujours crise que ne plus raisonner en terme de crise semble de l'irréalisme pur. Apparait ici la ruse géniale de cette notion : ne pas l'utiliser, c'est donner à penser que le pouvoir a tout résolu, et s'en servir, c'est se donner des maîtres ou prendre le chemin d'en devenir !

(1) Pour plus de détails sur les différentes formes de crises et la nature même de la crise, v. article insécurité.

complot

Des traites agissent par dessous pour nous empêcher de réaliser ce que nous devons. Mais nous les connaissons, et leurs manœuvres ! Faites-nous confiance : nous les mettrons hors d'état de nuire. Quant à ceux qui essaieront d'arrêter la justice, ils se désigneront d'eux-mêmes comme leurs complices...

A quelques variantes près, cette phraséologie grotesque a toujours cours et ne demande qu'à reprendre du service (1). La *logique du complot* est en effet des plus faciles et doit probablement son succès à une imagerie infantile, celle de *la bande*. Au départ, elle se contente d'innocents constats qui mettent en scène des acteurs sociaux généralement nommés au pluriel : les gens, les femmes, les paysans, les immigrés. La conversation s'anime, le journaliste cherche des formules, et l'amalgame commence, autour d'un « ils » injurieux : les bouseux, les mecs, les crouilles... Ainsi se constitue un groupe ennemi, dont les membres obéissent tous à des impulsions inscrites dans leur nature, ou aux mêmes intérêts, ou aux mêmes chefs. Au terme de cette régression mentale, il ne reste plus qu'à s'armer ou exiger un pouvoir fort. On est passé de la totalisation (ils, « les... », eux, les autres) au totalitarisme.

La logique du complot se retrouve dans tout le discours politique et empoisonne les analyses faites autour du thème des luttes de classes*. L'écologie est loin d'en être purgée. Les non-violents ne se gênent pas non plus de recourir à sa violence. Il suffit de montrer que certains intérêts convergent pour suggérer une alliance. L'ennemi étant nommé, contre lequel il faut s'unir, on se sent déjà plus fort... Sans qu'ils s'en rendent compte, les journalistes et autres écotiers qui pratiquent ce sport préparent l'arrivée du Chef qui saura désigner « le complot nucléaire » aussi bien qu'Hitler désigna le « complot juif », ou les désigner, eux, écologistes, comme étant liés au « complot » contre le progrès social.

Quelle que soit sa nature, le « complot » auquel aboutit la logique du complot doit être considéré comme l'expression aigüe d'une maladie mortelle : le désespoir politique*. C'est le réflexe typique de la bête de pouvoir blessée qui n'a que le délire pour convaincre.

V. *pouvoir, féminisme, logique.*

(1) Cf René Andrieu, du PC : « Lettre ouverte à ceux qui se réclament du socialisme » (Albin Michel) et qui « complotent » évidemment avec Giscard.

changement

Abus, crise, complots... Rien ne va plus : il faut que ça change ! Mais comment s'y prendre ? La recette est connue : on procédera à un dosage original des sept agents traditionnellement considérés comme des facteurs de changement, à savoir : 1. L'homme providentiel ; 2. La classe sociale providentielle (substitut chrétien ou laïque de la « race élue ») ; 3. L'Armée ou les Milices Populaires ; 4. Les militants instruits des beautés du prochain Ordre Social et de la meilleure manière de les faire connaître aux multitudes ; 5. Les institutions ; 6. L'économie ; 7. La morale...

● *Radicalement* : Pourquoi ne pas considérer le changement comme n'importe quel autre de nos « besoins » ? Or nous savons désormais que nous avons besoin de nous déplacer, par exemple, pour jouer aux automobilistes bien plus que pour faire des courses. Que nous mangeons moins pour nous nourrir que pour un certain nombre de rituels et consommer des signes alimentaires (vian - de = force, vin = joie, etc.) qui nous situent dans la hiérarchie sociale. N'avons-nous pas besoin du changement, de même, plutôt pour faire joujou avec les

prétendus facteurs de changement énumérés ci-dessus que pour obtenir du changement ? On s'expliquerait beaucoup mieux, de cette manière, pourquoi la misère, la répression et l'attente des gourous ont si peu changé depuis qu'on s'active au changement...

● *Critique* : Cette hypothèse semble seule capable de rompre avec une idéologie du changement avant tout destinée à donner le change au profit d'une classe politique. De même que vous ne pouvez pas vous passer de manger, les choses ne peuvent pas ne pas changer. Ceux qui se donnent pour responsables de notre histoire le sont au même titre qu'un plat est « responsable » de notre satiété. Ils donnent une couleur particulière à un besoin, mais quel besoin avons-nous de cette couleur précise ? Quel besoin avons-nous d'homme ou de classe providentiels, de nous engager comme militaires ou militants, de tout rapporter aux institutions, à l'économique et au moral ? Essayer de répondre à ces questions permettrait probablement de mieux comprendre ce qui rend possible Pinochet, la torture et le goulag.

SOMMAIRE 203

La Bretagne crève sous le mazout. P3 à 6

Et pendant ce temps, les journaux continuent de paraître. P7

L'Assemblée Nationale devient anti-nucléaire. P8

Et les militants CFDT découvrent que le ministère de l'environnement ne sert à rien. P9 à 12

Tout ça n'empêche pas de parler des bouquins des copains. P13

L'Etat est tellement odieux, qu'il s'immisce jusque dans nos têtes. P14

Anne-Marie Moussu nous explique comment conserver les (grosses) légumes. P18

Lambert vous attend à la croisée des mots: P19

Les rubriques habituelles courrier P2, enragés P15, terrain P16 et 17.



Administration
BP 26
71800 La Clayette

Téléphone : (85) 28 00 24

Télex : ECOPOLE 80 16 30 F

Notre télex est à la disposition des lecteurs. Par l'intermédiaire d'un poste public Télex PTT, il est possible de nous envoyer des articles.

De même, nous pouvons recevoir des communiqués, qu'à notre tour, avec notre propre télex, nous pouvons rediffuser à la presse (dans ce cas, mettre «à rediffuser» en tête du message pour que nous le mettions sur bande perforée).

SARL Editions Patratas au capital de 2100F

Directeur de publication
Georges Didier

Abonnements :
170F à 250F selon vos revenus,
180F minimum pour l'étranger,
150F pour les collectivités,
75F pour cas sociaux, patentés, chômeurs,
objecteurs, insoumis, faulards.
Par chèque bancaire ou postal à l'ordre de :
Les Editions Patratas
BP 26
71800 La Clayette

Changement d'adresse :
Joindre la dernière bande d'envoi et 2F en timbres.

NOUS SOMMES TOUS DES FOUS DE BASSAN



LA mer OU le pétrole. Pas les deux ensemble, les deux mélangés. Le pétrole, il est sous terre, ou sous la mer, dans des poches astucieusement placées là. Il ne doit pas être répandu sur la mer. Ce n'est pas sa place. Vu?

Ce n'est pas une question d'esthétique. La mer pourrait être noire, d'encre, d'huile, opaque, glauque, les vacanciers ne nageraient pas. Ils clapoteraient dans le saindoux. Et après!

Non! La question, voyez-vous, c'est que la mer, on en a besoin pour vivre. Certaines corporations vivent de la mer. Mais la mer fait vivre les espèces animales. **DONT L'HOMME.** Tuer la mer, c'est donc se suicider. Gai, gai, suicidons-nous! Voyons voir qui nous y aide:

Car ça ne se fait pas tout seul. L'espèce humaine résiste. Elle voudrait vivre plus longtemps que les dinosaures. Ceux qui l'aident à se suicider portent un nom: on les appelle les capitalistes, terme impropre, car tous n'ont pas de capitaux. Disons plutôt les gens de profit. Les amoureux de l'argent. Ces gens sont peu nombreux mais bien organisés. Leur religion, l'argent, a un fort pouvoir de séduction. Ils l'utilisent pour faire des adeptes. Ils sont assez nombreux et prosélytes pour étouffer les cris des vivants et, par exemple gagner les élections. C'est pourquoi ils dirigent tous les pays du monde.

Dans le cas du Finistère, ne cherchez pas les coupables: il n'y en a pas. Les règlements de la sécurité maritime? On allait les modifier. L'Etat? Blanc comme neige. Le patron de l'Amoco Cadiz? Un simple salarié

qui faisait son boulot. Vous pouvez éplucher les journaux, y compris ceux de gauche, vous n'y verrez accuser que la fatalité. Voire même la mer, cette gueuse déchaînée qui démantibule nos beaux pétroliers. En fait les coupables existent. On les appelle les Sept Sœurs, ou les Majors. Ce sont les sept grandes compagnies pétrolières mondiales qui se partagent le marché énergétique du monde. Ce sont eux qui, en toute conscience, détruisent la mer. En utilisant pour le transport du brut des pavillons de complaisance, en autorisant les capitaines à dégazer au large, en marchandant le remorquage en cas d'avarie. On a assassiné le Finistère pour quelques dollars de plus.

Maîtres du robinet qui abreuve l'industrie, les Majors sont au dessus des lois. Littéralement intouchables. Ils ont les moyens d'acheter les députés, de placer leurs hommes dans les gouvernements. Ils peuvent également faire disparaître les régimes qui leur déplaisent (Mossadegh en Iran) et les hommes qui leur résistent (l'italien Mattei). Aucun homme d'Etat, si puissant soit-il, comme l'américain Carter, ne peut toucher à leur empire. Ces féodaux règnent sur le monde. Et le détruisent.

En achetant les mines de charbon aux USA, en se plaçant dans le nucléaire et le solaire, les Majors tiennent pour longtemps le monopole de l'énergie. Ils nous tiennent pour longtemps. Ils détruiront la mer s'ils le veulent, na!

Devant la marée noire du Finistère, inutile de gémir. Inutile de brocarder l'Etat et son plan Polmarserpillières. Il faut agir. Nous voulons faire mal aux Majors. à la

Shell? Boycottons leurs produits. Il y a 600 000 individus conscients qui ont voté écologie. Si ces 600 000 faisaient brûler leurs voitures, ce serait déjà un manque à gagner pour les pétroliers. L'alternative est la suivante: la voiture ou la mer. Le train plus le vélo ou les marées noires répétées. Le temps presse. 230000 tonnes de mazout en Bretagne, mais 4 ou 5 millions de tonnes déversées sur les océans chaque année. Si nous ne faisons pas ça pour nous, faisons-le au moins pour les milliers d'oiseaux massacrés, et qui n'ont pas de moyens de défense.

Boycott de Shell proposent les Amis de la Terre de Paris. D'accord! Mais pourquoi ne pas aller plus loin: organiser une journée mondiale «Brûlons nos voitures pour sauver la mer». On ne serait que mille que ça ferait déjà un beau feu de joie, avec impact sur le public si attaché à sa belle conquête en tôle. C'est ça ou faire sauter les raffineries de pétrole, acte qui serait probablement désavoué par la classe ouvrière. Quant à l'enlèvement du baron Shell, sera-t-il bien compris?

On peut aussi se résigner, faire confiance aux gouvernants. Après la marée noire du Torrey-Canyon, après la fuite d'Ekofisk, on mesure aujourd'hui l'impuissance des Etats qui, faut pas l'oublier, vivent de la voiture (industrie auto et taxes sur les carburants). Les révoltes vitales viennent toujours de la base, contre les sommets. Tout ce que nous pouvons attendre de l'Etat, c'est un beau cercueil en sapin pour les mouettes et du fric pour faire taire les pêcheurs.

Jusqu'à la prochaine marée noire.

Arthur